

20 juin : tous au m<sup>o</sup> Charonne

Hebdomadaire du Parti Socialiste Unifié — n° 582 — jeudi 14 juin 1973 — 2 F



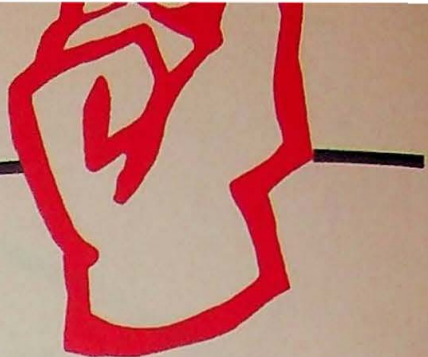
# Tribune

## socialiste



Sabadel





Directeur politique : Gérard FERAN.

Rédacteur en chef : Bernard LANGLOIS.

Secrétaire de rédaction : Gérard BOREL.

Collectif de rédaction : Robert DES-  
TOT - Jacques FERLUS - Jacques GAL-  
LUS - Gilbert HERCET - Jean-François  
MERLE - Jean VERGER.

Ont collaboré à ce numéro :  
Michel CAMOUIS - Françoise CLAIRE -  
René CRUISE - André JEANSON - René  
LANARCHE - Henri LECLERC - Thierry  
MORUS - François NAUD - Dominique

Photos :  
A.F.P. (4 - 5 - 19) - A.G.I.P. (13) - P.  
COLLOMBERT (20) - G. GUERIN (6) -  
P. LEBRUN (5 - 6 - 7 - 9) - D.R. (10 -  
11 - 14 - 18).

Dessins :  
BAROU (20) - ESCARO (8) - P. LB (12) -  
SABADEL (16) - D.R. (5 - 9 - 17). Le  
dessin de la « une » a été tiré du livre  
de SABADEL « EDUCONS » (Ed. du  
Cerf).

Directeur de la publication : Jean LE  
GARREC.

Rédaction : 566-45-64

Administration : 566-45-37

9, rue Borromée - 75015 PARIS

Publicité : Information 2000

Tél. : 770-40-18.

Distribué par les N.M.P.P.

S. A. Imprimerie Editions Moriamé  
61, rue du Fg-Poissonnière, Paris 9<sup>e</sup>

Tirage : 25.000 ex.

■ « Un jour, si tu parles de liberté  
tes lèvres en ont gardé le goût de  
sel... ». Le chant du poète est là, de-  
bout, au milieu de la décadence pom-  
pidolienne. Il exprime à sa manière  
combien la liberté est d'abord une vo-  
lonté de rester homme dans un uni-  
vers où tout s'y oppose. Ce qui est  
une vérité d'évidence dans une société  
concentrationnaire de type nazi ou sta-  
linien l'est également dans notre pays  
où l'argent fait figure d'étalon de la  
puissance et de tremplin du pouvoir.  
Pas question certes d'assimiler la Ve  
République au III<sup>e</sup> Reich dans un sim-  
plisme odieux qui ne fait que discréditer  
la réflexion politique. Mais force est  
de constater que la religion de l'auto-  
mobile et de la télévision qui tient lieu  
de philosophie au régime Pompidou,  
ne favorise pas les facultés créatrices  
de la liberté humaine. Bien plus, lors-  
que certains s'avisent qu'une autre li-  
berté est possible que celle d'acheter  
à crédit et en viennent à contester le  
principe de la propriété privée des  
moyens de production, alors s'abattent  
sur eux tous les aspects de la répres-  
sion moderne: mesures d'intimidation  
contre les militants syndicaux, interdic-  
tion des manifestations publiques, en-  
traves économiques et policières à la  
liberté de la presse, fichage de tous  
ceux qui osent dire ou faire quelque  
chose, etc.

Si la liberté est d'abord une volon-  
té dont les puissants de ce monde,  
dans leur soumission au dieu consom-

mation, n'ont pas toujours connu « le  
goût de sel », la liberté est aussi liée  
à une situation matérielle. Il faut en  
effet une singulière force d'esprit pour  
ne pas devenir esclave quand, parqué  
dans un grand ensemble, on se lève  
à six heures pour rentrer le soir après  
une journée de travail et de trans-  
ports exténuante.

■ Toujours, la liberté a eu ses as-  
sassins; toujours, il a fallu la défendre  
pour la protéger et l'étendre. L'histoi-  
re de notre pays, de notre peuple, est  
riche en énergie dépensée au nom de  
la liberté. Mercredi 20 juin, au métro  
Charonne - lieu chargé de souvenirs  
chers à tous ceux qui ont lutté contre  
le fanatisme - sera une nouvelle jour-  
née de cette longue histoire. Elle sera  
consacrée à opposer la force popu-  
laire à celle d'un gouvernement qui  
par tous ses commis, Galley, Druon,  
Marcellin, rejoint le camp des Ver-  
sailles.

Elle sera consacrée également à ré-  
concilier l'idée de socialisme avec  
celle de liberté. Pour le PSU comme  
pour tous les militants socialistes, il  
ne peut y avoir d'ambition plus grande  
d'espoir plus fort. (pages 3 à 7).

■ S'il faut se battre en France pour  
vivre mieux, plus librement, d'autres  
hommes se battent pour le droit même  
à vivre sur la terre de leurs ancêtres.  
Bernard Langlois a accompagné Mi-

chef Rocard au Moyen-Orient; il parle  
cette semaine de la résistance pale-  
stinienne après avoir rencontré ses  
principaux dirigeants (pages 10 et 11).

■ En consacrant plusieurs pages de  
son dernier numéro au congrès de la  
CFDT, Tribune Socialiste a souligné  
l'importance que le PSU attache à l'é-  
volution de la centrale du square Mon-  
tholon et à sa place dans le courant  
socialiste autogestionnaire. Cette se-  
maine, TS revient sur ce congrès.  
D'une part en donnant la parole à An-  
dré Jeanson, son ancien président qui  
explique que Nantes n'a pas été un re-  
cul de l'engagement de la CFDT dans  
le combat des forces populaires mais  
au contraire un approfondissement des  
principaux thèmes du socialisme dé-  
centralisé; d'autre part en permettant  
à un camarade qui collabore réguliè-  
rement à TS d'exprimer, dans une tribu-  
ne libre, un avis sensiblement diffé-  
rent de celui exprimé la semaine der-  
nière dans ces mêmes colonnes.

■ Nos camarades qui lisent atten-  
tivement Rouge, l'Express, Minute et  
quelques autres hebdomadaires au-  
ront pu constater que ceux-ci ont des  
informations passionnantes sur les dé-  
libérations (secrètes par ailleurs) du  
Bureau National du PSU. Comme quoi  
les micros dans les murs de la rue  
Borromée n'ont pas seulement été  
installés par les Renseignements Gé-  
néraux. A Tribune, on n'a pas les  
moyens de se payer un tel réseau  
d'espionnage et comme nos « chers  
dirigeants » nous disent que tous les  
bruits qui courent sont ridicules, et  
que Michel Rocard s'est clairement  
exprimé sur ce point dans TS du 23  
mai, on ne peut pas vous en dire plus.

Jacques GALLUS ■

## petites annonces gratuites

● URGENT : Militant du Parti à Royan, pro-  
pose à militant socialiste autogestionnaire  
(PSU, AMR, CIC, OS) pour les mois de juillet  
et août un appartement de type F 4, équipé  
d'un mobilier sommaire (lits, chaises, tables,  
gazinière, ustensiles de cuisine) à un prix tout  
à fait hors du circuit commercial saisonnier :  
400 F par mois + électricité (loyer normal  
de HLM).

Prendre l'adresse à - TS - ou écrire :  
Fédé Charentes : 14, place Beaulieu, 16100  
Cognac.

● Le BOOJUM (photo) cherche un apparte-  
ment ou local 50 m<sup>2</sup> - 500 F environ. Télépho-  
ne, Etat indifférent. Dans le 1<sup>er</sup>, 2<sup>e</sup>, 3<sup>e</sup>, 4<sup>e</sup>,  
8<sup>e</sup>, 9<sup>e</sup>, 10<sup>e</sup> arrdt.  
Tél. au 345-23-56.

● FETE DE COLOMBES - STAND PHOTO :  
quelques tirages n'ont pas été réclamés, ils  
sont disponibles au secrétariat de la région  
parisienne.

Au même stand, un appareil de photo de  
prix a été dérobé. Si un camarade connaît  
une bonne occas ou dispose de morceaux  
de PENTAFEX en trop qu'il le signale aux  
camarades de Seine-et-Marne.

## LIBERATION AFRIQUE

Pourquoi « l'amitié » de l'Afrique du  
Sud est-elle recherchée par les capita-  
listes français ? Parce que le taux de  
rentabilité des investissements y est par-  
ticulièrement élevé grâce à l'état d'es-  
clavage dans lequel est maintenu le  
peuple sud-africain.

Voilà qui explique la complaisance  
du gouvernement français à l'égard du  
régime raciste et illégal de Pretoria.

« Libération Afrique » établit dans  
son numéro de mai le dossier des liens  
économiques privilégiés de la France  
avec l'Afrique du Sud.

(1,50 F à la Librairie TS.)

## CALENDRIER POLITIQUE

● NICE : vendredi 21 - Cinéma Es-  
planade : 6 heures contre la répression.  
Avec la participation du P.S.U., de la  
Ligue Communiste, des Groupes Révo-  
lutionnaires du C.E.R.E.S., des Jeunes  
Socialistes, de la J.E.C., du S.G.E.N., etc.

● PARIS : samedi 16, 18 h, métro  
Havre-Caumartin, manifestation organi-  
sée par le M.L.A.C. parisien (Mouvement  
pour la Liberté de l'Avortement et de  
la Contraception).

● PARIS : lundi 18, 18 h 30, 46, rue  
de Vaugirard, Métro Odéon, réunion  
d'information sur l'Irlande, avec John  
Kenny, secrétaire du bureau international  
du SINN FEIN Officiel.

● Réunions des branches du  
secteur entreprise du P.S.U.

Le 16-6 :

Energie

Fonction publique

Transport S.N.C.F.

Le 17-6 : Services

Le 23-6 :

Aviation

Electronique

P.T.T. (et non plus

le 16-6)

Sidérurgie

Le 24-6

Chimie Pétrole Caout-  
chouc

Textile

A 9 h 30 - 9, rue Borromée

20 JUIN - 18 H 30

M<sup>o</sup> CHARONNE  
MANIF  
POUR LES LIBERTES

## AVISSE

Ce numéro de vingt pages vaut  
pour les deux semaines à venir : il  
pourra être vendu les dimanches  
17 et 24 juin, et bien sûr au cours  
de la journée du 20 juin, à Paris  
et en province. A cause des congés  
de Pentecôte, il paraît avec une  
journée de décalage et il s'avérerait  
difficile de mettre en route le sui-  
vant alors que celui-ci n'était pas  
achevé.

Par ailleurs, — pourquoi le ca-  
cher ? — le fait de sauter un numé-  
ro permettra une petite pause fi-  
nancière qui doit notamment per-

mettre de réduire l'interruption de  
l'été.

Pour la première fois depuis long-  
temps, T.S. a paru d'un bout à l'au-  
tre de l'année sans à-coups : c'est  
le résultat de l'amarce du redresse-  
ment financier du journal. Il reste  
encore du travail à faire, des abon-  
nements à susciter, des ventes à  
renforcer, pour que la situation soit  
tout à fait saine : si l'ensemble du  
Parti prend cette tâche en charge,  
c'est possible. Cela dépend de  
nous.

La rédaction de T.S. ■

## ABONNEZ-VOUS

Abonnement à servir à

M., Mme, Mlle (nom et prénom)

Adresse complète : Rue

N<sup>o</sup>

Ville

N<sup>o</sup> département

Je désire souscrire un abonnement de :

1 an (52 numéros) 60 F  6 mois (26 numéros) 35 F

Je souscris un abonnement de soutien :

1 an (52 numéros) 100 F  6 mois (26 numéros) 50 F

Avec votre abonnement de soutien, vous recevrez le livre « LE  
MANIFESTE DU P. S. U. »

TRIBUNE SOCIALISTE, 9, rue Borromée, PARIS - C.C.P. Paris 5826-65

## ARVEL

Au service des familles et des jeunes

### ● YOUGOSLAVIE

Séjour de 2 semaines, bord de mer : 425 F.

voyage avion compris : 790 F.

Circuit de 3 semaines : 950 F.

### ● MAROC

3 semaines, voyage avion compris : 1.180 F.

### ● SENEGAL

3 semaines, voyage avion compris : 1.995 F.

### ● ET SI VOS VACANCES ETAIENT UNE FETE !

Festival de Tabarka (Tunisie).

2 semaines au départ de Paris ou de Marseille  
(880 F — 780 F)

ARVEL, 12, boulevard des Brotteaux, 69006 Lyon  
tél. (78) 52.56.48



# « ta gueule Léon !... »

**V**ENDREDI 8 juin. Le Comité d'animation du Nouveau Créteil a organisé une présentation théâtrale sur la place de la Ville Nouvelle. Les membres de ce comité veulent ainsi créer les conditions d'un échange et donc d'une vie collective dans cette ville nouvelle, où tout est prévu, sauf la vie. Le groupe a fait appel à une troupe de théâtre amateur composée de jeunes travailleurs de Bondy pour jouer leur pièce « Ta gueule Léon, ou 24 heures de la vie d'un tube cathodique ». Peu de monde sur la place (une centaine de personnes). Les habitants n'osent pas encore sortir. Il faut un début. Mais ils n'osent pas... et comment les en blâmer ? Car les flics sont là.

Non pas le couple traditionnel et débonnaire d'« hirondelles », mais trois cars de C.R.S. mobilisés à cet effet. Trois cars de C.R.S. et interdiction de stationner en groupe sur la place. « Si vous jouez, on vous embarque ». « Libération » ayant annoncé la représentation, un des agents interpelle les passants : « N'êtes-vous pas Jean-Paul Sartre ? » A quoi une brave dame répond : « Moi, je suis Simone de Beauvoir ». Trois comédiens seront embarqués pour la traditionnelle « vérification d'identité ».

Il ne s'agit que d'une petite histoire entre cent autres. Pas plus significative que le quadrillage militaire de Saint-Germain-des-Près ou du boulevard St-Michel chaque samedi soir. Des C.R.S. deux par deux,

tous les cinquante mètres, revolver à la hanche. Une petite histoire pas plus significative que la répression dans l'entreprise, le flicage permanent, l'écoute téléphonique dont les nouvelles installations sont inaugurées par le Premier Ministre, les C.D.R. dont certains groupes s'organisent militairement, les suicides dans les prisons, la justice de classe...

## Merckx ou pas Merckx ?

A part cela, il ne se passe rien. La France prépare tranquillement des vacances aseptisées, s'interrogeant seulement de savoir si Merckx participera ou non au Tour de France. Il ne se passe rien puisque de cette réalité insidieuse, quotidienne, brutale, nul ne parle, ni dans la grande presse, ni à la radio, ni à la télé évidemment. Il ne se passe rien puisque les responsables du P.S. attendent des « faits significatifs » pour agir — des bastilles pleines et des violences publiques ! Comme si le pouvoir ne prenait pas toutes les précautions pour minimiser les bavures risquant de provoquer une prise de conscience populaire. Alors qu'il est en train de tisser dans l'ombre un réseau aux mailles de plus en plus serrées.

Quand un Druon fait les déclarations que l'on connaît, il est possible d'imaginer que sa nomination relève plus de l'er-

reur et de la maladresse que d'une volonté précise. Ce n'est pas la première fois que l'éclairage violent de la scène publique fait apparaître crûment une suffisance imbécile, supportable seulement dans un cercle plus restreint. Mais si à ces déclarations de Druon s'ajoutent celles de l'inamovible ministre de l'Intérieur et les énormités presque quotidiennes du ministre des Armées, du maire de Tours et des autres, il ne s'agit manifestement plus d'une erreur, mais de l'expression publique d'un système qui se veut d'ordre, de morale et de répression.

Allons-nous attendre qu'il soit trop tard pour réagir ? Peuple, tu dors, mais ton sommeil est un sommeil de mort !

C'est le sens de notre appel à la manifestation du 20 juin. Nous aiderons à l'expression de tous ceux que la répression menace — jeunes, immigrés, femmes, artistes, etc. Nous demandons à tous, militants, organisés ou non, de se joindre à la manifestation. Nous savons bien que, même de masse, cette manifestation ne sera pas suffisante.

C'est chaque jour que la riposte et l'offensive s'organisent sur tous les terrains, mais que cette manifestation soit le premier acte de notre réponse au défi du pouvoir, contre la répression, pour crier bien haut que la liberté est indissociable du socialisme !

Jean LE GARREC

## • lettre au Parti Communiste Français

PARIS, le 13 JUIN 1973  
à Georges MARCHAIS,  
Secrétaire Général du  
Parti Communiste Français,  
2, place du Colonel-Fabien,  
75019 Paris.

Cher camarade,

Depuis quelques semaines, un vaste débat est engagé au sein du mouvement ouvrier français, concernant les perspectives qui s'ouvrent aux forces qui se réclament du socialisme, les objectifs qu'elles s'assignent à court, moyen et long terme, les finalités mêmes de la société socialiste dont nous nous réclamons.

Pour notre part, à l'issue de la dernière session de notre direction politique nationale, nous avons défini un certain nombre d'objectifs à atteindre dans la résolution que nous joignons à cette lettre. C'est en application de cette résolution que nous avons :

— contribué au débat ouvert sur le projet du socialisme autogestionnaire. Ce débat, nous enten-

dons le poursuivre et l'élargir à toutes les forces socialistes de ce pays. Sans l'ombre d'une exclusive, mais avec le souci de lever les ambiguïtés qui existent et de regrouper sur une base révolutionnaire tous ceux pour qui socialisme et autogestion se confondent dans une même aspiration ;

— dans le même temps, attentifs aux manœuvres et aux tentatives d'intimidation du pouvoir, aux mesures répressives qu'il prend dans tous les domaines nous avons, à vos côtés et avec le même souci de mobiliser toutes nos forces militantes et celles des milieux qui partagent nos préoccupations, tenu à participer à l'organisation de la journée du 20 juin.

Les débats et les conclusions de votre dernier comité central, les déclarations successives de votre bureau politique, ses propres interventions, ainsi que celles de Roland Leroy, sur la « théorie des modèles » nous amènent à penser qu'une entrevue serait nécessaire entre nos deux organisations au

niveau le plus responsable, permettant une confrontation franche et loyale, mais au fond, de nos points de vue en même temps qu'une étude précise des actions que nous pourrions mener en com-

mun — avec le souci constant de les élargir à d'autres forces socialistes.

Une telle réunion nous semble pouvoir être fructueuse. C'est dans cet esprit que nous vous écrivons.

Dans l'attente de votre réponse nous te prions, cher camarade, de croire à nos sentiments socialistes.

pour le Bureau National  
Michel ROCARD,  
secrétaire national.

### COMMUNIQUE DU BUREAU NATIONAL DU PSU 6 JUIN 1973 - 9 HEURES

Le Parti Socialiste Unifié appelle avec plusieurs organisations, et notamment le PCF et la CGT, à manifester le 20 juin contre les atteintes à des libertés qui ont été durement arrachées par les travailleurs, dans leur lutte. Il entend ainsi contribuer à élargir le front de classe face au pouvoir et au patronat. D'autres initiatives sont nécessaires pour accroître la mobilisation populaire, mais le PSU ne laissera échapper aucune occasion d'y contribuer.

Il manifester le 20 juin contre les atteintes répétées à la liberté d'opinion et d'expression, contre le durcissement d'un régime qui continue d'avoir peur et pour ouvrir la voie au socialisme autogestionnaire sur une base révolutionnaire, seule solution à la crise de notre société. Il appuiera la protestation de tous ceux — jeunes, femmes, immigrés, journalistes, artistes, enseignants, etc. — qui, dans leur situation sociale ou leur vie professionnelle, subissent la répression. Il donnera la parole à ceux que l'on veut faire taire : sur l'armée, la spéculation, la pollution, etc.

Il appelle les jeunes et les travailleurs, dans leurs organisations ou non, à participer à ses côtés à la manifestation du 20 juin qui sera une étape significative dans la lutte contre la répression patronale et l'Etat policier sous toutes ses formes. ■

Ancien des « orphelins », je ne suis pas d'accord avec l'article sur Meudon (TS n° 581). Aux « orphelins », on ne se lave pas dans une salle infectée d'urine et de merde. La nourriture n'est pas mélangée à des mégots, des asticots, des détritrus. Le seul médicament de l'infirmerie n'est pas de l'aspirine. Les orphelins ne sont pas nombreux à monter à l'infirmerie le visage en sang à cause des coups des pions et des profs...

Par contre, il est parfaitement exact que ces derniers sont en général non diplômés et travaillent là pour échapper au chômage. La

contrepartie est qu'ils sont aussi mal payés et que les droits élémentaires ne sont généralement pas respectés. Bien souvent, ce sont d'anciens orphelins eux-mêmes qui passent ainsi leur vie entre les murs de ces établissements.

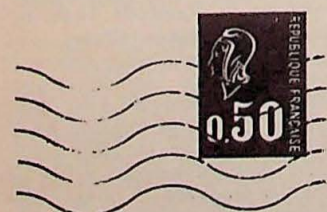
Au sujet de l'éducation, l'ordre des Pères du Saint-Esprit, dans son ensemble, ne connaît pas les conditions de vie du monde ouvrier et du prolétariat d'où sont issus beaucoup d'orphelins.

Les méthodes d'éducation ne sont pas orientées vers un épanouissement des orphelins, une

prise de responsabilité de leur vie, une réflexion sur ce qui les attend en entreprise, mais bien plus vers une technique de formation individuelle basée essentiellement sur la volonté, sur le travail, sur l'honnêteté.

Ce style d'éducation ne peut être que renforcé par le fait qu'une très grande partie des ressources des orphelinats proviennent des subventions directes d'industriels qui en profitent pour faire pression. (...)

G.B. (Le Pecq) ■



## • à propos des orphelins de Meudon



C'était une affiche des CDR, pendant la dernière campagne électorale : « Ne donne pas ta voix aujourd'hui à qui t'imposera silence demain ». Qui a connu le succès que l'on sait. Et pourtant, c'est aujourd'hui, quotidiennement, que le régime tente de bâillonner tous ceux qui pensent mal. C'est aujourd'hui que l'on tisse les mailles du filet. Et demain...

# les mailles

**L** E régime est comme le président. Mal portant. Et il se soigne à l'eau de Vichy. Cela a été dit et redit depuis des semaines : nous avons le gouvernement le plus réactionnaire que la France ait connu depuis Laval. Des ministres à peine capables de faire de la figuration — et rarement intelligente. On a entendu successivement Fontanet, Druon, Galley, Royer se faire les chantages de l'ordre moral. Jusqu'à présent, la mobilisation populaire était suffisamment récente, la pression encore assez forte pour que ces menaces demeurent à l'état de paroles verbales. Aujourd'hui, il en va autrement : les pétainistes au pouvoir se sentent assez sûrs d'eux-mêmes pour passer aux actes.

Dans tous les domaines, le régime se durcit. Il n'y a pas que la culture : il y a aussi l'avortement — où les partisans de l'avortement clandestin redressent la tête, Pr Lejeune et « Parisien Libéré » les premiers. Il y a les conflits sociaux où patronat et gouvernement opposent des fins de non-recevoir aux demandes de négociations — qu'il s'agisse de la Sécurité Sociale, de Caterpillar, de Lip ou de la grève de la batellerie. Et puis, il y a surtout la liberté d'expression, contre laquelle Marcellin renforce chaque jour son dispositif de surveillance.

L'affaire de Watergate a ramené sur le devant de la scène le problème des écoutes téléphoniques : Poniowski s'en était inquiété quand il n'était que simple député, on ne l'entend plus guère aujourd'hui qu'il est ministre. Chandon, que l'on n'avait guère entendu quand il était ministre, se réveille maintenant qu'il n'est plus que député... Des sénateurs parlent de commission d'enquête ; le groupe socialiste à l'Assemblée interpelle le Gouvernement. Pensez-vous que cela empêche Marcellin d'écouter vos conversations ? Un inspecteur des R.G. confie au « Nouvel Observateur » que c'est l'un des éléments essentiels du dispositif d'espionnage généralisé que le premier flic de France tisse autour des amis et des ennemis du pouvoir. Qui s'en émeut ?

Écoutes téléphoniques, déclarations des concierges, infiltration policière, servent à alimenter les dossiers et les fichiers de la place Beauveau : à l'heure actuelle, qu'il s'agisse de fichiers commerciaux, bancaires, automobiles, policiers, professionnels ou autres, tout citoyen est, depuis sa naissance, enregistré plus d'une demi-douzaine de fois. Le traitement électronique de ces informations permet d'avoir un « profil » personnel, politique, financier, de chacun d'entre nous.

## LES NOUVEAUX PETAINISTES

C'est là l'un des visages de ce nouveau pétainisme : pas besoin d'une surveillance policière généralisée, de miliciens et de chefs d'îlots... Les CDR suffiront pour les coups durs et les millions de fiches que le ministre de l'Intérieur peut avoir à sa disposition feront le reste.

Et qui plus est, ce régime exige qu'on le respecte ! Discrédité comme il n'est pas permis, il attend qu'on s'incline devant lui ! Rarement les procès pour « insulte » ou dénigrement d'une institution — de l'armée à la police en passant par le chef de l'État — auront été aussi nombreux que sous la République pompidolienne. Un exemple parmi d'autres : le directeur de la publication d'un bulletin publié à l'occasion du festival de Nancy a été attaqué par le ministre de l'Intérieur pour le récit qu'il avait fait des brutalités policières à l'occasion du festival. Précisons que son bulletin tire à moins d'un millier d'exemplaires...

Comme le disait fortement l'universitaire fauriste Jean-Denis Bredin, dans une tribune de « l'Observateur », « nous n'avons à respecter ni la police, ni l'armée, ni personne ».

Ce durcissement du régime, réaction à la volonté de changement qui, depuis cinq ans, mine tous les secteurs de la vie sociale, préserve néanmoins les issues politiques du capitalisme : s'il en est besoin, le fascisme mou, dans lequel notre pays s'endort, « ce sommeil doux qui est un sommeil de mort », comme disait la banderole de la manif anti-Druon, peut se durcir encore davantage. Sinon, quand l'heure de la succession de Pompidou aura sonné, cela permettra à un libéral façon Chaban-Delmas de passer pour un homme de gauche et de préserver l'essentiel des intérêts du patronat.

Si l'on laisse le pouvoir mettre le peuple au pas, il gagnera sur tous les tableaux. Il est temps, dit Henri Leclerc dans l'interview que nous publions ci-contre, pour les magistrats, les policiers et les avocats qui contestent l'institution judicio-policière de passer des paroles aux actes. Pour ceux dont les droits sont en cause, il est également temps de réagir. Et de réapprendre, avec la liberté, l'irrespect.

Jean-François MERLE ■

## BIBLIOGRAPHIE

René BACKMANN, Claude ANGELI : Les polices de la Nouvelle Société. Maspéro 7,50 F.  
Denis LANGLOIS : Les dossiers noirs de la police française. Le Seuil (vient d'être réédité en collection de poche : 7,50 F)  
Denis LANGLOIS : Le Guide du Militant. Le Seuil, 20 F.  
En vente à la librairie de T. S.

## ENTREPRISES

### • les visages multiples de la répression patronale

Aujourd'hui, comme chaque matin, un homme est entré au siège social de Peugeot pour y prendre son travail. Bien qu'il n'en ait pas la tenue, cet homme est général. Il se nomme Feuvrier. Depuis qu'il a pris sa retraite du SDECE il est ici chef

du service des « relations humaines » de Peugeot. Si vous allez du côté de Saint-Etienne on vous dira que cet homme connaît son affaire, surtout en matière de commando. Un militaire n'est-ce pas ?

**L** E commando spécialement entraîné à briser les grèves, à noyauter les chaînes et les ateliers, avait à Saint-Etienne une mission essentielle : pénétrer dans l'usine occupée et s'emparer des pièces mécanographiques relatives aux fabrications. Il a réussi cette partie de l'opération. Après ça, la grève pouvait durer, Peugeot avait les moyens de poursuivre la fabrication dans une autre usine.

L'équipe du général Feuvrier travaille à la mise en place d'un quadrillage serré de personnel, avec l'aide de quelques jaunes et du syndicat CFT. Le but n'est pas encore d'imposer par la force une paix sociale, mais de s'assurer au départ du contrôle du moindre mouvement des travailleurs. Il faut savoir jouer en finesse. Quand, à Saint-Etienne, on licencie six travailleurs en grève, c'est moins pour faire un exemple que

pour faire dévier la grève. Et peu à peu, tout au long des 45 jours de lutte, les travailleurs vont « oublier » leurs revendications initiales pour obtenir la réintégration de leurs camarades... Le général gagne une éticelle de plus.

Tous les patrons ne sont pas aussi bien organisés que Peugeot, Renault, Simca ou Citroën. Ils ont peut-être autant d'imagination mais ont beaucoup moins de moyens. Leurs méthodes sont donc à la fois plus expéditives et plus brutales. A tel point qu'on a du mal à les croire possibles.

Puisque nous étions à Saint-Etienne, restons-y. Il y a quelques semaines un soldat disant « groupe de travailleurs libres » a tout bonnement plastiqué la maison de Bernard Charbonnier. Il reste peu de choses de la maison mais il n'y a heureusement pas de victimes. Bernard Charbonnier était

## ENTRETIEN AVEC HENRI LECLERC



Henri LECLERC.

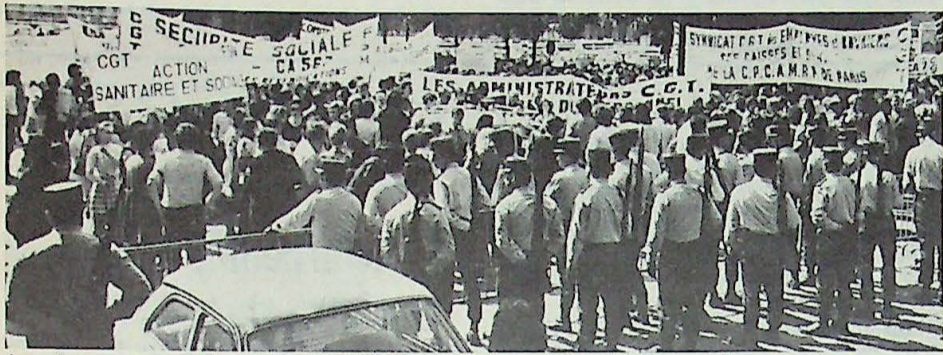
• T.S. : Marcellin vient de demander une augmentation de la durée de la garde à vue. Dans le contexte actuel d'intimidation et de menaces que profère le pouvoir comment analyses-tu cette nouvelle étape dans le renforcement des moyens de répression ?

HENRI LECLERC. — La garde à vue est une pratique policière qui a été concrétisée par la loi, et qui permet à la police de garder quelqu'un sans intervention de la justice, c'est-à-dire sans l'intervention d'un avocat. En principe, c'est destiné à rechercher des preuves. En fait, tout le monde sait très bien que cela cherche à obtenir l'aveu, qui reste le principal mode de preuve.

D'où effectivement, toutes les tentations, selon les périodes, selon les moments, selon les policiers, selon les infractions, de dépasser largement le stade de l'interrogatoire, le stade même des « tortures licites » (comme dit le Professeur Lambert dans son Manuel de Police Technique) que sont le fait de laisser quelqu'un sans dormir, le fait de lui mettre la lumière dans les yeux..., dont le livre de Langlois nous rappelle qu'elles peuvent exister. C'est le premier aspect. La tendance va donc vers une dépossession de la magistrature, parce que, à ce niveau, il y a effectivement un certain nombre de garanties qui sont données. La tendance de la police a toujours été d'augmenter le délai de garde à vue.



# du filet



Les forces de l'ordre : toujours du même côté.

militant dans son entreprise et c'est pour ça que son patron, un nommé Jacquemart l'avait licencié, ainsi que quatre autres travailleurs. Ce sieur Jacquemart, dit-on du côté des travailleurs, ne serait pas étranger à l'explosion. Pensez donc, un ancien de l'OAS. Il aurait eu vite fait de recruter quelques amis, renforcés par plusieurs éléments de la CFT et du Front National.

S'il en est aussi pour qui on ne prend pas de gants, c'est bien les travailleurs immigrés. A la papeterie Margoline à Nanterre, ils s'étaient mis en grève pour que cinquante d'entre eux obtiennent leur carte de travail. Le patron s'était fait un peu prier, mais, pour que l'usine tourne, il avait signé un vague papier selon lequel dès le lendemain, les travailleurs devaient avoir satisfaction.

## liberté du travail

Le lendemain, rien. Un contremaître déclare que, on ne sait comment, le patron a perdu le papier... En attendant qu'il se souvienne de ce que contenait l'accord, autant reprendre le travail. C'est le contremaître qui le dit. Les travailleurs préfèrent attendre ; le contremaître, lui, appelle les flics. On ne manque pas une occasion de bouffer du bougnoule. Ça cogne et vingt travailleurs sont embarqués. Il paraît qu'on

les a tous relâchés sans leur faire de mal.

Ce qui prouve qu'il n'est pas utile d'entretenir ses propres flics quand on est patron. Les officiels sont là dès qu'on les appelle. C'est ce qu'on appelle la neutralité de la police.

A Caen, il y avait, fin mai, une grève chez un épicier en gros, Promodes qui gère six super-marchés dans l'ouest. 80 % des travailleurs avaient cessé le travail pour des revendications de salaires et d'horaires. Ils occupaient l'entreprise, empêchant le mouvement des camions de livraison dont les chauffeurs n'étaient pas en grève. Selon la police, tous ces camions gênaient la circulation. Ordre leur fut donné de foncer dans le tas : un travailleur a été blessé. Les chauffeurs ont compris et ne sont pas allés plus loin. La police a achevé la besogne à coups de matraque.

C'est un peu la même chose qui s'est passée à la caisse d'allocations familiales à Paris, le 30 mai. Là, on n'a pas eu besoin de flics. Il a suffi de regrouper, sous la houlette du chef du personnel, quelques jaunes, la CFT et le syndicat indépendant. Et comment qu'on les a délogés ces salauds de grévistes qui empêchent la liberté du travail ! Et, une fois dans la place, on a bien fermé la porte pour que les grévistes ne puissent pas rentrer.

Quand un patron cogne, il a forcément

raison. C'est du moins ce que tend à démontrer un jugement concernant un travailleur de Poitiers. Celui-ci était employé au super-marché Rallye. Il a été licencié au mois de décembre dernier avec deux autres employées. Tout aurait pu en rester là s'il ne lui avait pris l'idée de raconter son aventure aux clients du super-marché, et cela dans un tract qu'il est allé distribuer à l'entrée avec l'aide de sa femme.

Ça n'a pas duré longtemps. La police-maison est venue les faire déguerpir avec des arguments assez frappants, également appréciés par un témoin qui n'était absolument pas dans le coup. Eh bien, c'est l'employé qui vient d'être condamné à 300 F d'amende... Il faut toujours faire confiance à la justice.

Citroën pour sa part, préfère assurer sa propre justice. Il y avait eu, début mai, à Reims, une grève, suite au licenciement d'un travailleur immigré. Le conflit se règle au bout de quelques jours et on signe un protocole garantissant que les grévistes ne seraient pas poursuivis... Les jours suivants, un à un, les grévistes sont conduits devant un véritable tribunal d'inquisition composé d'agents Citroën à la solde du patron. Menaces, insultes, vexations, propos racistes, voilà ce que subissent les travailleurs. Certains ont préféré démissionner plutôt que de paraître devant ce « tribunal ».

## quatre axes

Face à un tel déploiement de force et d'imagination on se prend presque à regretter le « bon temps » des mises à pied de quelques jours, des blâmes, des « réflexions » aux militants syndicaux, des mutations et des promotions bloquées. Cet arsenal de première urgence existe toujours, mais on passe très rapidement aux initiatives de plus grande envergure.

Aujourd'hui, la répression patronale s'organise et se pratique selon quatre axes. Le premier consiste à réprimer le militantisme pour affaiblir les travailleurs et nuire au recrutement des syndicats. Les 25 licenciés de Renault-Flins après la grève n'ont

pas été tout à fait pris au hasard. Dans les petites entreprises la moindre initiative syndicale se traduit presque automatiquement par le licenciement de son auteur. Et les autres travailleurs ne peuvent pas bouger. Mais sait-on que c'est actuellement dans l'agriculture que les licenciements de syndicalistes sont les plus nombreux ?

Le deuxième axe : briser les grèves. Par tous les moyens, depuis le lock-out jusqu'à l'intervention armée. Ce qui nécessite le développement des milices et des syndicats jaunes, c'est le troisième axe du patronat. Le quatrième est des plus vicieux. Il consiste à faire traîner la négociation en la renvoyant chaque fois à un échelon supérieur. Et au bout il ne reste plus rien des revendications initiales si les travailleurs ont accepté le procédé plutôt que d'imposer la discussion uniquement sur le lieu de conflit.

## au-delà de la résistance

La répression est la dernière arme du patronat, elle ne peut aller qu'en se développant, en se viciant au fur et à mesure que se développe la lutte des travailleurs. Chaque fois qu'un patron utilise la répression, c'est que les travailleurs l'ont forcé à trop de concessions, qu'il sait ne pas pouvoir récupérer. C'est parce que depuis quelques années les luttes ouvrières posent essentiellement la question du pouvoir dans l'entreprise que la répression s'accroît. Il serait donc bien étonnant de la voir diminuer. Ce serait, à la limite, plutôt mauvais signe.

Ce qui importe c'est de s'organiser pour aller au-delà de la seule résistance. Il faut faire en sorte que l'initiative reste toujours aux travailleurs, qu'à la violence patronale ils opposent la détermination de leur unité, qui conduit à un développement des conflits tel que le patronat ne peut plus rien d'autre que capituler. Plus facile à dire qu'à faire tout ça. Certes. Mais existe-t-il une autre voie ? Jacques FERLUS ■

## « cet asservissement sournois et souterrain... »

Au fur et à mesure que l'Etat devient de plus en plus appuyé sur les différentes structures de police, la garde à vue prend de l'extension et on constate en particulier, qu'alors qu'elle était déjà de 6 jours en matière politique, elle a été étendue à quatre jours également pour la grande délinquance, la « délinquance professionnelle ».

Il ne faut pas se faire d'illusion. Qu'est-ce que la délinquance professionnelle ? Il n'y a pas de critère. Or, lors qu'on arrête quelqu'un au moment de la garde à vue, l'enquête n'est pas encore faite. On ne sait donc pas si c'est un délinquant professionnel. Au départ, il est évident que l'extension de la garde à vue à quatre jours, sera pratiquement valable dans toutes les matières : l'infraction de droit commun, le vol...

## défendre les délinquants

C'est très grave. Je crois qu'il ne faut pas tomber dans un piège qui consiste à dire que ça va être utilisé surtout en matière politique. Ce n'est pas le problème. En matière politique, c'est déjà utilisé. Le problème, c'est qu'en matière de droit commun, c'est-à-dire de délinquance, l'autorité de plus en plus grande donnée à la police est un fait grave.

Ce qu'il faut dire, c'est que le problème de la défense des délinquants devant la justice est un problème de liberté. Et ça, c'est très, très important. Je crois qu'il

faut avoir le courage de ne pas détourner ce problème en apitoyant les gens sur la répression politique ; il faut aller plus loin. Il faut dire : nous ne pouvons pas tolérer que des délinquants, quels qu'ils soient, soient entre les mains de la police pendant plus de 48 h et pratiquement hors de la surveillance de la magistrature.

Ce qui est très grave, c'est que depuis 1958, la garde à vue qui était avant une simple tolérance, a été institutionnalisée. Elle est en principe soumise à la surveillance constante de la magistrature, mais

on a assisté à plusieurs choses qui ont accru les pouvoirs de la police considérablement et réduit les pouvoirs de la magistrature.

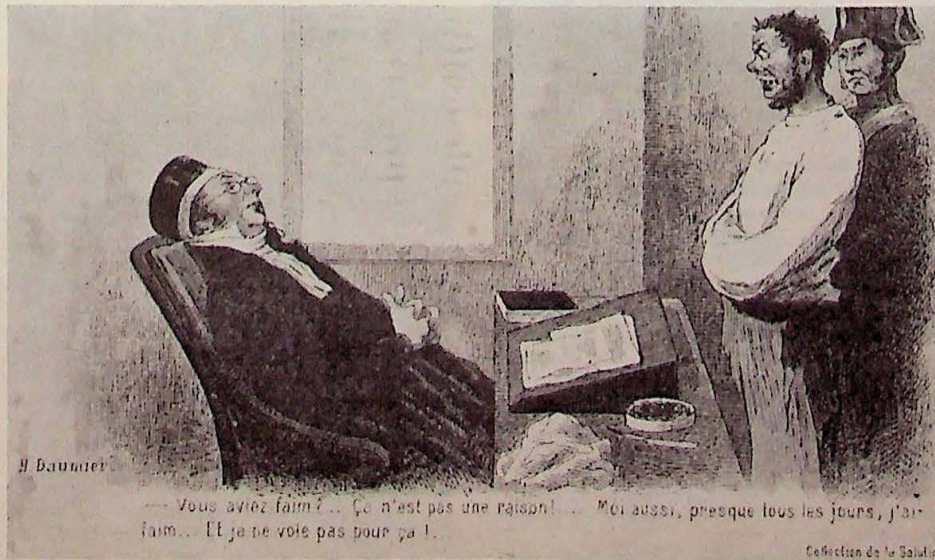
La première de ces choses, c'est l'extension législative, pour la drogue en particulier. La deuxième, c'est la pratique, qui fait que les magistrats ne remplissent pas effectivement leur rôle de surveillance de la garde à vue et en remettent le soin à la police.

Autre pratique policière scandaleuse : la pratique de la vérification d'identité.

Pratique illégale, parce qu'en dehors de la garde à vue, et qui permet à la police d'arrêter en dehors de toute infraction. La pratique a donc donné là un pouvoir beaucoup plus grand à la police.

Et puis, la jurisprudence, c'est-à-dire les décisions de la Cour de cassation en la matière ont limité considérablement les pouvoirs de la magistrature. En effet, par une série d'arrêts, qui vont de 1960 à 1964, la Chambre criminelle de la Cour de cassation a dit que le non-respect des formules de la garde à vue n'étaient pas une cause de nullité de la procédure. Les magistrats se sont retirés eux-mêmes le seul véritable pouvoir de contrôle qu'ils avaient, qui était d'annuler les procédures de garde à vue. Cela me paraît donc très important : la garde à vue est devenue une propriété de la police, un droit de la police. D'ailleurs les policiers en considèrent un peu comme leur « outil de travail ».

Je crois que c'est, parmi les extensions de la police, un des faits les plus graves, car il livre les citoyens à la police sous un contrôle théorique des magistrats. Qui plus est, l'état idéologique de la population est tel, et la pression de l'information est telle qu'en ce qui concerne la garde à vue, surtout si elle concerne les délinquants, la population ne voit aucun inconvénient à ce qu'on étende le pouvoir de la police, ce qui contribue à nous faire basculer dans un Etat policier ou un Etat en voie de le devenir. De toute façon, je suis absolument contre le principe de la garde à vue, c'est-à-dire que j'estime que le fait de donner à la police le droit de détenir quelqu'un



— Vous avez faim ? ... Ce n'est pas une raison ! ... Moi aussi, presque tous les jours, j'ai faim... Et je ne vois pas pour ça !





## ARMÉE

### • interpeller la caste militaire

Depuis quelques semaines, nous assistons à une tempête de déclarations fracassantes à l'encontre de tous ceux qui osent poser des questions sur la fonction et le rôle idéologique de l'armée. Cette marée d'invectives qui va de Galley au général de Boissieu, en passant par l'amiral de Joybert et autres Hughes de l'Estoile et chef d'état-major de l'armée de l'air, a pour effet de mettre en évidence les véritables finalités de l'armée française aujourd'hui, qui n'ont plus qu'un très lointain rapport avec la défense nationale.

CETTE défense nationale n'est plus qu'une thèse sans contenu stratégique, économique et politique. Les finalités réelles sont les suivantes :

- 1) donner du ressort à l'industrie d'armement pour le plus grand bien des marchands de canons ;
- 2) perpétuer ou développer un impérialisme Outre-Mer ;
- 3) être une force d'appoint contre les travailleurs et les forces populaires de la nation (briser les grèves) ;
- 4) manipuler la jeunesse pour la faire entrer de force dans le système hiérarchique de la société production-consommation.

Etant de plus en plus démasqué, le pouvoir tente de réagir par une répression violente ou subtile suivant les cas.

C'est ainsi que le journal alsacien *Klapperstei* 68 a fait l'objet d'une plainte du ministre des Armées pour injures à l'armée. Un procès retentissant a eu lieu à Mulhouse, le 24 mai dernier, dans un palais de justice investi par une police, casquée et armée, que les avocats ont cependant réussi à faire évacuer.

C'est ainsi que Dominique Valton, après 17 mois de prison, a été enlevé par un commando militaire déguisé en civil, pour être transporté par avion spécial d'Angers à Lille.

C'est ainsi que les auteurs de la plateforme du Comité de Défense des Appelés (C.D.A.) font actuellement l'objet de commissions rogatoires.

C'est ainsi que je suis moi-même inculpé pour des conférences publiques sur les problèmes militaires, dont deux étaient tenues dans le cadre de la campagne électorale (1) ; inculpation qui fait aujourd'hui l'objet d'une question écrite de Pierre Juquin (P.C.) au Parlement.

C'est ainsi que l'O.R.T.F., après avoir programmé une émission où je devais intervenir, s'est vu interdire par le ministre des Armées ma participation. Mais, après avoir dénoncé pour la forme la censure, et sans quitter pour autant l'émission comme il aurait dû, Jean Toulat, à France Culture, le 5 juin, s'est prêté au rôle de « faire valoir » de l'armée avec des arguments qui faisaient les délices de Sanguinetti. Une

fois de plus, le pouvoir savait bien à qui il avait affaire.

C'est ainsi que l'Administration du lycée de Corbeil a interdit, au dernier moment, un débat sur les problèmes militaires, sans autres motifs que des motifs politiques.

C'est ainsi que notre camarade Denise Demas, avec Bernard Vandewiele, se trouvent inculpés à Valence pour provocation à l'insoumission et à la désertion alors qu'en fait ils venaient donner une contre-information près d'un stand militaire à la foire-exposition de cette ville.

### contre les insoumis

C'est ainsi qu'à Bordeaux, à la foire également, les chiens policiers de l'armée sont lancés sur des militants non-violents qui tentent d'informer la population.

C'est ainsi qu'à La Roche-sur-Yon, la police matraque des manifestants opposés à l'armée. C'est ainsi que toute littérature de gauche est interdite dans les casernes où la pornographie est la bienvenue. C'est ainsi que sur l'ensemble du territoire français toutes les manifestations contre les essais nucléaires dans le Pacifique sont sévèrement et parfois sauvagement réprimées.

C'est ainsi que dans les casernes, à Soissons, la 1<sup>re</sup> Compagnie de combat est sur le pied de guerre, après avoir reçu l'ordre du capitaine Toulemonde d'envoyer à l'hôpital les deux cents lycéens massés devant l'entrée s'ils tentaient de pénétrer dans l'enceinte militaire. Un convoi de camions avec ambulances était prêt à intervenir.

Bientôt auront lieu cinq procès contre des insoumis : Gérard Petit, De Draveil, J.-Pierre Lebaudy, Alain Prével, d'Asnières, inculpé de refus d'obéissance et Paul Novel, de Grenoble, doivent être jugés devant les tribunaux militaires qui commencent à avoir un carnet d'audiences particulièrement chargé. François Henaff est dans son quatrième mois de détention à Rennes (2). On ne compte plus aujourd'hui les militants de la Ligue communiste, du P.S.U., des comités de soutien aux objecteurs de conscience, de Révolution, d'Ouvriers-Payans qui ne fassent l'objet de la répression. On continue d'engager des procédures stupides contre les diffuseurs du statut des objecteurs de conscience. Par ailleurs, les contacts pris à l'échelon international (Belgique, Espagne et Allemagne fédérale notamment) par le ministère des Armées, ne sont pas sans rapport avec une organisation totalitaire de la répression contre les jeunes.

Sylvère Herzog a été condamné le 20 mars dernier à deux ans de prison par le tribunal militaire de Metz. Gérard Bayon est toujours détenu à la prison de Montluc, à Lyon. Hubert Planchez, arrêté le 22 mai à Lyon, a été transféré à la prison de Fresnes où il a commencé une grève de la faim ; motif de son incarcération : insoumission.

Les Comités de Défense des Appelés (C.D.A.) ainsi que les Comités Anti-Militaristes (C.A.M.) dénoncent sans arrêt la ré-

pression. L'affaire de Buzet-sur-Tarn n'a jamais été bien éclaircie. On se souvient qu'il s'agissait de sévices contre un soldat du 9<sup>e</sup> Régiment de chasseurs parachutistes. Des heurts violents ont eu lieu le 12 mai dans le centre de Toulouse entre les policiers et des jeunes qui avaient brûlé un drapeau français sur la place du Capitole.

Actuellement, un journal, « Crosse en l'Air » (B.P. 126-10 Paris Cédex 10) montre dans le détail l'ampleur de la répression. Actuellement c'est notre ami Daniel Penac qui a, sans doute, le mieux cerné le fond du problème en dénonçant dans un livre remarquable : « Le Service Militaire au service de qui ? » (Editions du Seuil) la caste des militaires. Ce livre, conçu avant la vague de déclarations que nous évoquons plus haut, arrive à point nommé pour démontrer, s'il était encore nécessaire, que les officiers français constituent au sein du pays une sorte de société secrète utilisée par le pouvoir financier. C'est l'armée de métier qui, aujourd'hui, constitue un danger permanent contre les forces populaires. Elle est omniprésente jusque dans l'université, les entreprises et la fonction publique. La caste des officiers est le plus sûr rempart de la bourgeoisie. Elle a toutes les apparences de la douceur (le colonel est le bon papa du régiment), mais se mon-

## UNIVERSITÉ

### • Marcellin, ministre de l'Éducation Nationale

Auteur du livre « De la Chine » (Le Seuil), ancienne correspondante à Paris de l'Unita, journal du PC italien, de 1962 à 1963, Maria-Antonetta Macciochi avait été élue comme assistante associée, en septembre 1972, par le département de Sociologie de Vincennes pour assurer un enseignement sur la pensée politique italienne. Le Conseil de l'Université avait transmis cette demande avec avis favorable. Le ministère de l'Éducation nationale vient de refuser de ratifier ce choix sans donner aucun motif, ce qui est sans précédent.

LA demande d'explication, il a été répondu par le chargé de mission du ministère que cette décision avait été prise sur intervention expresse du ministère de l'Intérieur.

Cette intervention est d'autant plus intéressante que M.A. Macciochi, outre

### Henri Leclerc (suite) :

est très grave. Au nom de l'idéologie libérale, classique et traditionnelle, ça me paraît très grave. Mais grave aussi pour les militants que nous sommes.

En effet, la magistrature représente au sein du système une contradiction majeure, importante. Alors que la police ne représente que des contradictions infiniment plus solubles que la magistrature. Il n'est pas douteux que la justice soit une justice de classe entre les mains de la bourgeoisie. Mais il y a là une décision bien délibérée de la bourgeoisie, qui a plus de possibilités avec sa police qu'avec sa justice.

Cette position théorique, pour la suppression de la garde à vue, a peu de chance d'être autre chose qu'une revendication formelle. Il faut donc se donner des objectifs immédiats étant donné la gravité de la situation : s'opposer à toute extension de la garde à vue, réclamer une réduction de la garde à vue.

Mais demander, tant la suppression de la garde à vue que l'assistance d'un avocat, comme l'a fait l'Union des Jeunes Avocats me paraissent des revendications révolutionnaires, donc des revendications impossibles, dans l'état actuel des choses.

Par contre, ce qui me paraît important pour éviter le progrès d'une fascisation et de l'Etat de Police, c'est d'essayer de lutter par tous les moyens pour informer le public, pour faire que ces problèmes d'extension des pouvoirs de la police, ne se fassent pas dans l'indifférence des citoyens et pour ça, il ne faut pas seulement s'appuyer sur les aspects de la police en matière politique, il faut montrer ce qu'est le rôle de la police dans la délinquance, son rôle profond. Donc il faut prendre le problème idéologique de front et créer une rupture.

C'est dans le domaine de la délinquance que l'opinion est la plus intransigeante. Mais je pense que dans ce genre de do-



Pendant une manifestation, un photographe de la police : pour les archives de Marcellin.

maine, elle ne subit que des chocs. Le choc de la révolte dans les prisons a créé un phénomène nouveau, qui a retourné en grande partie l'opinion publique. Pas totalement, mais en grande partie.

### ballon d'essai

Ce n'est pas la première fois que Marcellin lance ce ballon d'essai. Il a réussi à le faire passer en matière de drogue, ce qui est très significatif de l'acceptation de l'opinion publique. En 71, il a de nouveau demandé l'extension en matière de grande délinquance. Il vient de la demander une nouvelle fois.

Pour la faire passer, ce n'est pas très compliqué, il suffit d'avoir pendant quinze

jours, dans « France-Soir », des titres sur 6 colonnes, « le nombre de hold-up a augmenté de 52 % dans l'année » et la garde à vue passe aux applaudissements de la France tout entière.

La police a, théoriquement, deux tâches, de prévention et de répression. En ce qui concerne la prévention, la police ne fait en règle générale, que préparer la répression. Ce que fait la police, ce n'est pas d'intervenir, ce n'est pas de se demander : quelles sont les causes de la délinquance ? comment y remédier ? (ce qui la mènerait à se poser rapidement le problème de la société), ce qu'elle fait, c'est de l'espionnage, pour être sûre, que, dès qu'un hold-up est commis, elle pourra attraper ses auteurs.

Cela n'est pas sérieux. Il faut se poser le problème de la fonction de la police dans la société. Il faut poser le problème de la police pour rompre avec l'état de soumission idéologique dans lequel la population se trouve par rapport à la police.

• T.S. Tout cela vient après les déclarations de Messmer, Fontanet, Druon, Galley... et après les sanctions prises contre des magistrats comme le juge Pascal...

H. L. : C'est ça. Un coup à droite, un coup à gauche. C'est très caractéristique d'un état d'esprit inquiétant pour la bourgeoisie elle-même. Rousseau est un juge réactionnaire ; on le réprime pour justifier toute autre répression qui interviendra contre d'autres juges, comme Pascal, qui ont posé le problème de la magistrature. Pascal a posé des problèmes très importants : celui du secret de l'instruction qui n'est pas résolu, celui de la notation des magistrats, celui du contrôle populaire sur la justice (même de façon plus confuse).

Il est bien évident que c'est un certain nombre de choses qu'on ne peut pas lui

pardonner. Il ne s'agit pas, dans la situation actuelle, de dire s'il a raison ou non, il faut constater qu'il est l'objet d'une répression, pour ne pas avoir accepté les normes et les règles. Je crois que ça va tout à fait dans le sens de ce qui se passe actuellement dans le domaine de la culture avec les déclarations de Druon, dans le domaine de l'armée, avec les déclarations de Galley, avec les poursuites contre Cruse et d'autres. C'est caractéristique : il y a actuellement une volonté de défense des superstructures ou au moins des structures de l'Etat capitaliste tel qu'il est, et c'est inquiétant. On ne sait pas du tout où ça peut aller.

• T.S. : Crois-tu que du côté des magistrats qui contestent ou qui posent un certain nombre de problèmes, il risque d'y avoir des réactions, qu'ils vont passer des paroles aux actes ?

H. L. : C'est bien là que'est le problème. C'est celui de tous les gens qui se trouvent intégrés à une structure de cette nature. Pour l'instant, le syndicat de la magistrature a, au niveau du discours, de l'analyse, fait un certain nombre de choses très remarquables. Au niveau de la pratique, il a fait quelques petites choses, mais peu.

Je crois que dans le domaine judiciaire, nous arrivons maintenant à une phase très différente de ce que nous avons connu jusqu'à présent. La justice est dans un état de crise évident, de crise qui provient de ce qu'elle est restée formellement et idéologiquement très attachée au capitalisme archaïque, disons même à la bourgeoisie pré-capitaliste : aussi bien les structures de droit que les structures organisationnelles de la justice remontent à Napoléon. Et ce système craque complètement dans la mesure où il ne correspond plus à la nécessité du capitalisme moderne.



tre impitoyable par sous-officiers interposés qui sont les victimes inconscientes de l'organisation idéologique de cette société quasi secrète.

Les anti-militaristes savent, aujourd'hui plus qu'hier, que le combat contre l'armée est directement relié aux autres luttes contre les exploités et les propriétaires des moyens de production. On peut s'attendre à une épreuve de force dont la première conséquence sera la désobéissance généralisée du contingent et c'est pourquoi tous les Français socialistes réunis ne sont pas de trop pour remettre en question les positions traditionnelles qu'ils ont sur les problèmes militaires en se rappelant que le cadre national est sans doute aujourd'hui le piège le plus perfectionné dans lequel ses forces ne doivent pas tomber.

René CRUSE ■



Poète, vos papiers !

(1) Sans qu'il en sache les motifs, René Cruse est de nouveau convoqué, le 18 juin, devant le juge d'instruction de Corbeil (N.D.L.R.).

Un Comité de Soutien à René Cruse vient de se constituer. Ecrire à François Charbonnier, 6, rue Marie-Davy, 75014 Paris.

(2) sans avoir été encore jugé.

ses titres universitaires, a donc été correspondante attitrée de l'Unità à Paris et a été membre, de 1968 à 1972, de la commission des Affaires étrangères de l'Assemblée nationale italienne. De ce fait, elle s'est trouvée accréditée auprès de divers organismes « ad hoc » sans aucun

problème et sans jamais avoir été considérée comme « persona non grata » en France...

Véritablement, la conspiration internationale hante les nuits de Marcellin et l'amène à intervenir à tort et à travers, en contradiction même avec sa propre légalité (en principe, les observations du ministère de l'Intérieur sur ce genre de nomination n'ont qu'un caractère consultatif).

Face à ce scandale, il n'y a pas à se scandaliser, il y a à lutter : c'est ce qu'ont commencé de faire les enseignants et les étudiants de Vincennes. Déjà, une motion circule dans les UV et est adoptée le plus souvent à l'unanimité moins quelques abstentions. Cette motion déclare notamment : « ... L'UV s'indigne du caractère discriminatoire, arbitraire et politiquement répressif de cette mesure. Cet acte crée un grave précédent et ouvre la voie vers une nouvelle étape de répression dans l'université. »

Ce texte est préparatoire à une action plus large qui doit se développer jusqu'à ce que la mesure soit rapportée.

Le SGEN-Sup de Vincennes et le SNE-Sup semblent maintenant décidés à intervenir plus activement.

Cet exemple grossier a en tout cas l'avantage de mettre au grand jour le rôle actif de la police politique dans l'école dont chacun sait, bien sûr, qu'elle est neutre et qu'elle respecte les idées...

**A** l'initiative d'une vingtaine d'intellectuels vient de se créer un « Comité contre la répression dans l'enseignement ». Un texte appelant les enseignants à se joindre au comité déclare notamment :

« La récente circulaire Fontanet et divers faits de répression (éviction d'élèves grévistes, poursuites judiciaires contre une délégation d'enseignants, suspensions d'enseignants auxquelles s'ajoute maintenant « l'affaire Macchiochi ») illustrent le caractère répressif de la politique d'ordre moral, seule réponse à une contestation qui exprime en fait la crise de la société.

« Ces mesures s'ajoutant aux menaces voilées du chef de l'Etat ont rendu nécessaire la création d'un comité national contre la répression dans l'enseignement. »

Adresse : Jean Bouvier, professeur d'histoire à Paris-VIII, 12, allée des Bouvreuils, 93-Drancy. CCP Paris 4.456.85.

La justice est d'abord mise en cause par toute la fonction moderniste évoluée du capitalisme.

Sur le problème de la tarification des honoraires d'avocats, j'ai été attaqué avec une vigueur extrême dans « Le Palais Démocrate », le journal des communistes, ce qui montre par là à quel point ils sont attachés à la défense de la forme archaïque. « La grande majorité de nos confrères ont maintenant du mal à boucler budget, à payer les charges des frais professionnels, tout en maintenant leur niveau de vie et bon nombre connaissent de très graves difficultés » écrivent-ils...

Dans ce qu'ils disent, il n'y a qu'une chose qui est vraie, c'est que la tarification des honoraires est parfaitement récupérable par le pouvoir qui n'a aucun intérêt à avoir une profession d'avocat, parce que la profession d'avocat représente à l'état caricatural, « à l'état Daumier », cette bourgeoisie libérale.



Scène champêtre...

C'est une société morte, plus morte encore que celle des petits commerçants, qui, de surcroît, est embêtante pour le Gouvernement, parce qu'elle défend les libertés traditionnelles. Il est vrai que la tarification des honoraires c'est récupérable, mais il est vrai aussi que l'organisation actuelle est un obstacle complet à l'accès à la justice des plus pauvres. Donc, on se trouve avec une justice qui tombe dans un état de crise invraisemblable, à des gens qui s'accrochent à des petits morceaux, à des lambeaux de privilèges, en particulier culturels, idéologiques.

Cette crise actuelle de la justice à laquelle on assiste, qui est une crise grave puisqu'elle concerne en définitive un appareil susceptible d'envoyer des gens en prison, ne peut être résolue que par une prise de conscience des différentes couches populaires de ce qu'est la justice.

Je n'ai pas employé le terme de « justice populaire » parce que c'est un problème

qu'il faudrait étudier beaucoup plus à fond. Il faut surtout qu'un certain nombre de gens acceptent, dans cette situation, de jouer carrément un jeu qui est à contre-courant de deux choses principales : d'une part du courant conservateur, d'autre part du courant intégrateur, c'est-à-dire qu'il faut s'allier avec le courant conservateur en ce qui concerne le problème de la défense des libertés et s'allier avec le courant intégrateur en ce qui concerne le problème de la transformation de l'appareil judiciaire. Comme cela n'est en fait pratiquement pas possible, il faut donc avoir, à l'intérieur de l'appareil judiciaire, une forme de stratégie de rupture, c'est-à-dire qu'il est nécessaire maintenant que les gens du Syndicat de la magistrature, les avocats, passent des paroles aux actes : il faut que partout comme à Lyon, les magistrats descendent dans les commissariats, que partout comme à Grenoble, les substituts requièrent la relaxe dans les affaires de vol à l'étalage, les condamnations pour dettes, que les avocats cessent d'être les auxiliaires — et donc les cautions, même s'ils mènent une défense dure — de la justice.

## asservissement

Récemment, des agriculteurs nantais ont été condamnés pour avoir cité La Fontaine : « Selon que vous serez puissants ou misérables, un jugement de cour vous rendra blanc ou noir ». Il faut en finir avec ce respect des institutions que le pouvoir exige : c'est aussi une façon de lutter contre l'Etat policier, l'augmentation sans cesse accrue des pouvoirs de police, l'encartage des citoyens, l'espionnage industrialisé, électronique, contre cet asservissement sournois et souterrain que l'on organise et qui nous menace...

(Propos recueillis par Jean-François MERLE) ■



toujours du même côté.

## • Allo, police...

**C**'ETAIT devenu comme un serpent de mer. Plus on en parlait et plus il s'allongeait. Et moins il paraissait énorme. Le « loch Ness » des écoutes téléphoniques finissait par amuser. Tout juste ce qu'il fallait pour favoriser son déploiement dans le cloaque d'un régime pourri jusqu'aux entrailles. D'ailleurs, le 25 avril dernier, le « groupe interministériel de contrôle » (G.I.C., 2 bis, avenue de Tourville, à Paris) s'agrandissait solennellement — avec la caution inaugurale de Messmer, Debré, Galley et de pontes de la police — de nouveaux locaux destinés à l'enregistrement des conversations téléphoniques.

Poniatowski avait « promis » : il fut nommé ministre. Chalandon s'était « indigné » : il lui manquait un Aranda. Des parlementaires en vinrent à menacer, exigeant la constitution d'une commission d'enquête. Les écoutes « à l'italienne », l'affaire du Watergate avaient excité les curiosités.

On en était là jusqu'à mercredi dernier quand « le Canard enchaîné » jeta le pavé dans la mare en publiant les fac-similés de comptes rendus d'écoutes dont l'un concernant une conversation téléphonique entre Claude Angeli et un autre journaliste. D'autres documents se rapportent au journal maoïste « L'accuse » dans les mois précédant sa parution.

Nous n'entrerons pas ici dans les détails (il y en a toute une page dans « le Canard » qui annonce une suite

pour la semaine prochaine). Nous savons d'ailleurs pertinemment que nos quatre pages de ce numéro ne cernent pas dans toute leur inquiétante ampleur les innombrables atteintes que le pouvoir porte à la liberté. Comme dit Claude Angeli dans son enquête :

« L'écoute téléphonique n'est pas la seule méthode d'espionnage pratiquée à l'encontre des Français dont les idées ou les activités déplaisent. Il y a aussi la pose de micro-émetteurs dans les appartements ou les bureaux, les visites et perquisitions clandestines des services spécialisés des Renseignements Généraux dans ces mêmes bureaux et appartements, les filatures, la prise de photos et de films, le détournement de courrier, l'accumulation de renseignements d'ordre privé qui, un jour peut-être, permettront à quelques policiers d'exercer un chantage politique, etc. Tout est bon. »

Mais, diront les moralistes rangés, on n'a jamais que le régime et la police qu'on mérite. Ce serait oublier un peu vite l'inégalité des rapports de force et l'ampleur de la tâche à accomplir pour passer à la contre-offensive révolutionnaire. Enfin, si nous devons, plus encore aujourd'hui qu'hier, tenir la répression policière pour une réalité, il faut aussi bien nous garder du danger de « flicomanie aiguë ». Et pour cela, comme on le disait après Mai 68, il reste primordial de « chasser le flic de notre tête ». Et, bien sûr, pas seulement de notre tête.

G.B. ■



# le duo des prétendants

**Les bruits concernant l'éventuelle maladie du Président Pompidou s'amplifient. A droite, cela donne des idées à certains. Si les forces socialistes ne veulent pas être prises de vitesse, elles doivent ouvrir l'œil car il se passe des choses significatives...**

**A** INSI, la succession est ouverte. M. Comiti a beau souhaiter « en tant que médecin et que ministre » que les Français aient toujours un Président aussi lucide, toute la classe politique raisonne désormais comme si les élections présidentielles avaient lieu en 1974, soit deux ans avant l'échéance normale.

Mais en définitive, l'indice le plus sûr que quelque chose est changé, est

curieux empressement. On l'a vu d'abord démissionner de la présidence des Républicains Indépendants pour substituer une image de leader national à celle de leader d'un parti ; on l'a vu ensuite tenir des propos sympathiques sur la nécessaire réforme de l'économie, de la fiscalité française dans un sens plus social ; on l'a vu enfin récemment à la télévision, apparaître comme le véritable négocia-

teux. Voici l'homme de la Ve République qui a connu une des plus grandes longévités ministérielles (huit ans) au poste clé du gouvernement et qui a aujourd'hui l'affront insensé de déclarer que rien ne va plus et qu'il faut faire appel à lui pour mettre l'économie au service du social. Trop c'est trop.

Mais attention ! bien que l'escroquerie soit énorme, beaucoup s'y feront prendre ; par sa hauteur de vue tout à fait dans le style gaullien, par sa bonne tenue télévisée, par sa savante utilisation de la démagogie, Giscard est capable d'attraper beaucoup d'alouettes à son miroir.

## Chaban — à gauche ?

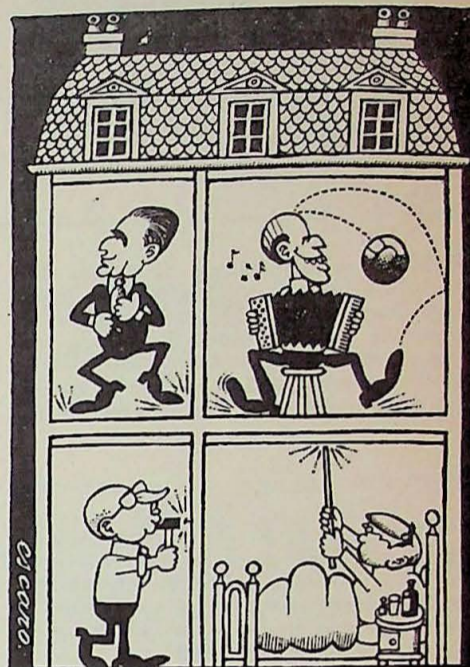
Reste qu'il est très marqué par l'éducation « grande bourgeoise » qu'il a reçue et que cela lui porte tort pour conquérir les voix « populaires » dont il aurait besoin. Dans ces conditions, il est légitime de considérer Chaban Delmas comme un adversaire plus dangereux pour la gauche que Giscard d'Estaing.

Avec la subtile manière qu'il a de se présenter comme un homme jeune, dynamique, « ouvert », il est capable d'attirer vers lui de nombreux électeurs, en dehors de ceux de la mouvance UDR qui lui sont acquis d'avance grâce à son passé de gaulliste de la première heure.

Plus grave encore, il a su se faire remercier par Pompidou juste avant que ce dernier nomme le gouvernement le plus réactionnaire que la France ait connu depuis Laval. Par rapport à la triste équipée Messmer, Cha-

ban n'a aucun mal à paraître intelligent, inventif et, pourquoi pas, à gauche. Et voilà la raison pour laquelle Chaban est fort redoutable : il est capable de se présenter, lui et sa politique de participation, comme une alternative

LA MAISON DU MALADE



de changement à l'immobilisme actuel, alors que Giscard aurait plus de mal à faire avaler ce genre de pilule.

Alors, Chaban acclamé par une partie des couches populaires ? L'hypothèse fait sourire les militants politiques. Mais, prenons garde, c'est une perspective très redoutable. Pour la contrer, il n'y a guère qu'une méthode, réaliser l'union des forces populaires autour des objectifs authentiquement socialistes de l'autogestion et de la planification démocratique.

Jacques GALLUS ■

## faux et usage de faux...

**T**OUT, en lui, respire la fausseté : la particule, le cœur, l'onctuosité ecclésiastique. Tout est faux, hormis l'ambition, solidement enracinée dans le granit d'Auvergne, raide et compassée comme sa silhouette. Depuis dix ans qu'aucune des grandes décisions du pays n'a échappé à son arbitrage, il donne constamment l'air de s'en étonner : « Moi, dit son regard, je n'avais pas voulu cela. » Conservateur, il s'affiche libéral ; homme de droite, il se prétend centriste ; grand bourgeois jusqu'au bout des ongles, il veut à tout prix faire peuple.

Mais quand il va au peuple, c'est en présence de la presse, de la télévision et d'une cohorte de journalistes, comme une dame patronesse qui sait que ce qui compte, dans la charité, c'est que cela se sache. Rien n'est naturel chez lui : la moindre distraction

est programmée, calculée, rendue publique des jours à l'avance. Il a un calendrier électoral à la place du cœur.

S'il met un pull-over, il veut que les journaux l'impriment. S'il joue de l'accordéon, c'est pour que les radios le disent. A quoi servirait-il qu'il s'es-saie au football si la télévision n'était pas là pour le faire savoir ? Responsable de la misère des Français, du mécontentement des salariés, des commerçants, il fait constamment mine de vouloir leur bien ; mais il s'intéresse à eux comme on a ses pauvres. Et la moindre remise fiscale a toujours l'air d'une aumône.

Et au fond, cet homme inspire si peu confiance que s'il n'était ministre des Finances, gageons qu'il serait faux-monnayeur...

Thierry MORUS. ■

l'attitude des deux principaux prétendants : Chaban Delmas et Giscard d'Estaing.

Le premier, certes, est encore assez discret. Cependant, on l'a vu rougir de contentement lorsque le dernier Comité Central de l'UDR a déclaré d'un ton sec que, pour recueillir son soutien massif, le prochain Président de la République devrait sortir de ses rangs. Au fait, pourquoi une telle prise de position aujourd'hui, si les élections doivent avoir lieu dans trois ans ?

C'est que, de son côté, le ministre des Finances place ses billes avec un

teur en Islande face à M. Nixon, puis comme adepte du plus populaire des sports français, le football.

En vérité, on ne voit pas d'inconvénient à ce que M. Giscard d'Estaing aime jouer au ballon, ni à ce qu'il soit un habile négociateur des intérêts de la bourgeoisie. Dans le premier cas, cela le regarde et dans le second, on le sait déjà. Mais en revanche, se présenter comme le réformateur dont l'économie a besoin, passe largement les bornes de l'admissible. C'est pourquoi il faut dès maintenant dénoncer haut et fort l'entreprise de charlatanisme politique qui se monte sous nos

## insupportable...

**L'**INDIGENCE de la pensée militaire des hommes de droite de ce pays a toujours été parmi les choses les plus stupéfiantes. Ils n'ont à la bouche que les mots de drapeau, de patrie, de nation et d'honneur, mais ils n'ont jamais été capables de mettre sur pied une défense nationale digne de ce nom — comme pour mieux souligner que l'armée était d'abord et avant tout, à leurs yeux, destinée à combattre l'ennemi de l'intérieur.

Le général de Gaulle a été l'un des rares à faire exception. Encore était-ce quand il n'était pas au pouvoir.

L'UDR moyen perpétue cette glorieuse tradition. Témoins les propos de Jacques Marette, ancien ministre, ancien sénateur, député de Paris, publiés dans son journal électoral du XV<sup>e</sup> arrondissement. « L'armée est excédée : elle a raison » s'indigne-t-il. Les jeunes Français en ont assez du service militaire ? Qu'ils prennent modèle sur leurs aînés qui ont fait de deux à quatre ans sous les drapeaux et ont à leur actif 1939 ou la guerre d'Algérie ! Voilà ce que M. Marette leur propose...

Mais si « nos chers petits », comme dit M. Marette, se rebiffent, c'est qu'ils ont des maîtres à penser. L'éternelle hantise du chef d'orchestre clandestin. Et la démagogie ne coûtant pas bien cher, M. Marette accuse péle-mêle, les journaux, les intellectuels de gauche, et M. Jean-Paul Sartre, leur maître à penser, qui vivait sous l'occupation douillettement dans son appartement de

Saint-Germain-des-Prés, et assistait aux premières de ses pièces, préalablement visées par la Propagandastaffel, entouré d'un aéropage administratif d'officiers allemands... »

Les instituteurs, les juifs et le Front populaire nous avaient déjà fait perdre la guerre de 40 (1). Les journaux, les « chers professeurs » et M. Jean-Paul Sartre — déjà lui — nous ont fait perdre l'Algérie. Et voilà que les mêmes rameutent maintenant les lycéens dans la rue — et même des gamines — pour nous faire perdre la prochaine !

C'est insupportable. M. Marette est excédé. Et comme on le comprend. Car il a senti, dans son intelligence primitive de réactionnaire de base, que l'armée que l'on attaque, c'est celle qui avait gagné contre le peuple sur les barricades de juin 48 mais qui a perdu à Sedan contre l'ennemi, qui avait gagné contre le peuple à Fourmies, à Villeneuve-Saint-Georges ou à Decazeville, mais qui a perdu en 1940... L'armée que l'on attaque est une armée de guerre civile, capable de voler le Larzac aux paysans, d'empoisonner les Polynésiens, et surtout, de défendre le pouvoir et la propriété de M. Marette et de ses amis, mais certainement pas de protéger la France contre une éventuelle agression impérialiste.

Voilà ce qui est insupportable. Et M. Marette a beau faire et beau dire, cela ne sera plus longtemps supporté.

Thierry MORUS ■

(1) M. Marette aurait pu s'en prendre, par exemple, à un autre professeur qui, douillettement, sous l'occupation, s'occupait à rédiger une édition critique du Britannicus de Racine, à moins que ce ne fut une anthologie de la poésie française...

## Vacances dans les Pyrénées

MAISON FAMILIALE DU C.P.E. A LICQ-ATHEREY (PYRENEES-ATLANTIQUES)

Tranquillité exceptionnellé - Au pied des Pyrénées (60 km de Pau) - Excursions, promenades, pêche, pelote basque.

Chambres et dortoirs - Eau chaude, douches, etc. - Cuisine équipée, nourriture à la charge de chacun - Vie en commun, gestion collective, veillées, etc. - Accueille 20 personnes environ.

### VOITURE OU VEHICULE INDISPENSABLE

Participation aux frais : 6 F par jour, adulte ; 3,00 F pour enfant jusqu'à dix ans. Conditions aux groupes.

Toute réservation, correspondance, écrire d'urgence à : Mme LAGNEAU, 2, résidence Parc de Gravelle, SAINT-JEAN, 64600 ANGLÉT.



## • LIP:

# les requins de l'horloge

Depuis maintenant plus de dix semaines, les travailleurs de Lip à Besançon, sont mobilisés : arrêts de travail, manifestations, réduction considérable de la production constituent la riposte ouvrière à la volonté des patrons de démanteler l'entreprise sous prétexte de « restructuration ». En effet, comme le montrent ci-dessous nos camarades de Besançon, cette opé-

ration en camoufle une autre, bien plus importante encore, qui vise à retailler en entier le « costume capitaliste » de l'horlogerie en Europe. Qu'importe, dès lors, le licenciement de 300 travailleurs, prélude à la mise en veilleuse — sinon à l'étouffement pur et simple — de l'usine de Besançon ? Mais les « tireurs de ficelle » n'auront pas, comme ils l'espéraient, les coudées

franches. La détermination des travailleurs face à cette tentative de liquidation n'avait pas été prévue dans le fameux plan de « restructuration ».

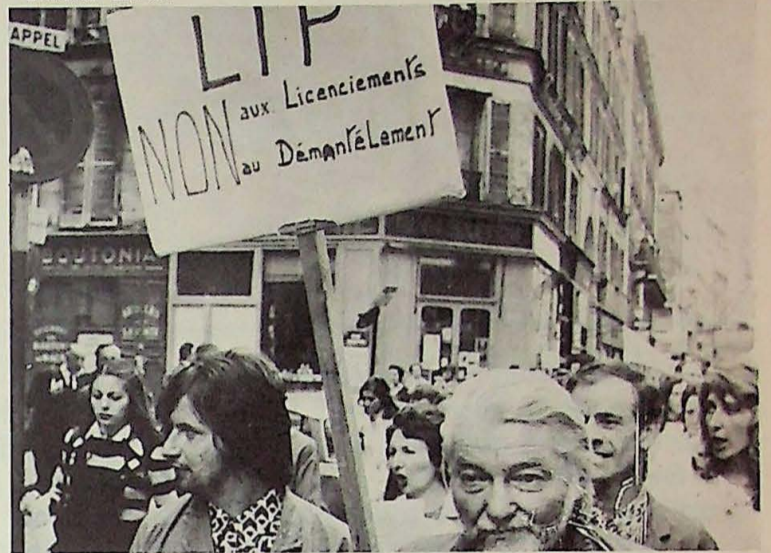
Pour leur part, les camarades de la section PSU de Besançon ne sont pas des moins déterminés à élargir la lutte et, à cet effet, ont diffusé à 5 000 exemplaires un « spécial LIP » de leur journal « Combat socialiste en Franche-Comté ».

Le mardi 12 juin, l'administrateur provisoire présente, devant le comité d'entreprise, le plan comportant un minimum de 350 licenciements. Les travailleurs en colère les retiennent. A 23 h 45, la police (gardes mobiles, gendarmes, commissaires, CRS) charge les travailleurs et « relâche » les administrateurs. Lorsque les flics repartent, les vitres des cars volent en éclats (jets de pierres, etc.).

Pendant la retenue des administrateurs, les travailleurs découvrent un plan de restructuration qui comporte, en particulier, les phrases suivantes : « Les problèmes sociaux sont graves et le licenciement collectif de 250 à 350 personnes, ainsi que la renégociation des conventions d'entreprise seront difficiles. Seul, un appui important des pouvoirs publics et des autorités politiques locales peut permettre de mener à bien des réformes. La reprise de Lip est une opération hasardeuse et difficile qui ne peut être effectuée que par des associés ayant de fortes garanties juridiques et l'assurance de pouvoir réaliser une opération convenablement rentable.

Il est prévu : renégociation des accords syndicaux d'entreprise avec blocage des salaires pendant un an, abandon de l'échelle mobile, abandon d'un certain nombre d'avantages. » (Tout cela, ils le veulent pour le 30 juin.)

● Manifestation : 15 juin, 17 h 30, à Besançon. Gala de soutien : 21 juin, 21 h, Palais des Sports de Besançon, avec Mouloudji et Simone Bartel.



TROIS pays dominent la production horlogère capitaliste :

- La Suisse avec 72 millions d'unités produites.
- Le Japon avec 25 millions d'unités produites.
- Les USA avec 18 millions d'unités produites.

La France vient immédiatement après avec 12 millions d'unités provenant de 150 usines (contre 250 en 1960).

La production du géant suisse est partagée par trois groupes : la SSIH, l'UBAH et l'ASUAG qui, constituée en « holding », coiffe plusieurs entreprises et leur dicte des impératifs de rentabilité financière.

Le trust Ebauches SA est soumis directement à ce « holding » et répercute dans des entreprises qui dépendent de lui ses impératifs de rentabilité. Cela se traduit par des compressions d'effectifs, augmentation des cadences, fermetures d'usines, etc.

Ce qui se cache en fait derrière la crise Lip, c'est une restructuration à l'échelle européenne. Il s'agit pour les capitalistes européens de s'organiser pour maintenir et accroître leurs profits face à la concurrence internationale (Japon, USA). Dans ce but, ils veulent concentrer au maximum la production dans quelques usines et ne garder dans les divers pays que quelques unités de montage et les réseaux de diffusion commerciale (liquidation des secteurs étudés, recherches et de tout le personnel qualifié).

### manœuvres sans frontières

L'objectif de Ebauches SA est d'adapter l'usine Lip à ce type de stratégie : Ebauches SA est le premier fabricant mondial d'ébauches, il n'a pas besoin de celles faites chez Lip. Par contre, ce qui l'intéresse, c'est de faire de Lip un simple atelier de montage, et d'utiliser son réseau commercial. Cela suppose :

- a) la liquidation des secteurs non-horlogers de l'usine,
- b) la liquidation des études et recherches et de toutes les tâches de haute qualification.

A terme, l'usine se réduirait à un atelier de montage n'employant que des OS, avec travail parcellisé, cadences très élevées, et garde-chiourme pour la discipline. Voilà ce qu'est le « progrès » capitaliste : le chômage, la déqualification, l'aliénation pour les travailleurs, les super-profits pour les propriétaires de capitaux.

Les patrons veulent, par cette opération, se retrouver avec un personnel plus docile qu'ils pourront mieux exploiter. En effet, les secteurs non-horlogers de Lip ont toujours été à la pointe de la lutte. En liquidant ces secteurs, la direction se débarrasserait des

travailleurs les plus combattifs. (Il est significatif que la Société Manhurin, éventuel acheteur, exige le licenciement de tout le personnel afin de faire une réembauche sélective.)

Derrière toutes ces manœuvres se profile une opération de grande envergure. L'ASUAG (la « pieuvre », comme on l'appelle aussi) chercherait à contrôler l'ensemble de la production horlogère européenne, en accord avec la firme allemande Junghans. Cela suppose bien des suppressions d'emplois et des fermetures d'usines. Chez Lip il ne s'agit pas seule-

ment du sort de 300 salariés, mais des 1.300 membres du personnel. Au delà de Lip, en France et en Suisse, c'est 10.000 emplois qui sont en jeu, à travers une multitude de petites et moyennes entreprises. Un signe annonciateur : le licenciement de près de 200 travailleurs à Grange (Suisse) en 1971, dans une filiale de Ebauches SA.

Face à une telle menace, la question n'est pas de préférer les capitaux français aux capitaux suisses : les requins sont internationaux. La question est de développer la solidarité ouvrière internationale entre travailleurs touchés par une même politique et d'obliger le patronat à réviser cette politique anti-ouvrière.

Lorsqu'on sait, d'une part, que Lip est l'entreprise pilote de l'horlogerie française et bénéficie d'une réputation mondiale ; lorsqu'on sait, d'autre part, que le capital de l'ASUAG (holding dirigeant Ebauches SA) est détenu à raison d'un tiers par le gouvernement suisse, alors il est clair que la politique appliquée chez Lip a été discutée au plus haut niveau. Les gouvernements français et suisse ont pris part aux décisions des requins de la finance internationale.

### LIP-Besançon

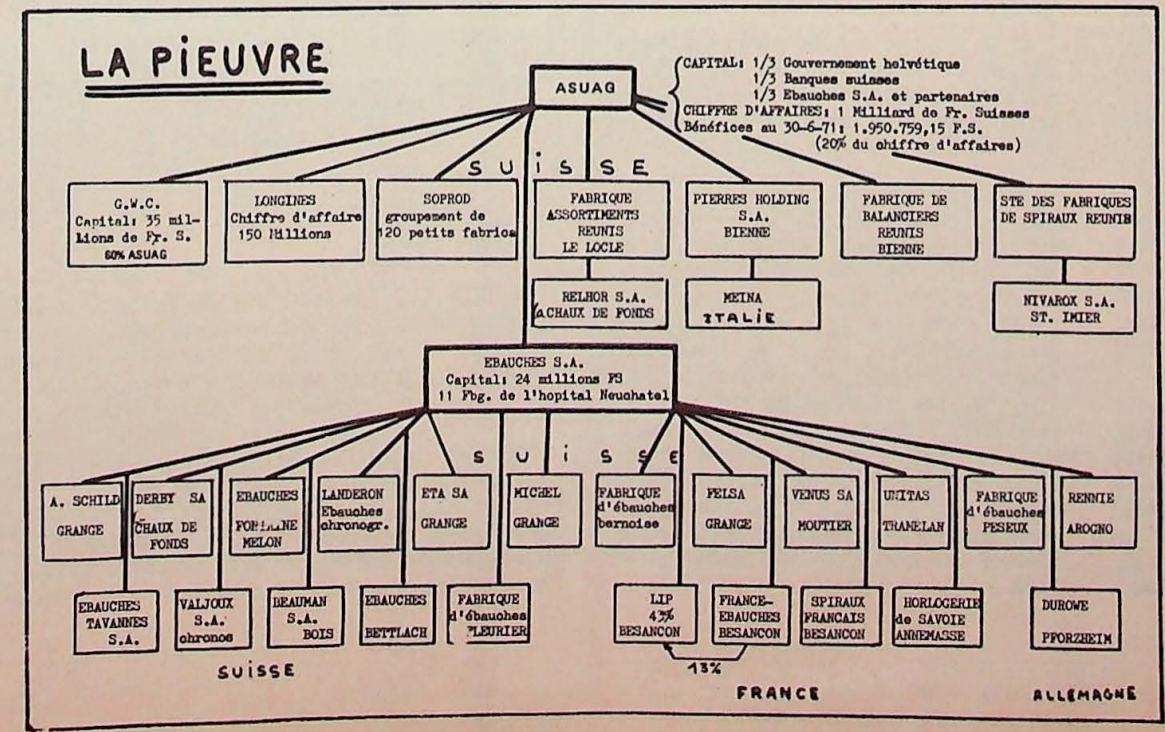
|  |  |
|--|--|
| <p>1317 salariés :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>— 691 ouvriers(ères).</li> <li>— 175 employés(ées).</li> <li>— 269 techniciens — souvent des OPHQ.</li> <li>— 70 chefs d'équipe.</li> <li>— 66 ingénieurs et cadres.</li> <li>— 34 représentants.</li> <li>— 12 directeurs.</li> </ul> | <p>Chiffre d'affaires :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>— 90 millions hors taxes, dont</li> <li>— Horlogerie : 60 millions.</li> <li>— Machines-outils : 20 millions.</li> <li>— Equipements civils et militaires : 10 millions.</li> </ul> |
|--|--|

Comment expliquer autrement l'attitude des représentants du pouvoir :

- Le préfet qui déclare aux délégués que « dans le régime de la libre entreprise, nous ne pouvons nous substituer aux dirigeants de l'entreprise », qui souligne la nécessité « d'une courageuse restructuration » et qui envoie ses flics contre les travailleurs manifestant devant le consulat suisse.
- Edgar Faure qui déclare ne pas savoir ce qui se passe chez Lip.
- Jean Weinmann, député UDR de Besançon, qui promet d'avertir le ministre mais, ensuite, se terre sous prétexte de maladie...

Comment expliquer autrement l'attitude des représentants du pouvoir :

## CEUX QUI TIRENT LES FICELLES



les risques de déviation. Pour sa part, le PSU estime que le comité de soutien doit être ouvert à tous sans aucune exclusive à l'égard d'organisations ou personnes qui acceptent d'œuvrer sous la direction des travailleurs de chez Lip.

L'information des travailleurs de toute la région est indispensable pour préparer une mobilisation encore plus large. Les organisations syndicales CGT et CFDT ont des initiatives propres à prendre à ce sujet et le PSU n'entend pas se substituer à elles. Mais il propose pour donner à cette action le maximum d'ampleur, de créer dans toute la région des comités de soutien, analogues à celui qui existe à Besançon. L'objectif commun à toutes ces initiatives serait une manifestation régionale massive à la mi-juin.

### meetings communs

Par ailleurs, il devient impératif de développer la solidarité internationale en évitant de se tromper d'adversaire. Certains tracts, certains discours posent en effet le problème de manière chauvine : c'est parce que Ebauches SA est un trust suisse que l'emploi serait menacé chez Lip. Il s'agit là d'une vue erronée. Le trust Rhône-Poulenc est français. Ceia ne l'a pas empêché de supprimer 800 emplois à Besançon depuis 5 ans et d'envisager encore 300 suppressions d'ici 1975 (Rhodia).

Ce n'est pas la nationalité des capitaux qui est en cause, mais le système capitaliste lui-même qui sacrifie toujours les intérêts des travailleurs (santé, emploi, conditions de vie). C'est pour cette raison qu'il faut développer la solidarité internationale au niveau de toutes les branches du trust.

La manifestation du 18 mai à Neuchâtel et le meeting du vendredi 25 mai avec des travailleurs de la FTMH suisse (Fédération des travailleurs de la métallurgie et de l'horlogerie) sont des initiatives qui vont dans ce sens. Il faut noter les difficultés rencontrées à ce sujet. Un des dirigeants de la FTMH, Tschumi, est un membre du conseil d'administration de l'ASUAG, désigné par le gouvernement suisse. L'union locale CFDT a bien essayé de prendre contact avec la FTMH qui fait partie de la même organisation internationale (la FIOM), mais ne peut réellement compter que sur un groupe de syndiqués qui essaie de sortir le syndicat des ornières de la « paix du travail », collaboration de classe à la mode suisse.

A l'initiative de ce groupe de syndiqués FTMH et de la Ligue Marxiste Révolutionnaire, un comité de soutien s'est créé en Suisse. Des meetings communs vont être organisés avec le comité de soutien de Besançon.

Section de Besançon ■



# Liban : avant la fin

Michel Rocard et Bernard Langlois reviennent d'un voyage de quinze jours au Proche-Orient, qui les a successivement conduits au Caire, à Damas, à Bagdad et à Beyrouth. Organisé à l'initiative de la ligue des Etats arabes, ce voyage avait pour but de renforcer les liens de notre parti avec la Résistance palestinienne et les forces progressistes arabes. Il répondait aussi au souci de compléter nos informations sur cette région du monde particulièrement menacée par les visées de l'impérialisme américain et les ambitions sionistes.

Nous publierons dans un prochain numéro un compte rendu d'ensemble de ce voyage.

Nous commençons par un aperçu rapide de la situation au Liban, où toutes les conditions semblent réunies d'un nouvel affrontement entre la Résistance et l'armée libanaise.



Michel Rocard et Yasser Arafat : rencontre entre deux militants de la lutte anti impérialiste.

**C**E qui s'est passé en mai a été une tentative de liquidation de la Résistance palestinienne, et de confiscation des droits des Palestiniens établis par les accords du Caire en 1969. »

« Cette tentative a rencontré l'opposition unifiée des forces palestiniennes et un grand mouvement de solidarité des forces démocratiques libanaises. »

« Ce fut un échec, aussi bien militaire que politique. Et l'armistice a été imposé au pouvoir. »

L'homme s'exprime en arabe, posément, d'une voix monocorde et presque chuchotante. Il répond à nos questions avec minutie, longuement, ne laissant à l'interprète le soin d'in-

tervenir que lorsqu'il a fini et qu'il estime sa réponse complète. Des réponses carrées, fortement charpentées, sans les habituels préambules et les sinuosités auxquels nous nous sommes habitués en quinze jours d'entretiens : le marxiste, ici, a pris le pas sur l'Arabe. Nayef Hawatmeh, leader du FDPLP, a le teint pâle et les mains fines de l'intellectuel. Les volets clos ne laissent rien passer du soleil qui inonde Beyrouth. Seul, sur la pile de dossiers qui encombrant le petit bureau métallique, le parabellum rappelle que cet intellectuel est aussi un homme de guerre et l'un des chefs de la longue, difficile, meurtrière lutte de libération que mène depuis 25 ans le peuple palestinien

Les officiers de l'armée libanaise sont, à 75 %, des chrétiens. Dans le difficile équilibre des structures sociales libanaises, c'est là une anomalie dangereuse et une des causes du mécontentement grandissant de la communauté sunnite (1). Kamal Joumblatt y voit la perspective de conflits nouveaux.

Joumblatt est probablement l'une des personnalités les plus fascinantes de la classe politique libanaise. Le leader du Parti Socialiste Populaire assume avec une altière sérénité son personnage de grand aristocrate terrien converti au progressisme, d'humaniste occidental frotté d'hindouisme — son bureau s'orne du portrait de Gandhi et il disparaît régulièrement en Inde pour de mystérieuses retraites en ashram.

C'est cet homme-là que les 31 partis progressistes arabes, constitués depuis novembre 72 en Front arabe de soutien à la Résistance palestinienne, ont choisi pour secrétaire général. Des

fonctions nouvelles qui renforcent encore ses liens avec la Résistance, autant que la crainte haineuse qu'il inspire à la bourgeoisie libanaise.

Il a, du récent conflit, une appréciation toute personnelle qui ne se laisse enfermer dans aucun schéma...

« Il y a encore deux ou trois mois de danger pour les Palestiniens. Le président de la République, Frangié, passe en ce moment par une phase saturnale... Il veut essayer ses canons. Il est d'ailleurs encouragé dans cette voie par certains officiers de l'armée. C'est vrai que l'armée libanaise a eu beaucoup de tués. Mais elle ne se tient pas pour battue. Et ces officiers ne pensent qu'à reprendre les hostilités. Ils rêvent d'essayer une nouvelle fois. En ce moment, ils reçoivent de nouvelles armes, d'Arabie Séoudite, de Jordanie. Et des Etats-Unis, bien sûr. Les deux camps se préparent pour la deuxième manche. Peut-être ce mois-ci. Ou le mois prochain... »

## *l'heure des compromis*

De cette dernière et sanglante épreuve qu'elle vient de vivre dans la capitale libanaise, la Résistance palestinienne est donc sortie victorieuse : cela se chuchote à Beyrouth, et dans tout le monde arabe. Nous l'entendions dire déjà, à l'étape du Caire.

Mais cela ne se crie pas sur les minarets. Du côté libanais, pour d'évidentes raisons. Et du côté palestinien, parce qu'il est jugé préférable d'avoir le succès modeste : pour la Résistance, c'est encore l'heure des compromis et l'on tient au statu quo fragile né des pourparlers engagés dès le début des canonnades.

« La situation au Liban est très particulière — nous disait à Damas un autre leader palestinien. Ce pays, c'est un plat de spaghetti. Chaque élément est distinct, mais tout s'entremêle. Nous pensons que l'intérêt de la Résistance est, pour le moment, de conserver de bonnes relations avec

les différents groupes. Nous allons jusqu'à rencontrer les phalangistes ! »

Et il ajoutait : « Et puis, comment parler de victoire ? Ce que nous venons de vivre, c'est une lutte interne, une lutte entre Arabes. Nous n'avons pas envie de pavoiser... »

Beyrouth porte encore les stigmates des affrontements du mois dernier. La route qui mène de l'aéroport à la ville longe les bidonvilles mitraillés. Le grand stade Camille Chamoun est criblé d'impacts. Plus loin, quelques immeubles aussi, genre HLM, aux façades déchirées par les obus, des chars et les roquettes de l'armée libanaise : « Vous voyez, on est à plus de cent mètres du camp palestinien. Ils n'ont pas épargné les quartiers musulmans. A cent mètres d'écart, on peut difficilement admettre la thèse de l'erreur ou croire à des balles perdues... »

## *une saison fichue*

En tout cas, avant la fin de l'été, c'est l'opinion communément admise. Personne ici ne croit à un cessez-le-feu durable. Et les Palestiniens restent sur le pied de guerre.

Dans la petite rue en pente de ce quartier populaire de Beyrouth, des gosses armés jouent entre deux gardes armés du célèbre kalentchikof. Deux jeunes feddayins qui gardent l'entrée d'un immeuble comme les au-

tres. Et qui fouilleront nos serviettes avant de nous laisser entrer. Trois étages plus haut, assis sur un lit de

(1) En fait, le « pacte national » qui assure le partage du pouvoir entre les différentes communautés repose sur une estimation périmée du poids démographique de chaque communauté. Le dernier recensement remonte à 1932, et la classe dirigeante se soucie peu de procéder à une nouvelle estimation, qui remettrait en cause tout l'édifice...



# in de la saison...



camp dans une chambre en désordre, nous attend Yasser Arafat. Le président de l'OLP, leader du Fatah, et chef incontesté de la Résistance porte son éternelle battle-dress et sa barbe de trois jours. L'entretien avec Rocard durera environ une heure. Echanges de vues entre militants d'une même lutte anti-impérialiste, dont nous ne serons pas autorisés à dévoiler le contenu. On peut au moins en dire qu'il ne dément pas l'opinion pessimiste de Joumblatt quant à la précarité de l'accord intervenu entre les parties.

Une autre raison d'ailleurs milite pour une rapide reprise de l'affrontement. Et elle s'enracine profond dans le solide égoïsme de classe de la bourgeoisie libanaise. Il suffit de se promener dans Beyrouth pour com-

prendre. Mon précédent séjour se situait juste avant les premiers affrontements — et après l'assassinat des trois leaders palestiniens par un commando sioniste (10 avril). Beyrouth venait de vivre quelques journées de colère au cours desquelles la solidarité entre les masses libanaises et la Résistance s'était clairement manifestée : 250.000 personnes dans la rue, presque exclusivement des Libanais. Beyrouth n'avait jamais connu pareille mobilisation.

Mais les fusils étaient restés au clou. Et le tourisme battait son plein.

Moins de deux mois plus tard, la différence est sensible, dès l'aéroport. Les rafales des armes automatiques, les piqués des chasseurs libanais, les contrôles policiers, le couvre-feu ont chassé les chapeaux de paille et les

bermudas. Et les grands hôtels s'ennuient sur le bord de mer.

Alors l'idée circule que, la saison étant fichue, on aurait tout intérêt à

presser un peu les choses et à mettre tout de suite au pas ces empêcheurs de bronzer en rond que sont les Palestiniens : une saison sacrifiée. Soit. Mais pas deux !

## les bottes d'Hussein

Comment tournerait ce nouvel affrontement auquel tout le monde se prépare ? Difficile à dire. Mais en cherchant la revanche de mai, le président Frangié et les éléments les plus à droite de l'armée pourraient bien jouer les apprentis sorciers. C'est en tout cas ce que pense Nayef Hawatmeh :

« Il n'est pas évident que les ambitions de l'armée vont s'arrêter à une frontière précise. Et plus on pousse l'armée à prendre parti, plus on est confronté avec un processus de politisation qui permettrait de cristalliser, dans un délai court, différents courants politiques, dont un progressiste, derrière les paravents confessionnels. »

« A côté de ce secteur progressiste musulman, on a d'ailleurs déjà pu constater l'existence de poches chrétiennes qui ont nettement pris partie pour la Résistance palestinienne. »

« La constitution sociale extrêmement fragile du Liban pourrait fort bien exploser... »

Ils sont 350.000 Palestiniens au Liban. Et chaque palestinien est un feddaï en exercice, ou en puissance. Depuis les massacres de septembre 70, en Jordanie, le Liban reste le seul territoire où la Résistance peut

efficacement s'organiser, en préservant son autonomie (2). Il n'est pas question pour elle d'y renoncer.

D'autant que sa situation y paraît solide. La république bourgeoise et libérale libanaise peut difficilement chausser les bottes d'Hussein. D'abord parce que les bataillons libanais sont loin de supporter la comparaison avec les légions bédouines du potat hachémite. Ensuite et surtout parce qu'une large partie de la population libanaise n'accepterait pas la liquidation de la Résistance.

La surprise a été grande, le 1<sup>er</sup> mai, quand les habitants de Beyrouth ont vu les avions piquer sur les camps : ils ignoraient qu'ils avaient une aviation ! Et nombreux sont ceux qui disaient : « Mais où étaient-ils donc, ces avions, chaque fois que les Israéliens sont venus frapper chez nous, et jusqu'au cœur de Beyrouth ! »

Il est des duplicités qui ne pourront peut-être pas durer très longtemps.

Reste à savoir si la bourgeoisie affairiste et jouisseuse, se rendant compte à temps du danger, saura calmer ses ultras et arracher le président Frangié à sa « phase saturnale (3). Rien n'est moins sûr.

Sur la route de l'aéroport, le camarade palestinien qui nous accompagne nous montre un bâtiment éventré et noirci. C'était une écurie. Elle abritait deux superbes juments, cadeaux du roi Fayçal d'Arabie au gouvernement libanais.

Les événements de mai ont fait quelque 200 morts, dont 150 civils.

Les deux juments aussi sont mortes, sous les obus libanais. Elles ont eu droit aux gros titres à la une.

Et on en pleure encore dans les belles maisons d'Ashrafié...

Bernard LANGLOIS ■

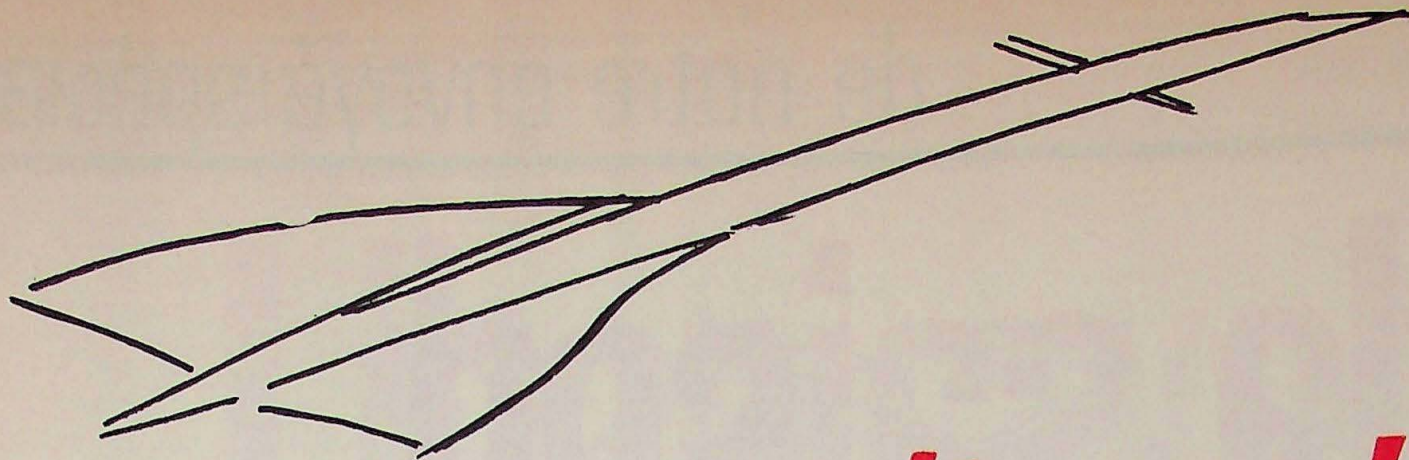


Victimes d'un raid israélien : « mais où étaient-ils donc nos avions ? »

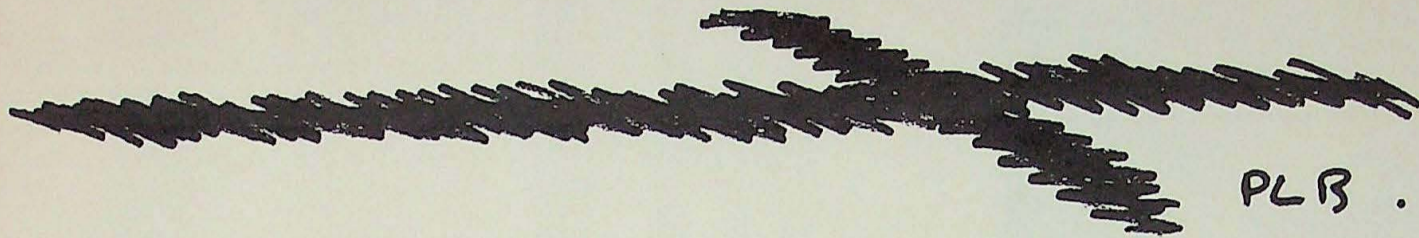
(2) Ni la Syrie, ni l'Irak, qui pourtant soutiennent efficacement la Résistance, n'offrent les mêmes possibilités. Nous aurons l'occasion d'y revenir.

(3) Il semble que le rôle personnel du président de la République, s'appuyant sur les éléments les plus durs de l'armée, ait pesé d'un grand poids dans les événements de mai. Ce glissement vers le présidentielisme, contraire à la lettre comme à l'esprit de la constitution libanaise, est un facteur déterminant de l'actuelle crise politique.





## et en vitesse !



PLB.

**Goussainville a enterré ses morts. La veille, au conseil des Ministres de mercredi, Pompidou envoyait sa couronne mortuaire : « L'histoire de l'aviation, c'est aussi l'histoire des risques de l'homme pour conquérir le ciel. » Et d'arroser ça d'un renfort de mesures de sécurité car : pas question de s'en prendre aux vols supersoniques, autrement dit à Concorde qui a déjà assez de malheurs. Bien. Quant à Comiti, qui rendait compte comme d'habitude de l'office élyséen du mercredi, il a cru bon d'en rajouter : « Les conditions qui prévalent à une exhibition aéronautique, a-t-il dit crânement, sont comparables à celles d'une course automobile. » Paf !**

ET puis, le ton étant donné en haut lieu — et néanmoins à l'altitude la plus basse, — Olivier Guichard parlait le lendemain d'« humaniser » les autoroutes, en leur donnant des noms... Des noms de batailles célèbres, peut-être ? Tout ça pour constater que nos humanistes de l'UDR sont aussi, dans le domaine des transports comme dans bien d'autres, des philosophes du rase-mottes.

Ils auraient pourtant pu faire semblant de prendre quelque hauteur rien qu'en pompant, même sans le dire, dans les articles qu'Ivan Illich a publiés ces jours-ci dans « Le Monde » sur « énergie, vitesse et justice sociale ». Mais « notre » président préfère sans doute lire ou relire les pensées qu'un Comiti attribue — faussement — au sapeur Camember (1)... C'est beaucoup moins subversif.

### l'esclavage général

Ivan Illich pose en effet le problème dans toute sa gravité lorsqu'il s'en prend à l'« illusion fatale » de la croissance infinie, du « plus égale mieux », devise de l'univers technocratique. « Les (pays) pauvres comme les riches, écrit-il, devront dépasser l'illusion que plus d'énergie, c'est mieux ».

Or, l'industrie des transports — qui englobe non seulement les déplacements eux-mêmes, mais aussi, bien sûr les instruments, c'est-à-dire les véhicules, ainsi que toutes les activités connexes comme l'aménagement des voies de circulation (aérodromes, ports, garages, etc.), la consommation des loisirs (week-end, vacances, tourisme) — est, par excellence, consommatrice d'énergie. « La soi-disant crise de l'énergie, dit Illich, est un concept politiquement ambigu. Avoir souci de déterminer la juste quantité d'énergie à employer et la façon adéquate de contrôler cette énergie, c'est se placer à la croisée des chemins. A sa gauche, s'ouvre la chance d'un déblocage et d'un remodelage politiques qui conduiraient à une économie post-industrielle où l'accent serait mis sur le travail personnel, la basse consommation d'énergie et la réalisation concrète de l'équité. A droite, s'offre le pouvoir d'enclencher l'escalade d'une croissance où l'accent serait laissé sur le capital et l'institution (fussent-ils plus « propres »), sans autre horizon, menaçant et proche, que celui d'une Apocalypse hyper-industrielle ».

Et quand le même Illich écrit : « L'exercice de la démocratie est indissociable de l'existence d'une technique à basse consommation d'énergie », il ne fait jamais que dénoncer le caractère antidémocratique des transports aériens et en particulier des transports supersoniques. Ainsi, l'existence même du Tupolev 144 (ce n'est pas l'accident du Bourget qui le remettra en question), plus que celle du Concorde qui est le fait du capitalisme avoué, confirme — s'il en était besoin — la réalité d'un socialisme dégénéré. D'ailleurs Illich ne s'interroge même plus à ce sujet et, pour ce qui est de la Chine, écrit : « S'il est vrai que la ligne juste de Mao a maintenant besoin d'avions à réaction pour se répandre en Chine, cela ne peut que signifier l'émergence d'un espace-temps propre aux cadres et différent de l'espace-temps propre aux masses. La suppression des niveaux de vitesse intermédiaires en Chine populaire a certainement rendu la concentration du pouvoir plus efficace et plus rationnelle, elle n'en souligne pas moins que le temps de l'homme qui se laisse porter par son buffle vaut beaucoup moins cher que le

temps de l'homme qui se fait transporter par un « jet ». Mao lui-même l'avait dit en d'autres temps : L'homme qui roule en char ne sera jamais l'ami de l'homme qui marche à pied »...

Ivan Illich ne s'en tient évidemment pas à des assertions ; tout au long de ses articles, il montre comment l'augmentation de la vitesse des transports est contraire à l'équité : « On crée des îlots de privilèges au prix d'un esclavage général. Tandis que quelques-uns capitalisent les distances en une vie de voyages, les autres, c'est-à-dire la majorité, deviennent les usagers de l'industrie du transport et passent une part croissante de leur existence à des déplacements qu'ils n'ont pas voulu (...) Aux Etats-Unis, le tiers de la population adulte doit faire 40 kilomètres par jour entre la maison, l'école, le travail et le supermarché pour que 1,5 % puisse choisir de voyager en avion plus d'une fois l'an (...) Des points occasionnelles de vitesse donnent à l'usager ordinaire l'illusion d'appartenir au monde protégé des hauts consommateurs d'énergie ».

### la ceinture idéologique

De même, montre Illich, plus l'usager consacre de temps à son déplacement forcé, moins est grand son choix des destinations, moins il lui est possible de faire de vrais voyages : « Dans une telle perspective, il importe peu de savoir ce qui menace le libre exercice de ce droit (la liberté de déplacement) : l'incarcération, l'interdiction de sortir des frontières d'un Etat, ou bien l'emprisonnement dans un environnement qui empiète sur la mobilité native de la personne, à seule fin de la transformer en usager. Le fait

que la plupart de nos contemporains soient pour la plupart ligotés à leur siège par leur ceinture de sécurité idéologique ne suffit pas à rendre caduc le droit à la liberté de mouvement ».

Chaque citoyen peut, aujourd'hui déjà, faire de lui-même cette constatation : à savoir qu'à certaines heures et en certains endroits (limites toutes provisoires) il se déplacerait plus vite à pied qu'en voiture. En s'interrogeant davantage, plutôt que de s'écarter Radio-FIP ou de se tripoter le nez entre le rouge et le vert des feux de circulation, il pourrait aussi imaginer se déplacer mieux, c'est-à-dire aller à la rencontre des autres, réhabiliter le pied comme instrument social de connaissance. Ce serait, vraiment, « le pied ». Illich le dit, dans son langage parfois abstrait. Tout comme il parle de la bicyclette, formidable machine qui, utilisant l'énergie métabolique de l'homme, permet à celui-ci de quadrupler facilement sa propre vitesse de déplacement tout en présentant de multiples avantages (2). « Au Vietnam, écrit Illich, une armée hyper-industrialisée n'a pu défaire un petit peuple qui se déplaçait à la vitesse de la bicyclette ». Et d'ajouter avec pertinence : « Reste à savoir si les Vietnamiens sont décidés à demeurer à l'intérieur des limites de vitesse seules susceptibles de respecter les valeurs mêmes qui ont rendu leur vicoire possible. Il est, hélas ! probable que, pour la grâce de la croissance industrielle et de la transformation de l'énergie, les vainqueurs se détruisent en même temps que le système équitable, rationnel et autonome, imposé par les bombardements américains qui les privaient d'essence, de moteurs et de routes. Seul un processus politique auquel la population soit associée peut permettre de découvrir si l'avancée technique mène à une prison dorée ou ouvre d'autres horizons ».

Tout projet politique révolutionnaire ne peut manquer de passer au feu de sa critique idéologique de la vitesse, et donc de l'énergie, pour lui opposer le dépassement de l'ennui et de l'oppression confinés dans le ron-ron des moteurs. Que ce soit au niveau du spectaculaire (24 heures du Mans ou Salon du Bourget) ou du quotidien aliénant, l'un venant par artifice au secours de l'autre.

Gérard BOREL ■

(1) A propos des spéculations sur sa « maladie », Pompidou a cité, sans trop le savoir, l'abbé de Lisle (pas le Rouget) : « Passées les bornes, il n'y a plus de limites »...

(2) Ceux que ça intéresserait peuvent prendre contact, par TS, avec les « vélosophes » de l'ABCD (Association bicycliste Constant Dole) qui pratiquent le bicyclisme actif.

## A LA REMORQUÈ DE LA

Qui n'a entendu parler de l'aérotrain de l'ingénieur BERTIN ? Une conception révolutionnaire : un engin glissant sur coussins d'air et propulsé par un moteur électrique linéaire à des vitesses atteignant 400 km/h. Une belle réussite de la technique française... sur le papier.

La société Bertin possède bien deux tronçons d'essais sur lesquels circulent déjà des prototypes. Mais pour passer à l'exploitation, il reste à résoudre de nombreux problèmes techniques sur lesquels les spécialistes butent depuis plusieurs années.

Et pourtant, en juillet 1971, le gouvernement décidait la construction d'urgence d'une ligne d'aérotrain reliant la ville nouvelle de Cergy-Pontoise (Val-d'Oise) à La Défense (Hauts-de-Seine) en traversant le département des Yvelines. Après avoir refusé Paris-Lyon

(400 km), Paris-Orléans (100 km), Orly-Roissy (60 km).

Le pouvoir, fidèle à sa politique, vole, une fois de plus, au secours de la finance, et, déjà, l'ingénieur Bertin ne possède plus que 10 % des parts dans la société de l'aérotrain dominée par de puissants groupes financiers.

Y aurait-il donc tant de profits à amasser ? Une chose est d'ores et déjà assurée : les 300 millions (nouveaux) prévus initialement pour la construction d'une antenne S.N.C.F. reliant la ville nouvelle de Cergy à la ligne Paris-Pontoise sont détournés de leur affectation et versés au budget aérotrain. Bien sûr, il faudra des rallonges budgétaires (voir La Villette, le Parc des Princes et autres inepties). Le contribuable paiera et les financiers empocheront. Ce n'est pas nouveau, c'est vrai.

Mais pourquoi ce tracé ?

Parce qu'à Cergy on construit beaucoup, mais qu'on vend difficilement ; parce qu'on pourrait construire encore plus vite et vendre encore plus cher si l'on pou-

vait attirer davantage de clients. Tout simplement. Il est intéressant de noter que les dépliants des promoteurs de Cergy se servaient de l'aérotrain comme argument publicitaire dès le premier semestre 1971, c'est-à-dire avant que la décision ne soit prise en conseil des ministres !

Ajoutons qu'à l'autre bout de la ligne, les promoteurs de La Défense tiennent le même raisonnement que ceux de Cergy, et l'on saura pourquoi le pouvoir s'apprête à massacrer plusieurs communes de la banlieue parisienne.

### massacre

Car il s'agit bien d'un massacre : les communes de Carrières et de Sartrouville (les plus touchées), dans les Yvelines, seraient traversées de part en part par une plate-forme de béton de 13 à 16 m de largeur, juchée à 5 ou 6 m de hauteur sur des pylônes plantés tous les 25 mètres. Sur cette plate-forme, des véhicules se succéderaient de minute en minute à 200 km/h. Compte tenu de la configu-



# béton en banlieue

**Châtenay-Malabry (Hauts-de-Seine), près de 30 000 habitants. Située à 12 kilomètres de Paris, à proximité de Sceaux et d'Antony, cette petite commune de banlieue offre un curieux mélange de grands ensembles (« La Butte Rouge », de la couleur des briques) et de quartiers pavillonnaires. La récente implantation de l'École Centrale et de la Faculté de Pharmacie vient accentuer son visage universitaire. Mais les projets actuels d'urbanisme (une ZAC et deux autoroutes) constituent une véritable menace pour les habitants qui risquent de voir la ville coupée en trois. Est-il besoin de dire que personne n'a été consulté ?**

TROIS espaces verts, c'était trop pour une seule commune : limites du bois de Verrières et du parc de Sceaux, les Châtenaysiens pouvaient en outre aller se délasser le dimanche dans la Vallée-aux-Loups, un petit bois « sauvage » à proximité de la propriété de Chateaubriand. Aujourd'hui, ils sont en passe de ne plus pouvoir jouir d'aucun de ces trois espaces verts. Si du moins ils laissent se réaliser les projets conjugués de la Municipalité et du gouvernement.

Châtenay-Malabry risque en effet de devenir le carrefour de deux autoroutes : la A 86 (autoroute en rocade qui double la ceinture périphérique) qui a déjà commencé à écorner le bois de Verrières, et la A 10 (autoroute Paris-Chartres) dont un des péages est prévu à proximité du parc de Sceaux. Pour ne pas être en reste, la Municipalité prévoit d'implanter une ZAC (1) de plusieurs milliers de logements de luxe, de bureaux et d'un centre commercial !

## le cirque infernal

Le seul projet qui présente un semblant de justification est celui de l'autoroute A 86 : les voies actuelles qui mènent au Petit-Clamart sont en effet surchargées et ce n'est sûrement pas sans déplaisir que les riverains de la RN 186 verraient se construire une autoroute qui viendrait délester la nationale où les camions vrombissent sous leurs fenêtres. Délester ? Mais pour combien de temps ? Même les autoroutes prévues sur huit voies sont saturées avant d'être totalement achevées ! et le cirque infernal recommen-

cera sous les fenêtres des riverains de la 186...

Ce qu'il faut mettre en cause, c'est la démesure, l'absurdité sans nom, le caractère ubuesque du massacre auquel promoteurs, politiciens et préfets se livrent dans nos banlieues. Le projet de l'autoroute A 10 est l'un des plus beaux fleurons de ce monstre financé-technocratique... Cette autoroute doit être — en principe — implantée sur la plateforme de Gallardon, du nom de la ligne de chemin de fer Paris-Chartres par Gallardon, dont l'infrastructure existe encore, mais qui n'a jamais été achevée. Les remblais, les ponts, sont toujours debout et ça et là, les herbes grimpent entre les rails qui rouillent... On aurait pu reprendre le projet là où la guerre de 1939 l'avait fait abandonner : construire, soit une extension du métro, soit une branche de RER pour relier rapidement la grande banlieue à la gare Montparnasse. Mais non, au nom de la « priorité aux transports en commun » dont se gargarisent les ministres et les préfets de région les uns après les autres, le gouvernement a choisi de construire une autoroute.

Cette autoroute est censée rejoindre le périphérique où ses huit voies déverseront aux heures de pointe une quantité de véhicules que je vous laisse le soin d'imaginer... Seulement, ce projet paraissait tout de même un peu énorme — malgré tout — aux princes qui nous gouvernent. D'où la superbe idée dévoilée il y a quelques jours par le baron Guichard (2) : on va doubler le périphérique sud par un super-périphérique, surélevé, à péage, et où viendra aboutir, notamment, l'autoroute A 10. Sans penser qu'à un moment où à un autre, les flots de

viendront se retrouver sur le pavé parisien, qui lui, n'est pas extensible... voitures charriés par ce lit de béton

Il y aurait de quoi se taper la tête contre les murs si les doux dingues qui ont imaginé ces projets n'étaient pas présentement au pouvoir ou dans les allées voisines, et si le seul candidat à ne pas s'être prononcé contre l'autoroute A 10, aux dernières législatives, n'était pas à l'heure actuelle membre du gouvernement (3).

Pour en rajouter, la municipalité de Châtenay débarque avec son projet de ZAC : 23 ha de la Vallée-aux-Loups livrés aux promoteurs ; 400 logements PIC (prêt immobilier conventionné), 10.000 m<sup>2</sup> de bureaux et un supermarché Casino de 5 000 m<sup>2</sup> avec cafétéria. Pour faire social, on inclut également 200 logements HLM, une cité de transit (150 chambres, 93 appartements), un groupe scolaire, une crèche et la reconstruction de la maison des jeunes (l'actuelle devant être rasée pour construire le supermarché)... Le maire de Châtenay-Malabry, André Mignon « socialiste » allié à des centristes UDR bon teint dans une municipalité dont la coloration politique est une des plus indéfinissables du département, s'indigne en Conseil Municipal : **Entre deux arbres centenaires et la possibilité de loger dix personnes, je préfère loger dix personnes !**

Et bien non. Et les dix personnes en question, et les centaines d'autres qui habitent à côté, entendent faire savoir à M. le Maire qu'elles ont besoin de deux arbres pour vivre. Et s'opposent au projet qui consiste à loger non pas dix personnes... mais cinq électeurs.

## "c'est notre affaire"

Ce projet de ZAC a été la goutte d'eau qui a fait débordé le vase. Alors que nous étions les seuls, aux dernières législatives, à avoir dénoncé le projet ; chacun semble se réveiller aujourd'hui. Et toutes les actions, démarrées péniblement il y a quelques mois, par le PSU ou des associations de protection de la nature contre la ZAC et l'autoroute A 10, par Lutte Ouvrière et le Comité d'usagers contre l'autoroute A 86, convergent, acquièrent de l'ampleur et de la force.

Lundi 14 mai, plus de 150 personnes envahissent le vénérable Hôtel de Ville où officiait naguère Jean Longuet, et empêchent, par leur nombre, le conseil municipal, qui avait déjà pourtant approuvé par trois fois à l'unanimité le projet de ZAC, de se prononcer sur son contenu exact. Les manifestants obtiennent la promesse d'une réunion d'information dans le grand cinéma de la commune. Le lundi suivant, une réunion rassemblant près de 200 personnes — bien plus qu'au cours de la campagne électorale — décide le principe d'une manifestation le dimanche d'après, qui réunit près de 150 personnes. Rarement autant de gens s'étaient sentis mobilisés dans nos cités-dortoirs ; et cette combativité est pleine de promesses.

Les associations de protection de la nature se radicalisent : elles mettent en cause la ZAC des promoteurs, crient avec nous « **Contrôle populaire - la ville c'est notre affaire !** »... Le PS « **renové** » éclate entre les conseillers municipaux qui suivent le maire réactionnaire, ceux qui hésitent sous la pression de la rue, et les militants de base qui participent au mouvement. Le vernis façon Mitterrand ne résiste pas à l'épreuve des faits.

Nous nous trouvons en présence d'une situation où plus que jamais le mot d'ordre de **Contrôle populaire** a pris tout son sens. Nous refusons en bloc les projets actuels ; mais nous refusons également la version « sociale » de ce projet que certains veulent imposer. Nous ne savons pas — et ce n'est pas à nous de le dire — s'il faut sacrifier quelques arbres à la réalisation de davantage de HLM et d'équipements sociaux ; nous pensons que c'est aux habitants tous ensemble que doit revenir la décision.

Dans l'immédiat nous pensons qu'un moratoire sur tous les projets en cours s'impose.

Notre tâche, dans les semaines et les mois à venir, est de faire partager cette démarche à tous ceux qui refusent le massacre de la banlieue et ensuite de mettre l'ensemble de la population en situation de décider de l'avenir de la ville. Voilà ce que signifie, en actes, concrètement, le projet autogestionnaire.

Jean LE GARREC ■

(1) ZAC : Zone d'aménagement concerté. A la différence des opérations d'urbanisme ordinaire, les règlements imposant une limitation à la construction sont effacés au profit de la convention signée entre la municipalité et le promoteur. Voir TS n° 581.

(2) Delfeil de Ton a dit tout ce qu'il y avait à dire là-dessus dans *Charlie-Hebdo* n° 135.

(3) Il s'agit du secrétaire d'Etat à la Jeunesse et aux Sports, Pierre Mazeaud, élu comme député de la circonscription.

## FINANCE



ration du terrain et des voies ferrées à enjamber, c'est un véritable complexe ferroviaire qui traverserait ces agglomérations.

Il est prévu une centaine d'expropriations rien que pour ces deux communes et le survol de centaines de petits jardins qui ne verront plus jamais le soleil et pour lesquels il n'est prévu qu'une indemnité de survol (comme pour les lignes EDF).

La distance minimale entre les véhicules et les habitations est fixée à 4 mètres. Ah ! le beau cadre de vie que ces messieurs nous préparent. Et le Péricard de service continue, sans rire, à nous parler de la France défigurée.

Pour rendre possible un tel scandale, il suffit d'appliquer scrupuleusement la politique de concertation tant vantée dans les discours ministériels.

1<sup>er</sup> temps : Le conseil des ministres décide la réalisation du projet.

2<sup>e</sup> temps : Les maires des communes traversées s'y opposent for-

mellement. L'enquête publique, ouverte selon la loi, recueille un nombre inhabituel de critiques dûment motivées. Le conseil général des Yvelines condamne le projet à l'unanimité. Une pétition recueille des centaines de signatures rien que dans les quartiers directement menacés de Sartrouville.

3<sup>e</sup> temps : Les travaux préliminaires continuent. Olivier Guichard précise que ce qui a été décidé doit se faire.

Pour convaincre les populations, le pouvoir possède un argument massue : la banlieue parisienne a besoin de développer son réseau de transports en commun. Tu parles ! Ce n'est pas une liaison directe Cergy-La Défense qui résoudre le problème.

Répondre aux besoins réels des travailleurs consisterait à favoriser les liaisons entre les différentes communes de la région parisienne. Cela pourrait se faire sans aucune casse puisqu'il suffirait, pour l'essentiel, d'utiliser les infrastructures déjà existantes : les voies ferrées actuellement destinées au transport des marchandises et qu'il faudrait

rouvrir au trafic voyageurs. Seuls deux raccordements, pour lesquels les emprises existent déjà, seraient à construire : Cergy-La Nancelle prévu et financé jusqu'à ce qu'il soit abandonné au profit de l'aérotrain, et Nanterre (S.N.C.F.)-La Défense (R.E.R.). Solution souple offrant de multiples choix d'itinéraires aux habitants de ce secteur.

## pas de gadget !

Autre argument : l'aérotrain sera un moyen de transport rapide et confortable sans comparaison avec les procédés classiques. Cet argument de progrès technique est peut-être valable.

Mais en tout état de cause, s'il faut le faire, faisons-le là où il peut être utile. Surtout pas en zone urbaine, car ce type d'aérotrain est totalement inapte à résoudre les problèmes de transport dans lesquels se débattent les travailleurs de la région parisienne. Bien que les véhicules doivent se

succéder à intervalles rapprochés, leur capacité réduite ne permettrait jamais de faire de cet engin un moyen de transport de masse. On voit dès à présent qui utiliserait l'aérotrain : ceux qui ont les moyens. La sélection par l'argent, c'est classique.

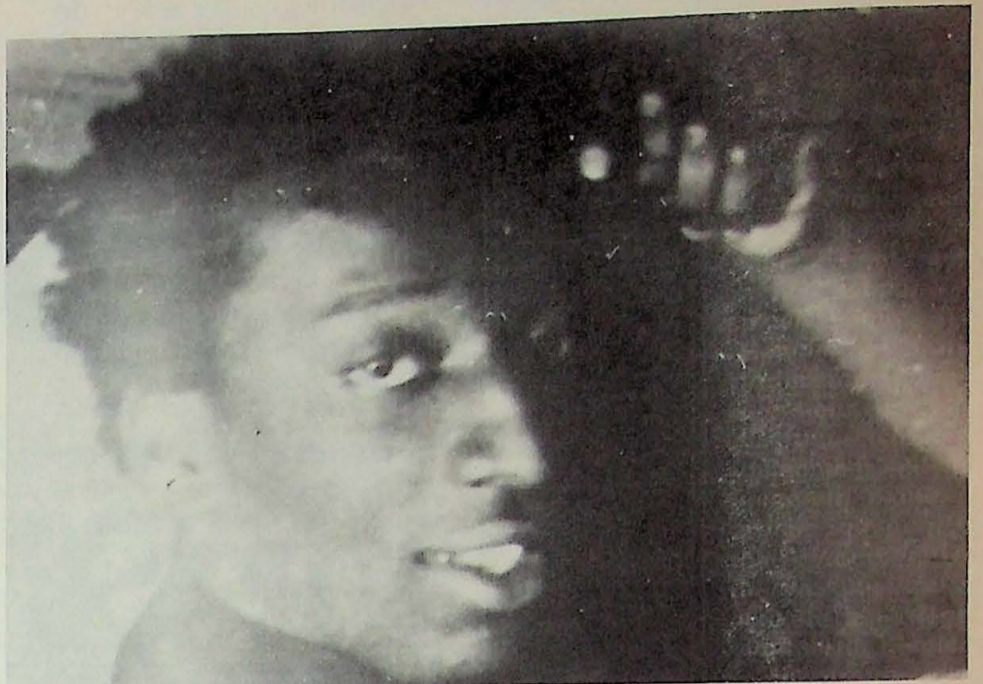
Les Sartrouillois directement concernés ont réagi. Dès l'automne 1971, la municipalité à laquelle participe le PSU les alertait sur le scandale qui se préparait. Le 31 mars dernier, plusieurs centaines de Sartrouillois (fait rare dans les annales de la ville) défilèrent dans les rues aux cris de « **Non à l'aérotrain** », « **Des transports, pas de gadget** », « **Assez de gâchis, La Villette ça suffit** ».

La protestation doit s'étendre. Tous les banlieusards doivent sentir eux aussi directement concernés. Car ces dizaines de milliards d'anciens francs gâchés dans cette ineptie, c'est autant de perdu pour des transports dont ils ont un besoin urgent.

Correspondant. ■



# rien ne va plus au Sénégal



Omar Diop Blondin : assassiné.

Un militant de 27 ans tué au fond de sa prison. Nouvelles flambées de « violence populaire » à Dakar et dans sa banlieue. Mobilisation de la police et de l'armée. Sécheresse, famine..., détournement des vivres et des secours. Attentat à l'explosif contre l'ambassade de Senghor à Paris. Et jusqu'au professeur Fougeyrollas, ancien directeur de l'Institut Français d'Afrique Noire à Dakar, soudainement indisposé par le régime en place, qui y va d'un article vengeur dans « Politique-Hebdo »... Décidément, rien ne va plus au Sénégal, haut-lieu de la « négritude » et succursale de l'épicerie parisienne. Un groupe d'étudiants séné-

galais en France, qui dans quelques mois, dans quelques semaines, continueront dans leur pays un combat particulièrement dur, tente ici d'en dire plus. C'est en quelque sorte une réponse, nette et précise, aux envolées lyriques qu'il y a quelques jours encore le « poète-président » commettait sur les ondes de l'ORTF à propos d'art africain ; c'est aussi une réponse à la section européenne des étudiants du parti unique l'« Union Progressiste Sénégalaise », qui, dans le « Monde » du 1<sup>er</sup> juin « se bornait à rappeler que l'UPS et le gouvernement n'ont de leçon à recevoir de personne... »

R. L.

Le 11 mai 1973, les autorités sénégalaises annoncent le « décès » d'Omar Diop Blondin, ancien élève de l'École Normale Supérieure de Saint-Cloud, à la prison de l'île de Gorée où il purgeait une peine de trois ans pour avoir, dit-on, organisé l'évasion de certains détenus politiques parmi lesquels deux de ses jeunes frères.

Seize jeunes patriotes sénégalais avaient, en effet, été arrêtés lors de la visite de Pompidou au Sénégal, en février 1971, pour avoir dénoncé la domination impérialiste française sur le pays. Dans la nuit du 15 au 16 janvier 1971, ils s'étaient attaqués au centre culturel français, « instrument de propagande et d'intoxication » et avaient été pour cela condamnés à de très lourdes peines.

C'est au Mali (pays limitrophe du Sénégal) qu'Omar et deux de ses camarades, Alioune Sall et Moustapha Thiam seront, à la veille de la visite que Senghor devait effectuer dans ce pays, arrêtés arbitrairement par le régime militaire au pouvoir avant d'être livrés au gouvernement sénégalais. Bien que celui-ci ait tenté de donner le change en prétendant qu'Omar se serait suicidé par pendaison, un cer-

tain nombre de faits prouvent irréfutablement qu'il a été froidement assassiné.

La prison de Pile de Gorée est l'une des plus insalubres du Sénégal. Omar et son plus jeune frère Mohamed Diop Blondin (âgé de 17 ans au moment de son arrestation et condamné à cinq ans de travaux forcés) y étaient détenus dans des conditions particulièrement inhumaines : ils étaient enfermés 23 heures sur 24, chacun dans une étroite cellule peu aérée, humide, sans lumière, infestée de rats, de punaises et de moustiques. Pour protester contre ces conditions de détention illégales, ils avaient été amenés à déclencher de longues grèves de la faim, très éprouvantes pour eux, sans obtenir du ministre de l'Intérieur, Jean Colin, Français d'origine, la moindre amélioration de leur situation.

## séances

Trois mois avant son assassinat, Omar et son frère avaient été mis au cachot, au régime de l'isolement total, sous prétexte qu'ils avaient voulu poli-

tiser des détenus de « droit commun ». C'est dans ces circonstances que le gouvernement annonça le « suicide » d'Omar. Mais le père d'Omar, lui-même médecin, appelé pour reconnaître le corps, a constaté sur celui-ci des traces de sévices. Il sera convoqué par la police qui le sommerà de se taire « afin que cette mort ne soit pas exploitée politiquement ».

D'autre part, contrairement à la tradition, le corps ne sera pas rendu à la famille, et l'enterrement sera fait furtivement par les forces de répression en présence du père seul. La nouvelle de ce lâche assassinat souleva une vague d'indignation populaire et de vives réactions de la jeunesse révolutionnaire sénégalaise : des manifestations violentes d'une ampleur sans précédent, avec des jeunes élèves, étudiants, ouvriers et chômeurs. L'armée et les blindés seront obligés d'intervenir pour intimider le peuple.

Si le gouvernement sénégalais n'hésite même plus aujourd'hui à utiliser l'assassinat politique, c'est qu'il est confronté sur tous les plans à d'immenses difficultés qui ne sont pas essentiellement liées, comme on a trop tenté de le faire croire, à des causes naturelles (sécheresse). La dramatique

situation que connaît actuellement le Sénégal est en fait l'illustration de l'échec de toutes les options fondamentales du pouvoir.

La politique économique que le gouvernement sénégalais a mise en œuvre depuis qu'il a été installé lors de l'opération des « indépendances » n'a fait que perpétuer des structures, des mécanismes et de fausses « priorités » hérités de la période coloniale. De ce fait, il était incapable de promouvoir en même temps qu'un véritable développement du pays, une amélioration des conditions d'existence des masses.

## parasitaire

Dans le secteur agricole, la prédominance absolue de l'arachide a été maintenue au détriment du développement des cultures vivrières. L'arachide demeure le support principal de toute l'activité économique du pays. Elle occupe à elle seule près de la moitié des superficies cultivées et les paysans tirent de sa vente l'essentiel de leurs ressources financières. Elle constitue

## EN BREF

### ● Irlande : contre le néo-colonialisme britannique

Membre du bureau des affaires internationales du Sinn Féin (branche officielle), Sean Keane fait actuellement une tournée de conférences-débats en France. Il rencontre des militants des partis de gauche et des organisations syndicales. De passage à Nantes où il devait participer à une soirée sur la situation politique en Irlande, Sean Keane a déclaré : « Nous souhaitons que le peuple français demande que l'armée de la Grande-Bretagne quitte le camp militaire du Larzac où elle poursuit un entraînement à la lutte anti-guérilla ».

Au cours du débat, Sean Keane a rappelé les objectifs de son parti. Il a notamment insisté sur les divergences entre la branche officielle de l'I.R.A. et l'aile « provisoire ». Cette dernière est

violemment anticommuniste et reste profondément nationaliste. Les divergences portent également sur les méthodes d'intervention. L'I.R.A. « provisoire » pratique un certain élitisme qui a pour effet de couper les cadres du mouvement de la grande masse des travailleurs. A une conception de l'offensive violente à tout prix de l'aile « provisoire », l'I.R.A. « officielle » opte pour une attitude défensive et de représailles. Mais, quoi qu'il en soit, Sean Keane ne croit pas à un succès militaire : « Nous critiquons l'usage des bombes qui font des victimes parmi les travailleurs et facilitent les provocations des services secrets britanniques ».

En fait, la politique définie par Sean Keane est marquée par deux objectifs : la nationalisation et la socialisation des moyens de production. Elle repose sur une analyse marxiste adaptée à la culture irlandaise. Cette politique s'inspire des conceptions dégagées par le socialiste irlandais James Connolly, très proche de Lénine et mort en 1916. Le programme d'actions défini par Sean Keane contient un certain nombre de thèmes revendicatifs. C'est ainsi que la nationalisation des entreprises actuellement entre les mains des capitalistes anglo-saxons est toujours au premier rang des objectifs à atteindre.

Pour accroître sa lutte contre l'impérialisme, l'une des actions les plus caractéristiques de l'aile « officielle » du Sinn Féin est l'éducation politique du plus grand nombre. Ainsi pour bien marquer le caractère irlandais des luttes, il est organisé des cours de gaëllique dans les camps de prisonniers politiques.

La présence de militants socialistes aux côtés de Sean Keane, à Nantes, était significatif de l'intérêt que les forces populaires de cette région portent au combat de leurs camarades irlandais. Il y a en effet quelques analogies entre la situation économique des départements de l'ouest et la pauvreté manifeste de l'Irlande qui reste à la merci du néo-colonialisme britannique. Dans sa conclusion, Sean Keane a réaffirmé que la solution du problème irlandais n'était possible que par la prise du pouvoir par les travailleurs : « seulement alors cessera le pillage économique et l'exploitation des hommes de ce pays par une poignée de privilégiés ».

François NAUD

● WATERGATE : Tandis que les auditions télévisées des prévenus se poursuivent, le faisceau de preuves tendant à montrer que le président

Nixon était au courant des manœuvres destinées à « entraver l'action de la justice » se resserre. Si les témoignages allant dans ce sens sont maintenus, des sénateurs pourraient entamer une procédure d'impeachment (mise en accusation) contre le président et ce ne sont pas les ravalements de façade (comme la nomination de Melvin Laird comme conseiller particulier de la Maison Blanche) qui pourraient le sauver. Certains estiment déjà que Nixon ne pourra pas rester président au-delà de décembre...

● DICTATURES : On essaie de faire peau neuve en Grèce et en Espagne. Les colonels d'Athènes ont profité d'un soulèvement intervenu dans une unité de la marine pour déchoir Constantin ; Papadopoulos devient président de la République et Constantin lance un appel à toute l'opposition... Ça ne trompe pas plus son monde que le fait qu'en grec, « république » et « démocratie » se traduisent de la même façon. A Madrid, Franco a abandonné ses fonctions de chef du gouvernement au profit de l'amiral Carrero Blanco, son acolyte de toujours. Le pouvoir change à peine de mains et sûrement pas de nature : peau neuve ou vieille peau ?



près de 75 % de la valeur des exportations agricoles, et, avec ses dérivés, représente près de 30 % de la production intérieure brute. Le niveau de la production arachidière conditionne le ravitaillement des huileries locales qui représentent 35 % de la capacité industrielle du pays et entre 42 et 45 % de la production intérieure brute. Sur le marché capitaliste mondial dont on connaît le caractère spéculatif, l'arachide se déprécie sans cesse en faveur d'autres oléagineux tels que le soja et le tournesol.

Les prix payés par l'Etat sénégalais au producteur n'ont cessé de diminuer, entraînant une forte baisse des revenus et du pouvoir d'achat des paysans. Si par exemple, le paysan pouvait obtenir en 1960, 75 kg de riz contre 100 kg d'arachide, en 1968, il ne pouvait plus obtenir que 37 kg de riz pour la même quantité d'arachide. Le système coopératif mis en place par le gouvernement sénégalais dans les campagnes sous prétexte d'aider les paysans n'est rien d'autre qu'un appareil d'exploitation et d'asservissement des masses paysannes. Ainsi l'Oncad (Office National de Coopération et d'Assistance au Développement) prélève entre 6 et 8 francs CFA (1) par kilo d'arachide lors de la commercialisation, pour l'entretien de l'appareil d'état néo-colonial et parasitaire (actuellement le kg d'arachide est acheté entre 19 et 23 francs CFA au paysan). Si les paysans sont menacés de famine aujourd'hui dans les campagnes, la disette y a toujours été courante depuis « l'indépendance ».

Dans tous les autres secteurs clés de l'économie (industries, banques) s'exerce la mainmise impérialiste,

trielle qui était de 12,1 % en 1962, tombe à 0,4 % en 1969. Les capitalistes étrangers font la loi dans le pays. Bénéficiant d'un code des investissements, véritable légalisation du vol des richesses nationales, ils extorquent d'énormes surprofits sur le dos de la classe ouvrière et du peuple sénégalais.

La classe ouvrière travaille dans des conditions déplorables, entraînant un nombre élevé d'accidents du travail. Il n'y a pas de sécurité de l'emploi : selon ses propres calculs, chaque capitaliste peut débaucher à tout moment des centaines d'ouvriers sans conséquence aucune.

Tout le secteur commercial de quelque importance est détenu par les grandes maisons coloniales de commerce. La prétendue planification de l'économie, compte tenu des principes qui la régissent et du système social dans lequel il s'exerce, n'a aucune efficacité et est dénuée de toute signification réelle.

## détournement

La conséquence d'une telle politique de « développement » est que le Sénégal est au bord du gouffre. Plus d'un million de paysans sont menacés de famine ; des villages sont abandonnés par des milliers de personnes qui, fuyant une mort horrible vont se regrouper autour des villes ; le cheptel est à moitié décimé, la production arachidière n'atteindra estime-t-on, qu'un tiers des prévisions initiales. Cette si-

## ● OCEAN INDIEN :

# redéploiement

Trente-six signatures sous les nouveaux « accords de coopération », le lundi 4 juin, de la main de Didier Ratsiraka, capitaine de frégate et ministre malgache des affaires étrangères, et de celle de Jean-François Deniau, secrétaire d'état chargé de la coopération.

AINSI, les légionnaires et les parachutistes français quitteront la grande île dès le 1<sup>er</sup> septembre. Les marins, eux, ne partiront pas avant deux ans, la base navale de Diego-Suarez devant jouir d'un régime particulier « basé sur la constatation d'un intérêt commun ». Quant à l'arsenal de la rade, il est appelé à être reconverti en société franco-malgache à majorité nationale. La marine et l'aviation militaires françaises conservent un droit d'escale sans limitation... Les autres conventions ont trait aux relations diplomatiques, aux affaires culturelles, à l'assistance technique. Aucun texte n'a été signé sur la question monétaire, mais on n'exclue pas la possibilité d'entente « de banque centrale à banque centrale », après le retrait de Madagascar de la zone franc...

Tandis que sous la direction des plus nationalistes de ses officiers et de sa nouvelle bourgeoisie d'entreprise l'« île heureuse » sortant d'un tête-à-tête astreignant avec l'ex-métropole, s'ouvre aux capitaux étrangers et s'engage sur la voie

d'un développement « à la japonaise », la France, elle, procède à un « redéploiement » de ses forces armées dans cette partie du monde et s'appête à une redistribution de ses intérêts.

Marcel Bigeard, commandant en chef de l'armée au sud de l'Océan indien, l'a déclaré en toute sérénité par téléphone à Europe N° 1 : « la stratégie française ne sera pas bouleversée... » Beau cadeau à la Réunion, où seront transférées les forces d'Ivato et de Diego (2 000 à 3 000 hommes) !

Cependant le général n'a, sans aucun doute, pas tort d'envisager avec optimisme l'avenir de ce qu'il appelle « le vieux ménage franco-malgache... » En tout cas, l'avenir du ménage d'une certaine France, celle de Pompidou et de Foccart — et de cette île de Madagascar qui n'est certes plus celle des Tsiranana et des Resampa, mais qui n'est pas non plus celle de mai 72, de la partie la plus active de la jeunesse, du prolétariat urbain, de millions de paysans.

R. L. ■

## QUESTION ECRITE :

# manœuvres criminelles

Yves Le Foll, député des Côtes-du-Nord informé de la vente des Maisons d'étudiants de Côte-d'Ivoire et de Haute-Volta, ainsi que des procédures d'expulsion en cours qui visent à démanteler l'opposition progressiste aux régimes en place en Côte-d'Ivoire et en Haute-Volta et qui laissent sans logis plus d'une centaine d'étudiants africains et leurs familles, parmi lesquelles de nombreux enfants, s'étonne de la conception étrange de la coopération manifestée par le gouvernement

français lorsque cette dernière consiste à soutenir inconditionnellement des régimes ne garantissant pas même un minimum de libertés démocratiques, et à prêter la main à des manœuvres mesquines et criminelles contre la jeunesse progressiste africaine.

Il demande à M. le Premier ministre quelles mesures il entend prendre pour mettre fin à cette situation scandaleuse et s'il compte intervenir auprès des gouvernements intéressés pour la faire cesser.

française en particulier. L'industrie « sénégalaise » dont le gouvernement est si fier, est surtout une industrie légère, alimentaire, et de transformation, ou extractive, incapable d'impulser un vrai développement du pays. Confrontée à des problèmes de marché, elle a atteint la limite de ses possibilités d'expansion et est depuis de longues années en stagnation. Le taux d'accroissement de la production indus-

tuation entrainera un manque à gagner de l'ordre de 50 % pour l'économie. Il faut ajouter à tout cela la recrudescence du choléra qui fait de nombreuses victimes.

« L'aide aux sinistrés » tardivement organisée par le gouvernement sénégalais, ne parvient pas intégralement aux intéressés : gouverneurs, préfets, responsables de l'UPS (Union Progressiste Sénégalaise) parti gouverne-

mental, en détourneront une bonne partie.

Dans les villes sévissent la pénurie et la spéculation ; les denrées de première nécessité (riz, sucre, huile, etc.) ont en l'espace de quelques mois augmenté dans des proportions hallucinantes, mettant les masses urbaines dans une situation des plus précaires. Dans le même temps, une poignée d'exploiteurs et de profiteurs étrangers et nationaux vit dans une opulence insultante. Continuation d'une tradition solidement établie au Sénégal, des centaines de millions de francs CFA ont été récemment détournés par des personnalités politiques de premier plan (lors du dernier remaniement ministériel, deux ministres ont été limogés).

## faux-calcul

C'est dans ce contexte socio-économique qu'il faut comprendre la crise politique que connaît ce pays à l'heure actuelle : depuis la révolte populaire de mai 68 au cours de laquelle le pouvoir fut fortement ébranlé, la prise de conscience des masses populaires et

leur résistance sont allées en s'accroissant. Pour éviter que des événements tels que ceux qui ont eu lieu au pouvoir intensifient sa politique de répression antidémocratique et contre-révolutionnaire. C'est ainsi que par la corruption, l'intimidation et la violence policières, il dissoudra toutes les organisations syndicales (de travailleurs, d'étudiants et de jeunes) indépendantes de lui. Les dernières victimes en date de cette offensive seront l'AGES (Association Générale des Etudiants Sénégalais) et le SES (Syndicat des Enseignants du Sénégal) dissous par de véritables coups de force. Au cours des derniers événements universitaires et scolaires, qui continuent à ce jour, quatre élèves seront assassinés par la police.

Se trouvant dans une situation sans issue, dont il porte l'entière responsabilité, craignant une explosion de la colère populaire menaçante, le gouvernement sénégalais a recours à tous les moyens même les plus criminels dans l'espoir de perpétuer sa politique anti-populaire et anti-nationale.

Dans l'histoire, tous les réactionnaires ont fait ce faux calcul...

(1) 1 franc CFA = 2 centimes français.

VIENT DE PARAITRE  
AU SOMMAIRE :

# COURRIER DES ENTREPRISES N° 18 - MAI 1973

- Déclaration de la Commission Nationale Entreprises.
- Analyse d'une grève : Renault-Flins.
- Conflit Peugeot vu de Sochaux.
- Congrès CFDT.
- L'action politique dans les entreprises.
- Le 1<sup>er</sup> mai dans l'histoire du mouvement ouvrier.

PRIX : 2 F (PAR 10 : 1,50 F)

Commande à Tribune Socialiste, 9, rue Borromée, Paris (15<sup>e</sup>). CCP 58.26.65. Règlement à joindre à la commande.

# autogestion et révolution socialiste

Les principaux textes du colloque autogestion des 20 et 21 janvier. Editions SYROS, 9, rue Borromée - 5 F. Commandes groupées (à partir de 5) 3,50 F l'unité.



## • Aix : le doyen contre la subversion

C'était pendant le mouvement contre les DEUG ; dans cette fac de droit d'Aix qui, depuis mai 1968, est séparée par une grille de la contamination de la fac de lettres voisine, des étudiants progressistes — il y en a tout de même — veulent tenir une AG dans un amphi. Le doyen — un jeune

arriviste qui a déjà été conseiller d'Edgar Faure — n'ayant pas ses commandos fascistes favoris sous la main, ramasse dans les couloirs tous ceux — enseignants, agents, secrétaires — qui n'osent pas refuser pour « barrer la route à la subversion ». Ah mais !

MALGRE leur nombre, les troupes du doyen laissent entrer les étudiants dans l'amphi. La provocation est prête, elle est inévitable. Un appareil sera blessé à l'œil, pas très gravement. Le doyen saisit l'occasion : il va se répandre avec ses acolytes dans les rues d'Aix, distribuant des tracts comme un vulgaire gauchiste (mais des tracts frappés du sceau de l'Université...) et réclamant quelque chose comme la levée des franchises universitaires : en tout cas, le jumelage entre la fac et une caserne de CRS !

Il porte plainte en même temps contre 10 militants de l'UNEF et du comité de lutte, essayant d'invoquer la loi anti-casseurs ; ces étudiants sont interrogés par la police pendant les examens et, finalement, l'un d'eux est inculpé à partir de « témoignages » d'enseignants et d'appariteurs. La riposte s'organise.

Un autre professeur de droit, directeur d'un certain « Institut d'aménagement régional » dans l'enceinte de la même fac, licencie pour délit d'opinion : il a refusé la titularisation d'une sociologue militante syndicale et politique dans un poste de maître-assistant qu'elle occupait en fait, pour avoir manqué à la « réserve des fonctionnaires ». C'était trop gros pour

le conseil d'université : cet institut y a perdu une sociologue et un poste de maître-assistant.

Après la répression politique contre les progressistes, la censure de... leurs sujets d'examen ! Un enseignant avait en effet osé donner le choix de sujets suivants pour un examen de « mouvements sociaux » : « mouvement lycéen contre la loi numéro tant, dite « loi Debré » : analyse et perspectives » ou bien « rédigez et traitez le sujet de votre choix ». Ça n'a évidemment pas plus à M. le Doyen et à ses petits camarades, qui ont repris de vieux sujets du même enseignant, en ont camouflé la date et ont mis les étudiants devant des sujets qui n'avaient pas été traités. Ils invoquèrent ensuite, devant les protestations de l'enseignant, un vague soupçon de fuite...

Provocation, répression, censure : ces petits messieurs jouent leurs petits Marcellin. Quant à la majorité des étudiants en droit et en sciences économiques, ils ont l'air de s'imaginer qu'une telle « fermeté », qu'un tel attachement à « l'ordre, la discipline et la tradition » leur garantiront un luxueux avenir : gageons qu'ils ne les aideront pas à s'y retrouver lorsqu'ils seront prolétarisés...

Correspondant ■



Ce livre nous vient du Japon. Il est écrit par un des plus grands médecins de ce pays, le Dr SHA KOKKEN. Pour aider les nombreux couples qui ignorent comment réussir une entente heureuse de leurs corps, alors que leurs cœurs battent à l'unisson.

Ces couples trouvent dans « SEXUELLE TECHNIK » une documentation très sérieuse, très claire et compréhensible sur les méthodes à employer et l'indispensable hygiène. Les nombreuses illustrations instruisent le lecteur aussi clairement que possible sans le choquer jamais. Des précisions, oui. De la vulgarité, jamais.

Il faut lire ce livre remarquable qui allie à une extrême délicatesse de sentiment, une connaissance profonde du cœur et du corps humains.

« Sexuelle Technik » n'est pas un ouvrage érotique. C'est une œuvre dont l'auteur connaît l'importance de l'amour dans la vie des hommes.

« Les rapports conjugaux ne sont plus exclusivement un acte de procréation, mais un constant et attrayant dialogue amoureux entre les époux. Les nouvelles conceptions sexuelles dans le mariage exigent aussi la connaissance et la pratique d'une hygiène précises afin de déclencher les joies érotiques. »

Ces lignes sont extraites de l'avant-propos du Docteur SHA KOKKEN.

Traduit dans presque toutes les langues, ce livre voit son tirage dépasser 2 500 000 exemplaires. Il est envoyé franco par les EDITIONS GUY DE MONCEAU, 34, rue de Chazelles, PARIS-17<sup>e</sup>, C.C.P. Paris 67-47-57. Prix : 55 F en chèque bancaire ou C.C.P.

Aucun envoi n'est fait contre remboursement, ni payable à réception.

Veillez m'envoyer « SEXUELLE TECHNIK » (T.S.)

M. ....

Adresse .....

Mode de paiement .....



## • Tourcoing : dans le chocolat

13 ouvriers de la chocolaterie Lamy à Tourcoing sont en grève depuis 3 semaines. Il s'agit des « cuiseurs », ceux qui sont en tête des machines et doivent travailler par 35 à 40° sans ventilation.

La boîte fait partie du groupe CIPAL composé de 3 entreprises rassemblant 250 travailleurs dont une centaine de saisonniers.

C'est par le canal de la CFDT dont plusieurs grévistes sont adhérents, que l'information s'était faite jusqu'à maintenant mais l'un des grévistes sympathisant au PSU, est venu demander notre soutien. Les camarades du PSU ont considéré que plutôt que faire une intervention autonome, il valait mieux constituer un comité de soutien. Ce qui fut fait avec la CFDT, la JOC, la JOCF et nous, les autres organisations n'ayant pas daigné se déplacer.

Le comité de soutien a décidé avec les grévistes d'élargir l'information par un communiqué de presse, mais aussi par un tract distribué sur plusieurs quartiers lundi 4 et une collecte dès le lendemain.

Les principales revendications des grévistes sont : amélioration des conditions de travail ; liberté syndicale ; véritable mensualisation (garantie de ressources) ; 13<sup>e</sup> mois en 2 étapes ; paiement des journées de grève.

Les grévistes ne pourront tenir qu'avec un réel soutien financier.

Le fric est à adresser : UL CFDT, CCP Lille 353.91 ; préciser « Solidarité Lamy ».

Section de Tourcoing ■

## • Inno-Montparnasse : grève à 85%

Depuis mercredi 6, les employés d'Inno-Montparnasse sont en grève : le mouvement lancé par les caissières a été rejoint par les vendeuses, les bouchers, les secrétaires et touche maintenant 85 % du personnel.

Les Galeries Lafayette doivent bientôt s'installer dans la Tour Montparnasse et les patrons d'Inno, qui ne veulent pas de concurrence entre magasins du même groupe financier, sont en train de réorganiser Inno-Montparnasse en libre-service.

En préservant leurs profits, les patrons veulent réduire le personnel et accroître l'exploitation de ceux qui resteront : les caissières gagnent en moyenne 1.150 F nets (moins qu'à Inno-Nation ou Inno-Passy) et les vendeuses 960 F nets. Les conditions de travail déjà éprouvantes (la direction refuse aux vendeuses un tabouret au nom... de la sécurité et les caissières n'ont qu'une demi-heure pour déjeuner, et pas de pause le matin) ne feront sans doute qu'empirer.

Les grévistes réclament le 13<sup>e</sup> mois et l'augmentation des salaires, l'augmentation des effectifs pour éviter les changements de postes et les mutations d'office, de meilleures conditions de travail (1 heure de repas au lieu d'une demi-heure et une demi-heure de pause le matin).

Correspondant ■

• DERNIERE HEURE : Le travail a repris mardi après-midi sur un compromis entre les syndicats et la direction. L'augmentation générale des salaires n'a pas été obtenue. Seules, les caissières obtiennent une prime de 104 F, une prime de travaux de 76 F et une heure pour les repas. Ces conditions avaient été refusées par les grévistes.

## • Castres : 2000 dans la rue

Jeudi soir 7 juin, 2.000 personnes manifestaient dans les rues de Castres pour protester contre les manœuvres franco-espagnoles du Sidobre et le défilé des troupes franquistes au côté des paras du 9<sup>e</sup> RCP de Toulouse et du 8<sup>e</sup> RIMA de Castres. Un succès, étant donné la collusion entre le Conseil municipal de Castres, la police de la ville, les SAC et les militaires. Des militants ont été arrêtés lundi soir, et les affiches ont été systématiquement arrachées y compris par des policiers en tenue... mais en plein jour, elles étaient systématiquement remplacées.

Un tract bilingue dénonçait la collusion entre le capitalisme français et espagnol en crise et exigeait la cessation de l'aide militaire à Franco. La section de Castres du PSU a travaillé (en liaison avec les camarades de Toulouse et de tout le Tarn) pour donner un contenu de classe aux thèmes de la manifestation : solidarité des travailleurs, des peuples espagnol et français face à la collusion des bourgeoisies des deux pays. La manifestation était organisée outre les organisations syndicales, par le

PCF, le PS et les radicaux de gauche sur une base politique claire. Si le PCF avait jeté l'exclusive sur un groupe d'action antimilitariste au regret du PSU, il acceptait que la manifestation

soit commune, et ne refusait personne. Il y eut somme toute peu de bavures... malgré quelques tensions entre des militants du PCF et certains groupes d'extrême-gauche mobilisés depuis Toulouse. L'essentiel était le caractère massif qu'a toujours gardé la manifestation, trois officiers supérieurs espagnols qui assistaient au défilé, ont été sérieusement bousculés... et contraints à battre en retraite !

Le lendemain le défilé s'est réduit à un parcours assez limité de deux régiments français avec deux compagnies espagnoles. Des curieux, des jeunes gens assez gouguenards. Somme toute un public clairsemé. On n'a pas osé donner l'hymne espagnol. Le temps n'est plus où les foules se pressaient pour « voir et complimenter l'armée française ». Les prétoirs avaient l'air triste. A la tribune officielle, M. Limouzy, ministre et maire de Castres, qui avait refusé de recevoir une délégation des organisateurs de la manifestation contre les manœuvres. Egalement, l'inénarrable abbé Pistre, dit le « pape du rugby »... et quelques adjoints. La collusion était clairement établie aux yeux de l'opinion. La mobilisation de masse a été payante.

Correspondant ■

## notes de lecture

### un panier de mensonges

ALAIN GAUSSEL est un des rares spécialistes français de la consommation. Il travaille au laboratoire coopératif d'analyses et de recherches. Son livre, « Un panier de mensonges », comporte le même défaut que la plupart de ceux qui ont été écrits sur le sujet : on a tant envie de voir se développer un vaste mouvement des consommateurs qu'on prend toutes les précautions pour que ce qu'on écrit n'ait pas l'air de vouloir politiser.

Cela étant admis, Alain Gausssel vient d'offrir à tous ceux qui militent dans ce secteur ou veulent y militer un véritable arsenal pour

l'action. Les exemples sont nombreux, clairs et efficaces. Le lexique des étiquettes, des nomenclatures, des formules techniques est à la fois très simple et très complet. On y trouve des dizaines d'idées de tracts, de thèmes de débat... Et si des militants politiques y fourrent leur nez, ils trouveront nombre d'utilisations, peut-être non prévues par l'auteur... C'est peut-être là le premier livre militant d'un militantisme qu'on n'a pas encore tout à fait inventé.

Jacques FERLUS. ■

(1) Le Seuil. En vente à la librairie « TS ».

### attention, école !

ATTENTION école ! Voici une nouvelle collection qui change de l'ordinaire. Son ambition est d'apporter sur l'école un éclairage concret proche de la vie réelle de cette institution. Les trois premiers numéros de la collection reflètent bien cet état d'esprit.

Dans son recueil de dessins intitulé « Educons ! » Sabadel, que les lecteurs de « T.S. » connaissent bien, s'en donne à cœur joie sur l'école gardée par les flics et contrôlée par le patronat. A lire absolument : l'humour est révolutionnaire, surtout celui-là.

Maurice Catani quant à lui, a découpé une tranche de vie, dans sa classe réservée aux apprentis. Le livre est simplement fait d'une retranscription d'un enregistrement au magnétophone ; mais, tout y est et d'abord l'extraordinaire pénétration de la propagande bourgeoise chez ces gars et filles qui en sont les premières victimes. A les écouter parler on prend conscience que la bourgeoisie et la société de consommation font bien leur travail d'intox, et qu'il y a du boulot pour les militants socialistes.

Ecrire une histoire de la fédération de l'Education nationale n'est pas une tâche facile. Dans son « La F.E.N., un syndicat », Jean-



Claude Guérin fidèle à l'esprit de la collection, ne cherche pas à théoriser. Son livre est un rappel fidèle de toutes les chapelles et tendances qui ont constitué la F.E.N. depuis son début. Il y en a tellement que cela en devient lassant. Mais celui qui cherche un tableau complet sur cette question y trouvera son bonheur.

J.G. ■

Sabadel : Educons ! ; M. Catani : Les apprentis ; J.-C. Guérin : La F.E.N., un syndicat ? ; Editions du Cerf. Chaque volume 10 F. En vente à la librairie de « T.S. ».



# le syndicat au service de qui?

Le dernier Congrès de la C.F.D.T. continue de provoquer, et c'est normal, des débats importants. Nous donnons ici la parole en « Tribune libre » à l'un des camarades de notre rédaction, Michel Camouis, qui porte sur ce Congrès des appréciations différentes de celles de « Tribune Socialiste » la semaine dernière.

**T**RIBUNE SOCIALISTE n° 581 du mercredi 6 juin a rendu compte du congrès de la CFDT qui s'est tenu la semaine précédente à Nantes. Ce compte rendu est très nettement insuffisant car il ne répond ni à l'information sur les faits et leur contenu précis, ni sur ce que peut en penser le PSU, à la lumière de la stratégie politique qu'il s'est donnée jusque et y compris dans le « Manifeste » « Contrôler aujourd'hui pour décider demain », adopté à son Congrès de Toulouse en décembre dernier.

Pourtant, beaucoup de travailleurs n'auront pas manqué de remarquer la « première » place occupée par le PSU dans le congrès de la CFDT. Le questionnaire d'identité auquel ont répondu 1170 congressistes sur 1720, nous a appris que 144 délégués se sont déclarés membres du PSU, 117 du PS, 8 de la Ligue communiste, 3 du Parti communiste et 1 de Lutte Ouvrière.

Pour tenter de combler un peu cette lacune, précisons quelques points, parmi les plus déterminants :

— **La méthode d'analyse :**

Adoptée au congrès de 1970, la théorie de la lutte des classes porte un nom, le marxisme. En dénonçant

aspects pourtant essentiels de la lutte des classes. Les syndicats de gauche (Banque, PTT, Santé, Textile, UD Rhône etc...) ont retiré un amendement qui disait entre autres que « la conquête du pouvoir politique et économique est une condition obligatoire à tout début de mise en place d'une société socialiste autogestionnaire ». En contre partie le Bureau national de la CFDT accepte que soit poursuivie la réflexion sur ce sujet. C'est une formule creuse, il faut le dire : comme si la réflexion, par nature, n'était pas toujours « de droit » dans une organisation tant soit peu démocratique. Cette formule échappatoire, elle se retrouvera lors de chacune des discussions importantes. Regrettons quant à nous, que la gauche syndicale (gauche du syndicat) n'ait pas demandé un vote là-dessus.

**un faux débat**

Le texte de la résolution dit seulement que « la conquête du pouvoir politique et économique est une condition nécessaire, mais elle est aussi insuffisante », c'est-à-dire qu'on la lie à autre chose qui, n'étant pas précisé, permet son report aux calendes grecques. On trouve également dans cette partie de la résolution ceci : « l'accent doit être mis sur les luttes sociales et l'action des masses populaires, sans les opposer à l'éventualité d'un changement électoral du pouvoir politique ». C'est une réponse en négatif à une question qui s'est pourtant posée récemment lors des élections législatives et que beaucoup de délégués auraient voulu voir discuter. Y a-t-il ou non un terrain principal et des terrains secondaires qu'il faut savoir articuler autour du premier ?

A propos d'un amendement repoussé d'ailleurs, Jacques Julliard (SGEN) a pu caricaturer toutes les expériences de conseils dans l'histoire du mouvement ouvrier international, au nom de la majorité. Cet amendement, discuté sérieusement, aurait permis d'aller un peu plus loin sur l'issue de la lutte des classes après la prise du pouvoir, en posant les problèmes de son organisation et de sa défense.

— **Les formes de lutte et le rôle du syndicat :**

En gros, cette partie devait constituer l'essentiel des débats du congrès, si l'on s'en réfère aux projets d'il y a quelques mois, lorsque le débat fut lancé dans la majorité des syndicats. L'engagement profond et souvent décisif des militants de la CFDT dans les luttes au contenu et formes nouveaux depuis mai 1968, imposait un bilan dans ce sens.

Après l'échec électoral de la gauche - auquel s'est trouvée associé la CFDT, - après les grèves classiques sans débouché, du genre Renault, Peugeot opposables aux grèves victorieuses de petites unités dans lesquelles la démocratie de masse a fonctionné largement (Coframaille, presses-Renault etc...) et qui les ont précédées, la direction de la CFDT (sa majorité à base métallo-chimie) a eu un réflexe d'appareil en substituant au débat ini-

tial un faux débat sur « socialisme centralisé » et « socialisme décentralisé » utilisant la tribune du congrès et le poids de celui-ci pour une opération politique « au sommet » centrée sur le socialisme autogestionnaire.

Comment la pratique de la CFDT dans les luttes y conduisait-elle ? Il n'y a pas eu de réponse : on est passé de l'un à l'autre des deux bouts de la chaîne sans... transition. Cela s'est traduit, au plan formel, par un début de « patriotisme » d'organisation, de sectarisme, de repli sur la structure. On ne peut pas dire que le processus soit réellement engagé. On peut penser (parce que tout, dans la CFDT, y est contraire) qu'un tel processus sera bloqué. Sur le fond, cela s'est traduit par le rejet de tout ce qui pouvait éventuellement contester l'hégémonie du syndicat dans les luttes : AG, délégués d'AG, « autogestion » des luttes, comité de grève. Sur ce dernier point (le comité de grève) le Bureau national s'est engagé à ce que le débat se poursuive dans la confédération ce qui a amené le retrait d'un amendement pourtant plus souple qu'un précédent battu dans un vote par mandat.

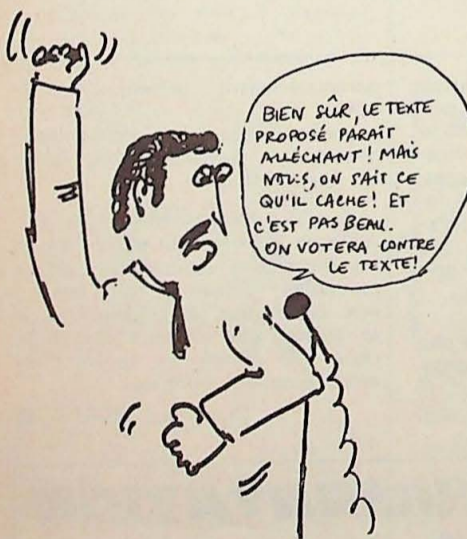
**les luttes corsetées ?**

A propos du vote par mandat, procédure des plus démocratiques et parfaitement justifiée sur des thèmes importants, ceux qui l'ont demandé se sont vu accuser de « manipulation ». La Ligue communiste a ainsi été accusée, alors qu'elle n'était d'ailleurs que partiellement impliquée dans cette demande faite par des délégués dont certains en sont membres. Ce type d'attaque, quel que soit le courant politique visé, met en cause le principe même qu'un syndicaliste puisse aussi avoir des idées politiques et appartenir à une organisation politique. Voilà qui mérite réflexion. Le PSU n'a jamais partagé cette façon de voir.



Ce sont là les « points chauds » de la discussion. Ils sont liés les uns aux autres. C'est la chaîne qui, partant des luttes enclenche sur l'exercice du pouvoir socialiste. A condition toutefois qu'elle ne se soit pas rompue. Or, à Nantes, c'est semble-t-il ce qui est arrivé. Le congrès a corseté les luttes dans un projet politique aux relations lointaines, au risque de faire de l'appareil syndical un instrument de blocage et non d'épanouissement, d'élargissement de la démocratie ouvrière, de la démocratie des travailleurs. Dès lors, les dérapages du projet politique vers la droite (c'est-à-dire vers le parti socialiste, comme débouché politiquement organisé) ne manqueront pas de se produire. A travers ses militants engagés dans la CFDT, le PSU doit dire quelle orientation il entend proposer aux travailleurs, de façon plus claire et plus précise qu'à Nantes, quel qu'en soit le prix.

Michel CAMOUIS ■



Dessins de militants C.F.D.T. réalisés au cours du congrès.

Marx (et Lénine en même temps), Edmond Maire, secrétaire général de la CFDT, au pire, fait reculer la confédération, au mieux introduit une dangereuse confusion en assimilant marxisme, léninisme et communisme au parti communiste. Le fait que ce dernier s'en réclame n'est pas forcément une garantie. La formation des militants ne manquera pas de s'en ressentir.

— **La stratégie :**

La prise du pouvoir et le passage au socialisme, c'est-à-dire la transition : adhérents et militants de la CFDT n'ont pu faire préciser ces

## front des luttes

### Michelin sanctionne...



Anti-syndicaliste Michelin l'est profondément. Dans tous les pays, la direction opère pour détruire les syndicats ou sanctionne les travailleurs refusant le régime autoritaire qui leur est imposé.

Un nouvel exemple est donné, en Espagne à l'usine de Lasarte (3.500 ouvriers) dans laquelle 5 ouvriers viennent d'être licenciés pour avoir manifesté leur solidarité à un camarade victime d'un abus d'autorité. L'ensemble des travailleurs ayant, le 30 mai 1973, décidé la grève, la direction a fermé l'usine du 1<sup>er</sup> au 11 juin 1973.

La police a arrêté, le 6 juin 1973, 4 membres du comité de grève et en interrogé 3 autres le lendemain.

Ainsi, comme pour le conflit de Vitoria (janvier - février 1972), direction Michelin et police franquiste agissent de pair.



# mal à Vichy

« QUATRE années à rayer de notre histoire » : c'est le titre des souvenirs consacrés à l'histoire de Vichy par André Mornet, procureur général au procès Pétain en 1945. André Mornet qui, devant les réactions du public qui s'élevait contre certains aspects manifestement truqués du procès, s'était écrit avec indignation : « Il y a trop d'Allemands dans la salle ! ». André Mornet qui, comme la quasi-totalité des magistrats, avait prêté serment de fidélité au régime et à la personne de son chef, et qui avait même été désigné pour siéger à la cour de Riom qui jugea, entre autres dirigeants de la Troisième République, Paul Reynaud, Léon Blum ou Pierre Mendès-France... Un homme parmi d'autres qui voudrait oublier.

Présentant la trilogie « Français, si vous saviez... », André Harris explique : « Je peux vous réciter presque par cœur le résumé de la période 39-45 qui figure dans le livre d'histoire de mon fils : « En 1939, l'Allemagne déclare la guerre à la France. » C'est faux, c'est la France qui a déclaré la guerre. « L'armée française a été défaite parce qu'elle était techniquement inférieure à l'armée allemande... » Ce qui est discuté car les véritables causes sont ailleurs. « Le général de Gaulle est parti à Londres, d'où il a prononcé l'appel du 18 juin. Certains Français l'ont suivi... » On ne sait pas combien. « D'autres sont entrés dans les forêts pour attaquer les troupes allemandes et ont ainsi aidé les alliés à libérer le pays. » Point final : Pétain, connais pas ! »

## moins de rupture

Pourquoi donc ce silence, cette volonté d'oubli, s'il n'y avait rien à cacher à l'histoire ? Dans une thèse récemment traduite, la France de Vichy (1), un jeune universitaire américain, Robert O. Paxton, cherche à montrer que toute la politique de Vichy n'a été que la recherche illusoire de la collaboration franco-allemande, offre maintes fois renouvelée sans qu'Hitler daigne toujours l'accepter, ne ménageant les susceptibilités françaises que pour préserver la fiction d'un pouvoir français, drapé dans les lambeaux de légitimité votés le 10 juillet 40 à Vichy, pouvoir auquel il pouvait faire endosser la responsabilité morale de la politique d'occupation.

Paxton esquisse même un propos qui va bien plus loin : parlant des hommes de Vichy, il laisse entendre qu'au fond, il y a eu beaucoup moins de rupture qu'on veut bien le laisser croire entre la III<sup>e</sup> République et Vichy, entre Vichy et la IV<sup>e</sup>... Laval, ancien Président du Conseil de la III<sup>e</sup>, intronisé par l'Assemblée du Front Populaire. Jusqu'en 1942, les nouveaux idéologues du fascisme français se trouvaient davantage à Paris qu'à Vichy. Les premières équipes ministérielles de Pétain sont composées essentiellement des dirigeants de la droite conservatrice traditionnelle. Parce que Vichy, c'est d'abord la revanche des classes possédantes sur le Front Populaire ; le retour à l'ordre après la crainte de la révolution sociale ; la sainte alliance de l'aristocratie de la terre et de l'industrie contre le spectre rouge des partageux... On met - aujourd'hui - surtout en avant les dernières années de Vichy ; l'occupation cautionnée par les représentants authentiques d'un fascisme français, les Déat, les Darnand, les Henriot, les Brasillach, à une époque où la bourgeoisie nationale s'était engagée dans la résistance.

## les mêmes, de 39 à 45

Mais ce faisant, on oublie que pendant les premières années, la bourgeoisie française et sa représentation politique se sont appuyés sur l'occupation allemande pour mettre en œuvre, sous le nom de « Révolution Nationale », une politique, au sens propre, réactionnaire - le retour à un ordre de choses que le Front Populaire avait sinon bouleversé, du moins menacé.

Et l'on veut oublier, ou cacher, que 90 % du haut personnel de l'Etat, conseillers à la cour des Comptes, conseillers d'Etat, diplomates, inspecteurs des Finances, près de la moitié des préfets même, sont restés en place de 1939 à 1945... Et si, parmi les hommes de droite qui se sont ralliés en 1943-1944 à la résistance, il y avait d'authentiques patriotes, combien y en avait-il qui voyaient d'abord dans cet engagement la possibilité de préserver, avec le gaullisme, l'Etat contre les menaces de la révolution sociale ?

Le bilan de Paxton accable les hommes de Vichy. Pétain n'a rien empêché, affirme-t-il, contre les nostalgiques d'une France qui aurait pu prendre sa

place dans l'Europe de « l'Ordre nouveau ». Et il conclut : « Lorsqu'il fallut choisir — et le choix était dramatique — entre deux solutions : faire son travail, donc courir des risques moraux et abstraits, ou pratiquer la désobéissance civile, donc s'exposer à des dangers physiques et immédiats, la plupart des Français ont poursuivi leur travail. L'auteur et les lecteurs de cet ouvrage auraient peut-être été tentés, hélas, d'en faire autant. »

« Il est parfois dans l'histoire d'un pays un moment cruel où pour sauver ce qui donne son vrai sens à la nation, on ne peut pas ne pas désobéir à l'Etat. En France, c'était après juin 40. »

Et c'est justement cette conclusion qui suscite des tollés. Dans Le Monde, du jeudi 22 mars 1973, deux critiques de point de vue fort différent en témoignent. L'amiral Paul Auphan, ancien secrétaire d'Etat à la marine de Vichy, successeur désigné du Maréchal qui le chargea de négocier — sans succès — avec de Gaulle, traite l'ensemble de l'ouvrage de pamphlet « pour justifier une opinion », allant jusqu'à accuser l'auteur de malhonnêteté intellectuelle parce qu'il a préféré faire confiance aux archives militaires américaines et allemandes plutôt qu'aux mémoires et aux discours écrits ici ou là pour se justifier.

## oublier ?

Mais aussi, M. Jacques de Launay, ancien résistant, peut écrire : « La vérité est que la résistance française à l'occupant a été très large : extérieure, dirigée depuis Londres et Alger ; administrative avec les fonctionnaires, qui ont freiné les ordres de l'occupant ; passive et souvent risquée de l'immense majorité de la population ; active, d'une minorité. »

Voilà le fond de la question. Le chagrin et la pitié, que M. Arthur Conte n'a pas encore osé (malgré ses promesses d'entrée en fonction) diffuser à l'O.R.T.F., la deuxième séquence de Français, si vous saviez (« Général, nous voilà ! »), où l'on voit les deux millions de Parisiens qui acclamaient Pétain en mai 1944 et de Gaulle en septembre — pour une part, c'était les mêmes —, et d'autres documents, le silence même de l'histoire officielle sur la question, montrent que la France d'aujourd'hui a mal à Vichy.

Les héritiers du gaullisme — et ses fossyeurs — nous parlent aujourd'hui d'unanimité nationale, de réconciliation. La résistance n'existe plus que de « l'aversion », se réduit aux souvenirs « romantiques » de ceux dont Emmanuel d'Astier de la Vigerie pensait qu'ils avaient été d'abord des « aventuriers ». Il y a quelques semaines, le fantôme



Le fantôme qui vient tirer la France par les pieds.

du Maréchal est revenu tirer la France par les pieds quand son cercueil se fut trouvé enlevé de l'île d'Yeu. Pierre Vianson-Ponté traitait de « dangereux imbeciles » les auteurs de cet enlèvement posthume. Pourquoi « dangereux imbeciles » ? N'est-ce pas parce que leur geste a laissé entrevoir ce que l'histoire cache — et est faite aujourd'hui pour cacher — à savoir que les Français sont restés du fond du cœur « pétainistes » ?

Que le souci d'ordre qui a jeté le pays dans les bras de Pompidou en juin 1968 et qui a sauvé la majorité le 11 mars, a des relents de « révolution nationale » ?

Car pourquoi se leurrer ? Le retour à Douaumont du cercueil de Philippe Pétain, c'est l'absolution officielle donnée à la collaboration et rien d'autre ; puisque si Philippe Pétain a été appelé à la tête de l'Etat français en juillet 1940, c'est précisément parce que seul le « vainqueur de Verdun » pouvait mettre en œuvre cette politique.

Vichy a marqué l'histoire de France d'une plaie douloureuse que l'enseignement de l'histoire s'est chargé jusqu'ici d'anesthésier. Une plaie qui hurle quand on la réveille. Mais oublier le mal ne fait pas disparaître la maladie. Pour toutes ces raisons, il est bon, comme disait Maurice Clavel, « que le peuple y pense et en tressaille... ».

Jean François MERLE. ■

(1) Robert O. Paxton, La France de Vichy, Collection « L'univers historique » aux éditions du Seuil, 375 p., 29,50 F. En vente à la librairie de TS.

## théâtre

# le tournant du T.N.S.

Coup sur coup viennent d'être préparées et jouées au Théâtre national de Strasbourg deux pièces d'auteurs contemporains, Abel et Bela, de Robert Pinget, dans la

très grande mise en scène de Jean-Marie Patte et Le Roi Sauvage, de Serge Behar, qu'André-Louis Perinetti, nouveau directeur, monte lui-même.

AINSI se trouve amorcé le tournant du T.N.S., qui se soucie moins, désormais, de culture classique que de ce qui peut faire éclater, c'est-à-dire aussi garder vivant, le théâtre de notre temps.

La pièce de Behar est une sorte de fable. Ludo, fondateur d'une ville dont il est devenu le roi, a éprouvé le besoin de faire retraite. Ayant mis quelques amis sûrs aux

postes de commande, il est retourné à la vie sauvage, mais pas aussi complètement que le souvenir de la ville ne continue à l'habiter. Un jour vient où ce souvenir est assez puissant pour qu'il revienne. La ville est devant lui, la ville passée des mains de ses amis dans celles de nouveaux chefs, toujours plus abstraits et coupés des peuples qu'ils gouvernent. Ils ont créé cette nouvelle

civilisation du bruit, des gratte-ciel, des vapeurs d'essence. Le roi sauvage a peur et veut repartir.

Mais, par sa seule venue, il a fait voir la ville, inhumaine. C'est dire qu'il cristallise autour de lui toutes les tentatives de rébellion. On le retient ; il travaillera comme les autres à l'usine, atomisée par la vie mécanique actuelle, mais facteur de déflagration.

André Périnetti compare sa présence à celle de ces courants d'air frais qui, en une minute, effacent des fresques ensevelies depuis des siècles. Cependant, cette civilisation anéantie, rien ne prouve que n'en naîtra pas une autre plus froide encore et plus hostile à l'homme.

Fable désabusée qui ne peut ni prôner le retour à la vie sauvage ni proposer des solutions. Elle profite du moins de ce qui est plus qu'un décor, un véritable environnement.

## l'emprise

L'emprise de la cité sur les êtres, emprise qui est d'abord celle des politiciens parlant dans des écrans de télévision qui tapissent le hall et dans des tribunes improvisées où leurs discours s'enchevêtrent, se répondent, se mêlent au bruit, commence dans le promenoir avant d'éclater sur la scène. Là, Michel Launay a installé un immense écran en plastique transparent qui reçoit les ima-

ges : photographies d'immeubles anciens comme d'immenses cartes postales qui font pénétrer dans la ville ; image de la vie mécanique, carlingues de voitures, citernes, objets de métal qui écrasent et, en contrepoint, éclatement des feuillages spongieux des grandes fleurs parmi les tiges gorgées d'eau...

La représentation profite d'une direction d'acteurs et d'une organisation des mouvements sur le plateau qui ont de la force. Est

particulièrement remarquable la scène de l'usine, construite sur le rythme, musique concrète/images qui reviennent à intervalles de temps minutés.

Ainsi se trouve affirmée la manière de Perinetti qui est de mêler les techniques de communications modernes (cinéma, télévision...) aux techniques traditionnelles de la scène. Ces moyens d'ancrage dans une réalité, se révèlent ici singulièrement efficaces.

Dominique NORES. ■

## PSU - DOCUMENTATION

Numéros disponibles :

- N° 13 : Les petits commerçants et la crise du commerce ..... 1,00
  - N° 17 : Les fondements de l'exploitation capitaliste ..... 1,00
  - N°s 22-23 : Sur le mouvement politique de masse ..... 2,00
  - N°s 24-25 : La police dans la lutte de classes ..... 2,00
  - N° 26 : Rosa Luxemburg : Grève de masse, partis et syndicats 1,00
  - N°s 27-28 : La crise du système monétaire international ..... 3,00
  - N°s 29-30 : Nationalisation et révolution ..... 2,00
  - N°s 31-32-33 : Les problèmes de l'emploi ..... 2,00
  - N°s 38-39-40-41 : Les révolutionnaires et l'armée de la bourgeoisie ..... 3,50
  - N°s 42-43-44 : Le mouvement révolutionnaire et l'Université ... 3,00
- Vient de paraître :
- N° 45 : La lutte des femmes dans l'habillement et le textile ... 1,50

Abonnement, 20 numéros : 15 F  
à TRIBUNE SOCIALISTE  
9, rue Borromée  
75015 PARIS

Paiement à la commande par chèque bancaire ou postal CCP TS 58.26.65 Paris.



## le dégoût de l'infâme

● IL N'Y A PAS DE FUMÉE SANS FEU, film français d'André Cayatte.

C'EST que Lord Lambton pouvait se permettre, Edward Heath ne pouvait l'admettre. Si la morale aristocratique, dont le secrétaire d'Etat démissionnaire est l'un des féodaux survivants, pouvait parfaitement autoriser des frasques avec des prostituées — au nom même de la différence de classe entre la noblesse et le peuple — la morale bourgeoise du Premier ministre ne pouvait l'accepter puisque précisément, elle tend à nier cette différence de classe, en chantant le grand air de

l'intérêt national, de l'effort commun pour le bien du pays. Comment demander aux travailleurs sacrifices et retenue si dans le même temps, la classe dirigeante étale ses divertissements, son luxe et sa licence ? Que cela se fasse — fermons les yeux... Mais que cela se cache, voilà la faute impardonnable ! Exit Lord Lambton.

C'est cette morale — et la société politique qui la fait sienne — que dénonce le dernier film d'André Cayatte, *Il n'y a pas de fumée sans feu*. J'avais longtemps hésité à aller voir ce film... Cayatte, vous savez, *Les chemins de Katmandou*... Mais d'un autre côté, on avait mis tellement d'obstacles à sa réalisation qu'il fallait peut-être essayer d'aller voir pourquoi...

Vous connaissez la trame. Pour empêcher le Dr Peyrac, candidat des partis de gauche, d'accéder à la Mairie de Chavigny, la mafia qui entoure Boussard, maire sortant et candidat du parti gouvernemental, utilise tous les moyens : le meurtre et la diffamation. On répand dans toute la ville des photos truquées de partouze mettant en cause la femme du Dr Peyrac, on le fait ensuite accuser du meurtre du photographe auteur du trucage. S'il est finalement innocenté du meurtre, le doute demeure quant à l'authenticité de la photo, et il devra renoncer à se présenter. Il n'y a pas de fumée sans feu.

### toujours les mêmes

Qu'on ne vienne pas nous dire : « règlement de compte entre deux fractions de la classe politique »... L'attitude même du pouvoir face à ce film montre bien que cette version ultra-gauche de la réaction du lecteur du *Parisien Libéré* : « La politique, c'est saloperie et compagnie », ne tient pas. Nous avions raconté ici même tous les obstacles mis à la réalisation du film de Cayatte (voir TS n° 567).

Parce que les allusions à l'affaire Markovic où les Pompidou avaient été mis en cause, était transparente. Mais pourtant, ce que dénonce Cayatte, c'est le procédé. Ce qu'il flétrit, c'est la méthode — à qui qu'elle s'applique. Alors pourquoi cette réaction du pouvoir ? Parce qu'il sait bien que si la méthode peut être utilisée aussi bien contre les adversaires que contre des concurrents, ce sont toujours les mêmes qui l'utilisent. Ceux qui font reposer leur pouvoir sur cette morale de prétendue pudeur et qui la bafouent dans leurs actes.

Nous n'allons pas reprocher à Lord Lambton ou à nos bien-aimés ministres leurs partouzes ou leurs distractions plus ou moins légères au nom d'une morale qui est la leur. Le comble du scandale — et de leur pourriture — est de faire peser sur le peuple le poids de cette morale dont ils n'ont cure. L'interprétation admirable de retenue d'Annie Girardot ne fait que souligner un peu plus le dégoût de l'infâme.

Thierry MORUS ■

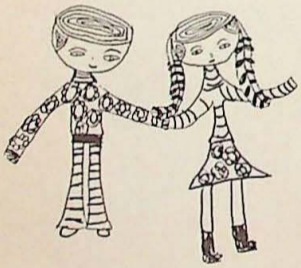
## chanson

### au cœur du monde

Une oasis de fraîcheur, mais aussi de mélancolie romantique, parsemée de notes d'humour, tel se présente le disque de Christiane Perrin - *L'Enfant au cœur du monde* - (1).

Des chansons dont les textes sont dus à l'imagination d'enfants de 4 à 13 ans, selon la pédagogie Freinet. Christiane les a mis en musique.

A partir de ce disque, elle souhaite faire tout un travail d'explication, d'information auprès des enfants, en collaboration avec les enseignants. Ainsi, lorsqu'elle s'est rendue dans des classes primaires de Sartrouville, elle a expliqué l'histoire du disque : les musiciens, le rôle des techniciens et



le travail très minutieux nécessaire à l'enregistrement, la gravure, le pressage, les produits chimiques employés pour la fabrication, les cadences (17 secondes pour la sortie d'un 33 tours, 28 pour deux 45 tours), le bruit dans les ateliers, la chaleur de la pâte chaude, l'humidité des ateliers, l'écoute continue des défauts par les ouvrières (un disque sur dix pour les « classiques », un sur cinquante pour les « variétés ») ; l'emballage, les salaires... Les enfants étaient très intéressés.

Autre sujet de discussion : comment Christiane Perrin et Jean-François Gaël, pour les arrangements, ont travaillé, quels instruments ils ont choisis.

A l'écoute, les enfants cherchent à les reconnaître. Ainsi, les musiques leur deviennent familières. Et déjà certaines chansons commencent à être apprises en écoles maternelles et primaires.

Françoise CLAIRE ■

(1) Disque Mouloudji. En vente à la librairie de « TS », 23 F.

## en feuilletant la télé

### la voiture et la mort



Mazamet : opération ville morte.

Une dépêche de l'AFP émanant du Ministère de l'Intérieur tombait sèchement, il y a quelque temps, sur les téléspectateurs de l'ORTF : « en 1972, 16 610 morts sur les routes, soit la population de Mazamet. » Il n'en fallait pas davantage !

Michel Tauriac décide alors de réaliser une émission à partir de ce thème. Guy Seligman et son équipe de caméramen sont envoyés à Mazamet pour tourner « Une ville rayée de la carte ».

CETTE émission — diffusée le 1<sup>er</sup> juin sur la 1<sup>re</sup> chaîne — Guy Seligman l'a voulue différente de celles traitant habituellement le sujet : un reportage classique consommé, dans le ronron d'un journal télévisé, entre un « dessert rengaine » de la publicité et un « au théâtre ce soir ». « Mâcher les mots aux gens, ce n'est pas leur faire confiance, je préfère montrer que dire », ainsi s'exprime Guy Seligman.

Mazamet, une jolie petite ville de province dont l'industrie principale est le délainage (75 % de la production mondiale) ; le patronat est très fort : des horaires de travail « astucieux » — 5 h 30 à 12 h 30 — l'après-midi est libre, laissant les gens disponibles pour leurs occupations quotidiennes, ce qui fait que la « qualité de la vie » existe à Mazamet. Mais les ouvriers ne voient pas l'intérêt de se syndiquer... à quoi bon, disent-ils, puisque nous avons le temps de penser à nous, puisque le travail exclut les « cadences infernales ». Mais, à Mazamet comme ailleurs, l'illusion est la même : pour occuper ce temps libre, on achète une

voiture et avec elle, on va plus loin, plus vite, pour échapper à la ville, à la pollution, à soi-même. La petite voiture ne suffit plus et c'est le moment que guettent les industriels et les banquiers, connaissant la vulnérabilité des gens. « Le véhicule est le signe de la réussite sociale, comme les diplômes sont le signe de la sélection sociale » écrit Ivan Illich (1).

Faire cette émission, c'était dresser un réquisitoire contre l'automobile et surtout exploiter une des contradictions du système capitaliste. Un autre but était de réaliser une émission sur la mort « accidentelle ». La musique de Bach — douce et mystérieuse — qui revient en leitmotiv, la chanson de Ferrat qui ouvre et termine l'émission, les scènes de fiction d'une ville morte, l'accident, le transport du blessé en hélicoptère, suspendu au-dessus de la ville sur sa civière, c'est le point d'interrogation de l'émission qui appelle des réflexions sur le processus socio-économique conduisant à la mort.

A la fois reportage et dramatique inspirée du théâtre moderne (on pense à Brecht, au Bread &

Puppet ou au Théâtre du Silence...), durant la séquence où tout Mazamet devient ville morte). Le kiosque à musique, jadis un lieu de rassemblement populaire, redevient ici le lieu de la joie de vivre... On oublie la bagnole, les autoroutes, les accidents, jusqu'au moment où la réalité (un véritable accident à Mazamet) rappelle à l'actualité.

### « m'excuser de quoi ? »

Un homme qui a tué un de ses amis lors d'un accident, dit au cours de l'émission : « M'excuser de quoi ? Faire 8 jours de prison, ça ne fera pas revenir les gens. » Et « pour vivre comme je vis maintenant, assez difficilement au point de vue matériel, je crois qu'en définitive, il aurait mieux valu que j'y passe... »

Tant qu'au n'aura pas changé la société, tant que les hommes considéreront les biens matériels comme essentiels, la révolution restera à faire. Ces propos reviennent souvent chez Guy Seligman, très préoccupé par ces problèmes.

Cette émission a valu un énorme courrier à l'ORTF. A Mazamet, on est très divisé. On discute beaucoup et le 25 juin auront lieu une projection et un débat public — et politique — avec Guy Seligman.

Françoise CLAIRE. ■

(1) *Energie et équité*. Ed. du Seuil : 6,50 F.

## REGARDS POLITIQUES

■ VALPARAISO, VALPARAISO, film français de Pascal Aubier avec Alain Cuny et Bernadette Lafont. « La vie étonnante et aventureuse de Balthazar Lamarck-Caulaincourt », tel est le sous-titre de ce film fait pour irriter les intellectuels de gauche prêts à se battre jusqu'au dernier Palestinien ou au dernier Chilien. — puisque c'est à Valparaiso qu'a lieu la Révolution... Tous ceux aussi qui aiment à parler de lutte de classes en sirotant un double Bourbon (bien tassé) détestent ce film, regard critique sur l'action politique et ses moyens, qui leur renvoie leur propre image. Etonnant, et ne sombre jamais dans la facilité.

■ GEORGE QUI ? film français de Michèle Rosier. George Sand fut la première féministe, ardente révolutionnaire en 1848 où elle participait à la rédaction du *Bulletin de la République*, de Ledru-Rollin, et anti-communarde en 71. Entre Nohant et Paris, Chopin et Musset... George qui ? George vous !

■ LA GRANDE BOUFFE, film franco-italien de Marco Ferreri. Dans « T.S. » numéro 580.

■ SAMBIZANGA, film angolais de Sarah Maldoror. La lutte de libération d'un des derniers pays colonisés d'Afrique : le mélange du quotidien et du tragique. (Cf. « T.S. » numéro 579).

■ SOUNDER, film américain de Martin Ritt. La vie quotidienne des Noirs en Louisiane dans les années 30 : sous l'humiliation pousse la révolte. (Cf. « T.S. » numéro 579).

■ DECEMBRE, film algérien de Lakhdar Hamina. La naissance de l'Algérie indépendante dans la lutte et la torture. (Cf. « T.S. » numéro 578).

### OUVREZ LES YEUX SUR LA TELE

Du 16 au 22 juin  
Sam. 16, 20 h 30, 3<sup>e</sup> chaîne :

« L'ombre d'un franc-tireur ». L'Irlande de O'Casey, c'est aussi celle de 1973.

Dim. 17, 22 h 30, 3<sup>e</sup> chaîne : « Vietnam, naissance d'une patrie » (2<sup>e</sup> partie).

Dim. 17, 20 h 45, 1<sup>re</sup> chaîne : « La mariée était en noir », film de François Truffaut.

Lundi 18, 20 h 35, 2<sup>e</sup> chaîne : « Actuel 2 » : les tribulations de Chaban en Chine.

Lundi 18, 22 h 20, 2<sup>e</sup> chaîne : « Portrait de l'univers ». « Il est des parfums frais... ».

Merc. 20, 20 h 35, 2<sup>e</sup> chaîne : « L'échance du vendredi » ou « Le drame d'un chômeur ».

Une histoire qui nous vient du Canada... La bonne conscience de la TV française.

Jeudi 21, 20 h 35 : « Le rideau déchiré », d'Alfred Hitchcock.

## calendrier culturel

DIEPPE (76) - M.J.C., 15 juin - 21 h - René Vautier présente « Avoir 20 ans dans les Aurès ».

BEZONS (95) - Maison Communale, rue Parmentier - 20 juin - 20 h 30 : soirée Palestine - 22 juin - 20 h 30 : soirée Indochine - Claude Bourdet et le Dr Carpentier entre autres, participeront aux débats - 23-24 juin : exposition.

MANTES-LA-VILLE (78) - Parc de la Vallée (sortie autoroute Mantes-Est) - Représentations du Théâtre du Soleil : 23 juin - 15 h et 20 h 30 : 1789 - 24 juin - 16 h : 1793 (10 F sam., dim. - 15 F pour les deux jours).

PALAISEAU (91) - Parc de l'Hôtel de Ville. Jusqu'au 22 juin : Journées « Amérique Latine » : films, expos, théâtre, débats, musique.



# perspectives autogestionnaires

André Jeanson, ancien président de la C.F.D.T. et responsable d'Objectif Socialiste organisateur membre du C.L.A.S. avec le P.S.U., les C.I.C. et l'A.M.R.) était doublement bien placé pour répondre à nos questions. Après le Congrès de la C.F.D.T. et les initiatives du C.L.A.S. Après les réactions du P.C. sur l'autogestion et avant le congrès du P.S., il était important de faire le point sur une période qui peut ouvrir des chances nouvelles pour toute la gauche française.

Tribune socialiste : Revenons d'abord si tu veux sur le dernier congrès de la CFDT. Le 35<sup>e</sup> avait été considéré comme un congrès « d'avancée ». Le 36<sup>e</sup> a beaucoup parlé de « retour au réalisme ». Certains ont dit qu'il marquait une pause, voire un recul. Qu'en penses-tu ?

André Jeanson : Il ne s'agit pas d'un recul. Ce congrès se situe bien dans la démarche habituelle de la CFDT. C'est un peu la conséquence de cette démarche pédagogique assez curieuse qui consiste à prendre position sur des idées qui ne sont pas encore très bien analysées et de les lancer un peu dans la nature. Après quoi, les militants et les organisations les prennent en charge et commencent à les approfondir à la fois par la réflexion et par l'action.

Le 35<sup>e</sup> congrès, c'était ça. On a arrêté des positions théoriques assez précises mais qui n'étaient pas encore vraiment analysées dans tous leurs aspects par ceux qui les ont votées. Aussi la période récente a été, pour la CFDT une période d'expérimentation. Cela a entraîné un peu de pagaille et c'est normal. Chacun a pris à sa façon les idées sur l'autogestion, sur le rôle du syndicat dans les luttes, sur les comités de grève etc... Ce congrès a ramassé toute cette expérience pour tenter de tracer une ligne plus précise. En ce sens il marque bien une nouvelle avancée de la CFDT et non un recul.

Est-ce que ça veut dire que cette clarification est totalement faite, en particulier sur ce fameux problème, du rôle du syndicat dans les luttes? Je n'en suis pas sûr. Par exemple dans la critique des comités de grève je

crois que les militants, et pas seulement la direction confédérale, comme le prétend *Politique-Hebdo*, mais bien la grande masse des militants CFDT ont réagi de façon un peu sentimentale contre un certain nombre de manipulations dont ils ont été l'objet. En ce sens il y a eu un certain raidissement mais qui laisse ouverte la possibilité d'une réflexion plus poussée et plus nuancée sur cette question.

T.S. : Mais ce raidissement, même relatif, ne risque-t-il pas de couper la CFDT d'un certain nombre de mouvements ouvriers ou étudiants du type de ceux que nous avons connus ces derniers mois ?

A. Jeanson : Cela pourra arriver dans certains cas. Mais il faudra faire la distinction entre les positions du congrès et les attitudes syndicales sur le terrain. Ce qui est vrai c'est que les sections syndicales ne pourront sans doute plus mener leur action comme auparavant: ce congrès a marqué un phénomène de ras-le-bol par rapport

à l'intervention d'un certain nombre de « gauchistes » dans les luttes. Mais sur le fond je crois que la CFDT conservera une attitude souple vis-à-vis des comités de grève et des comités de soutien.

T.S. : Quel sera à ton avis le plus gros problème de la CFDT dans les années à venir ?

A. Jeanson : Je crois que ce seront les problèmes politiques. Il faut que la CFDT puisse préciser sa place dans le courant socialiste autogestionnaire, quel rôle elle va y jouer et quelle sera la nature de ses contacts avec les formations politiques et toutes les organisations qui ont pris l'autogestion comme thème d'action.

Le Congrès n'a pas tellement abordé ce problème. Par exemple on y a peu parlé de l'initiative prise par la CFDT de lancer un comité permanent pour organiser plusieurs colloques sur l'autogestion. Pourtant il s'agit là d'une initiative fondamentale car la CFDT peut être aujourd'hui le facteur de cristallisation de toutes les forces qui ont fait l'option autogestionnaire.

T.S. : Le principal reproche fait à cette initiative est qu'elle reste dans une problématique de « gauche non communiste ». Ces critiques viennent soit du PC, sur le thème « Maire est en train de faire de l'autogestion en prétexte de divergences



## ENTRETIEN AVEC ANDRÉ JEANSON

au sein de la gauche », soit d'une partie de l'extrême-gauche qui y voit une nouvelle opération réformatrice. Que penses-tu de ces critiques ?

A. Jeanson : Si on a recours pour poser le problème à des schémas traditionnels, on peut en effet se poser la question ainsi. Mais il me semble que la démarche de la CFDT, c'est précisément un effort pour poser les problèmes autrement qu'en termes de gauche communiste ou non communiste, en recentrant le débat autour d'un thème positif : l'autogestion. Sans doute lorsque l'on pose une question nouvelle les forces traditionnelles, de gauche ou d'extrême-gauche, sont gênées pour y répondre. Alors on préfère revenir aux bonnes vieilles classifications : on est gauche non communiste, gauche communiste, ou extrême-gauche.

L'effort de la CFDT va précisément permettre d'aborder les problèmes d'une autre façon en obligeant les analystes politiques traditionnels à se déterminer par rapport à ce fait nouveau que constitue l'autogestion. Et c'est probablement la seule façon d'arriver à bousculer les clivages traditionnels.

T.S. : Nous entrons justement dans une période extrêmement intéressante pour l'avenir de ce courant socialiste autogestionnaire. Il y a eu récemment les initiatives prises par le CLAS, les réactions du PC sur le problème de l'autogestion et le Congrès de la CFDT. Il y a enfin dans deux semaines le Congrès du PS qui va devoir aussi se déterminer sur ces questions. Quelle analyse fais-tu des enjeux de ce Congrès ?

A. Jeanson : Je crois qu'il serait faux d'isoler le congrès du Parti Socialiste de ce contexte d'ensemble. Nous venons justement de rendre public un communiqué dans lequel nous mettons en évidence trois éléments positifs au cours des dernières semaines: l'attitude de la CFDT qui est prête à prendre les moyens de renforcer le cou-

rant socialiste autogestionnaire. La volonté de la gauche du Parti Socialiste de s'orienter également dans cette voie. Enfin nous avons rappelé l'importance que nous attachons aux initiatives du CLAS dont nous sommes partie prenante. Dans ce contexte le travail que font un certain nombre de copains de chez nous au PS peut être utile.

T.S. : Et le PC, comment analyses-tu ses récentes prises de position sur l'autogestion ?

A. Jeanson : Je crois que le PC s'est rendu compte que le problème est en train de devenir très important, car d'une part il commence à avoir un impact assez sérieux sur les militants politiques et syndicaux et d'autre part il tend à gêner le PC dans sa démarche traditionnelle. Je crois que l'empressement du PC à parler d'autogestion est une façon d'éviter que le processus aille trop loin. Il suffit de voir le rapport de Georges Marchais au Comité Central: sur toutes les questions qu'il pose on peut être d'accord avec lui. Ainsi quand il dit, « si l'autogestion conduit au corporatisme d'entreprise, je suis contre », nous aussi nous sommes contre. C'est une façon de dénaturer le phénomène lui-même pour le récupérer et lui enlever son caractère explosif d'une façon plus ou moins adroite.

T.S. : Comment vois-tu le rôle du CLAS dans ce contexte ?

A. Jeanson : La démarche du CLAS, c'est de se poser cette question: de quel instrument politique les forces qui veulent construire le socialisme autogestionnaire, ont-elles besoin pour, sur le plan politique, traduire leurs perspectives.

Dans ce cadre il cherche à inventer autre chose qu'un parti politique traditionnel. Il s'agit d'inventer plutôt un mouvement politique qui serait autogestionnaire dans ses structures, son style d'action, dans les types de liens qu'il essaye de construire avec



André JEANSON, d'Objectif Socialiste.

des organisations qui ne sont pas directement politiques.

Cette démarche me paraît se situer sur un terrain entièrement nouveau par rapport à celui qu'ont l'habitude d'occuper les partis politiques traditionnels. Il s'agit donc de construire un mouvement au sein duquel chacun pourra conserver sa spécificité, syndicale, politique ou culturelle.

T.S. : On a souvent entendu dire : le CLAS, après tout c'est la petite organisation qui va s'opposer par exemple à un grand courant autogestionnaire regroupant la CFDT, le PSU et le PS. Or là, tu te places d'emblée sur un terrain d'une autre nature.

A. Jeanson : Exactement. D'ailleurs les initiatives du CLAS ne sont pas contradictoires avec celle de la CFDT puisqu'il en est au contraire un élément moteur. Mais nous cherchons nous, à inventer un nouvel instrument politique. On ne peut être cohérent avec l'objectif du socialisme autogestionnaire que si l'on transforme en même temps en profondeur le type d'action et de structures d'une organisation politique. Il faut un mouvement où puissent s'exprimer les différents aspects d'un même combat, syndical, politique et culturel.

Si nous réussissons cela, alors je crois que l'on aura fait quelque chose de vraiment nouveau et de réellement adapté à l'objectif du socialisme autogestionnaire.

(Propos recueillis par Gérard FERAN)